

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PERTE
DE
LA NATIONALITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

MAURICE JOUOT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898





THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PERTE

DE

LA NATIONALITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 19 avril 1898, à 2 heures 1/2

PAR

MAURICE JOUOT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. WEISS.

*Suffragants : { MM. LAINÉ, } professeurs.
 LESEUR. }*

PARIS

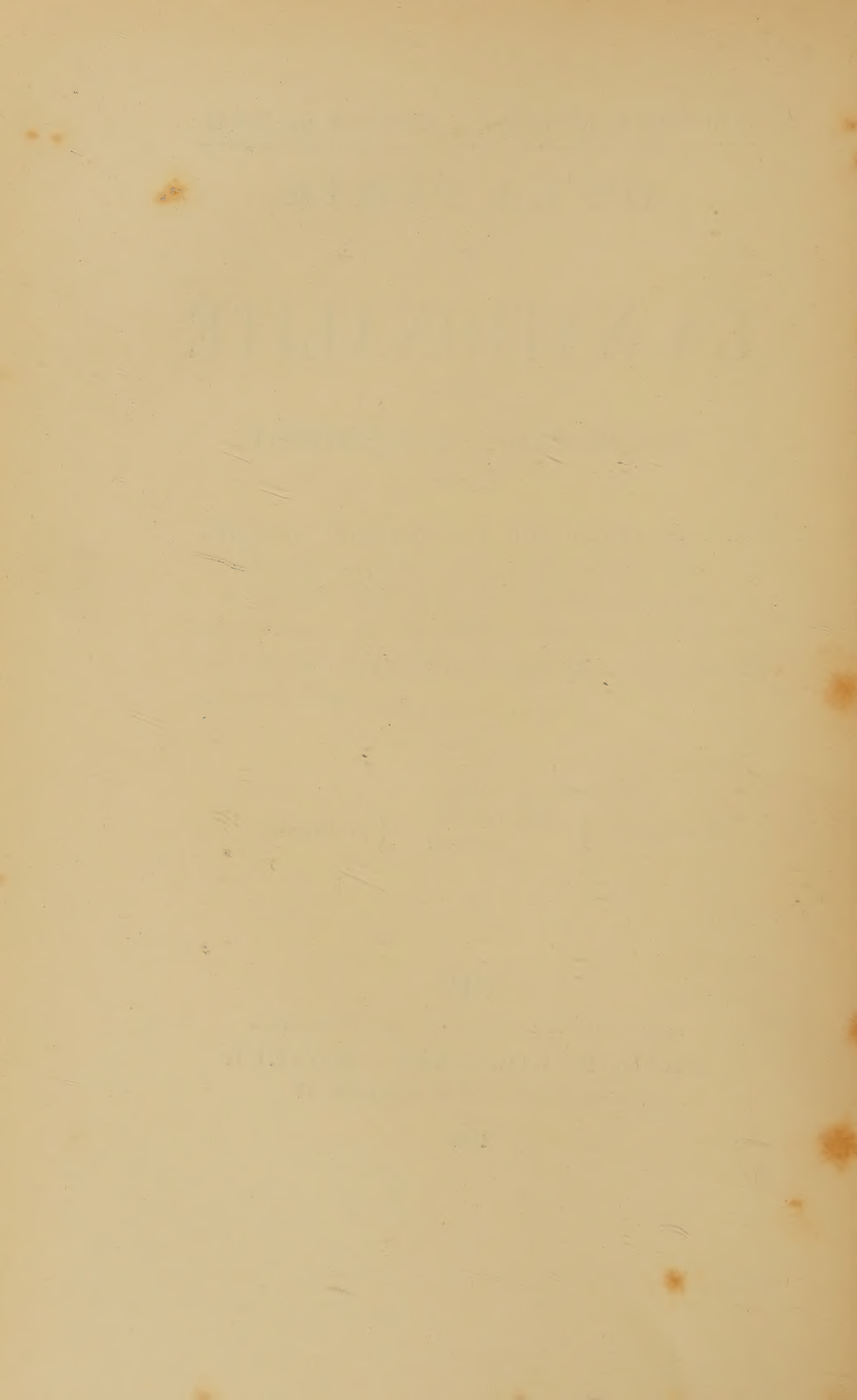
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14. RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898





DE LA PERTE DE LA NATIONALITÉ

INTRODUCTION

L'étude des questions de nationalité a pris depuis un certain nombre d'années une importance grandissante. Cette importance tient à des causes multiples. La facilité des relations a fait tomber les barrières élevées autrefois aux frontières des divers Etats. L'intensité de la lutte pour la vie oblige le plus faible à céder la place au plus fort et à chercher ailleurs un meilleur emploi de son activité. Tel qui ne peut vivre dans une région trouvera utilement à employer ses facultés dans un milieu plus favorable. Le déplacement des intérêts amène un déplacement de domicile et souvent le lieu du principal établissement se trouve transporté loin du lieu d'origine dans un Etat nouveau. La condition juridique de l'individu ne peut manquer d'être affectée par ce changement. Les lois varient avec les pays, à raison des nombreux facteurs qui influent sur la législation des différents peuples. Il importe de déterminer quel est le

domaine d'application des lois édictées par chaque législateur. Sont-elles territoriales ou personnelles ? On est obligé de faire entre elles un départ. La tendance de la doctrine est de faire régir l'état et la capacité des personnes par leur loi nationale. C'est un premier point de vue auquel il importe considérablement de savoir à quelle nationalité se rattache un individu.

Ce point de vue juridique le cède peut-être encore en importance aux raisons sociales qui rendent nécessaire la détermination précise de la nationalité d'une personne. L'élément étranger est souvent un élément dissolvant pour une nation. Sans obligations envers la nouvelle patrie qu'il s'est donnée, l'étranger bénéficie des avantages qu'elle lui donne sans exiger de lui une compensation. Il peut ainsi faire une concurrence redoutable aux nationaux. La patrie abandonnée va-t-elle de son côté être désarmée ? Pourra-t-elle exiger de cet individu l'accomplissement des devoirs qu'elle impose à ses nationaux ? Et si elle ne le peut pas, n'est-il pas à craindre que beaucoup ne profitent de cette situation pour échapper aux charges multiples qui incombent dans chaque Etat aux nationaux ? Cette crainte n'est pas chimérique et le nombre des sans-patrie est devenu si grand qu'on a pu dire que l'heimathlosat est un véritable danger social.

La situation inverse d'un individu ayant à la fois deux patries est aussi pleine de périls. On ne peut pas servir bien et fidèlement deux maîtres à la fois. Quel attache-

ment peut-on espérer d'un individu qu'on admet comme citoyen d'un Etat, lorsqu'il n'a pas rompu les liens qui l'attachent à sa patrie d'origine? Va-t-il siéger dans les conseils électifs des deux pays? Quelle conduite surtout tiendra-t-il au jour, qui peut se produire dans un avenir plus ou moins lointain, d'une guerre entre ses deux patries? Nul ne doit avoir deux patries, tout individu doit se rattacher à une nation. Tel est le double principe qui doit dominer la législation en matière de nationalité.

Et cependant des considérations multiples amènent les législateurs à déroger à ces principes fondamentaux. Une de celles qui exercent actuellement en France la plus grande influence est celle de la dépopulation ou plutôt de l'absence d'accroissement de la population. De là une tendance marquée à s'affilier des étrangers, à donner toujours plus d'importance au *jus soli* tout en maintenant les principes du *jus sanguinis*, à accorder la nationalité française aux étrangers qui séjournent en France sans pour cela la retirer aux Français qui quittent leur patrie. Cette idée a joué un très grand rôle dans la refonte récente de nos lois sur la nationalité. Nous aurons à en suivre les effets dans la matière spéciale que nous traitons. Elle n'a pas eu seulement pour conséquence d'amener le législateur français à donner notre nationalité à tous ceux qui lui paraissent devoir montrer pour la France quelque attachement. Elle l'amène aussi à restreindre les causes de dénationalisation.

C'est l'étude de ces causes que nous allons entreprendre. La matière est complexe. Elle demande à être éclairée par certaines considérations générales sur la nature de la nationalité, sur le droit de se séparer de la nation à laquelle on appartient. Nous suivrons ensuite l'application de ces idées dans les diverses phases de l'histoire. Arrivant au corps même de notre étude, nous examinerons les causes qui dans notre législation font perdre à un Français la nationalité. Nous aurons ensuite à étudier les effets qu'entraîne cette dénationalisation. Nous ferons enfin connaître comment les principales législations étrangères ont tranché le problème et nous donnerons les indications nécessaires à la solution du conflit qui peut s'élever entre elles.

Notre étude se divisera donc naturellement en 4 chapitres :

Chapitre I. — Considérations générales et historiques.

Chapitre II. — Cas et conditions de la perte de la nationalité.

Chapitre III. — Effets de la dénationalisation.

Chapitre IV. — Législation comparée.

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ET HISTORIQUES.

SECTION I. — De la nationalité et de la dénationalisation.

L'homme vit en société. L'individu isolé ne se conçoit pas. A tous les moments de l'histoire on le voit faisant partie de groupes plus ou moins larges et compacts. A chacun d'eux, il est attaché par des liens qui lui imposent des devoirs et lui confèrent des droits.

Il y a entre les hommes qu'unit une communauté de pensées, de religion, de coutume, d'éducation une tendance à se rapprocher. Dispersés dans les régions les plus éloignées, ils ont un fonds commun de sentiments qui les rapproche. Ils aspirent à former une association, car il existe entre eux un lien qui ne se confine pas dans les limites géographiques assignées aux divers peuples par les guerres et les traités, c'est le lien de la nationalité. Ainsi comprise « la nation est une personne morale qui réunit les hommes par les liens de la race, de la communauté du langage et de la culture sociale » (1). Ces divers éléments lorsqu'ils arrivent à un certain de-

(1) Ahrens, *Théorie du droit public et du droit des gens*, liv. II, ch. 3, § 103, n° 2. Cf. Renan, Discours et conférence : Qu'est-ce qu'une nation ?

gré de précision, de cohésion doivent se réaliser sous la forme concrète d'un Etat. C'est le principe des nationalités (1).

Ce principe très discutable n'est que l'expression d'une conception métaphysique sans réalité objective. « Tous les efforts des nationalités, dit M. Beaussire (2), quel qu'en soit le but et sous quelque forme qu'ils se produisent, sont en eux-mêmes très dignes de sympathie. Le respect se joint à la sympathie quand ils sont suscités par une odieuse oppression. C'est un des cas où la révolte est le plus légitime. Mais, pour les autres Etats, la révolte la mieux justifiée ne donne aux rebelles une personnalité propre que lorsqu'elle a réuni sur un territoire distinct les éléments nécessaires d'une société politique. La nation ne devient une personne que lorsqu'elle forme, sinon un Etat complètement organisé, du moins l'ébauche déjà distincte d'un Etat. »

Telle est bien l'idée qu'il faut se faire du droit positif de la nation.

Légitime ou non, conforme ou non au principe des nationalités, une nation existe dès qu'elle est reconnue par les individus qui la composent et par les autres puissances. De ce moment elle forme un Etat. Un lien s'établit entre les membres de cet Etat et le corps social distinct des individualités qui le composent. Ce *vinculum*

(1) Mancini, *La nazionalita come fondamento del diritto delle genti*.

(2) Questions de droit des gens. *C. R. des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1888, I, p. 603.

juris est précisément le lien de la nationalité. « La nationalité est donc le lien qui rattache à l'Etat chacun de ses membres » (1).

Quelle est la nature de ce lien ? Peut-il être rompu ? Telle est la question fondamentale que nous devons examiner tout d'abord.

Rousseau a fait reposer la société sur un contrat. La théorie du contrat social, certainement fausse si on la considère comme une explication de la formation des sociétés, contient une part de vérité si l'on veut y voir la constatation de l'élément contractuel qui unit entre eux les membres d'un Etat et qui unit l'Etat une fois formé avec chacun de ses membres. M. Fouillée a dit avec beaucoup de vérité que la société est un organisme contractuel (2).

Il y a donc dans notre affiliation à un Etat déterminé un élément contractuel. Nous sommes les citoyens d'un Etat parce que nous le voulons bien et aussi parce que cet Etat y consent. Sans doute ce contrat n'est pas de même nature que celui que forment deux individus pour le règlement de leurs intérêts privés. Il ne se forme pas dans les mêmes conditions. C'est par voie de disposition générale qu'un Etat offre aux individus de les attacher à lui par le lien de la nationalité. Il n'attend même pas la manifestation de leur volonté pour le leur imposer, il détermine en toute indépendance en vertu du principe

(1) Weiss, *Traité de droit international privé*, t. I, p. 6.

(2) Fouillée, *La science sociale contemporaine*.

de souveraineté quels individus il considère comme ses nationaux. Pour cela, il s'attache soit à la naissance sur le territoire qui lui est soumis (*jus soli*), soit à la filiation (*jus sanguinis*). En ne protestant pas, ces individus acceptent la situation qui leur est ainsi faite et par cette adhésion créent entre eux et l'Etat des rapports d'obligation réciproques. La convention qui unit ainsi l'Etat à ses nationaux l'oblige envers eux à des devoirs de protection en même temps qu'elle lui donne le droit d'exiger d'eux des services et l'observation stricte de ses lois. Le national d'un pays peut y réclamer l'exercice de ses droits civils et politiques, s'il satisfait aux conditions prescrites par la loi. Il peut réclamer la protection de ses représentants contre les abus d'autorité des Etats voisins. A l'inverse, ce national doit l'obéissance aux lois édictées par l'autorité constituée, il est tenu de défendre sa patrie contre les attaques des étrangers comme de lui fournir son concours pour les guerres offensives qu'il peut déclarer, et pour se préparer à ce rôle, il est tenu d'une obligation tout particulièrement impérieuse : le service militaire.

Puisque c'est par une adhésion présumée que se forme le lien de la nationalité, il est naturel qu'il puisse se briser par la manifestation d'une volonté contraire.

Il ne faut pourtant pas se faire illusion sur la portée de la comparaison entre un contrat et la convention qui lie le national à sa patrie. Les exigences de la vie sociale, la nature même des choses commandent d'écarter de notre

matière l'application des principes sur la révocation des conventions. Une convention entre particuliers ne peut être révoquée que du consentement mutuel des parties. On ne saurait appliquer ce principe à la rupture du lien de nationalité. On peut bien si l'on veut maintenir une comparaison forcée, dire que la rupture se produit du consentement réciproque des deux contractants. Quand un national se place dans les conditions prescrites par la loi, il consent et à l'inverse l'Etat consent à briser les liens qui le retiennent sous son allégeance puisqu'il a donné à l'avance son adhésion sous la forme de conditions mises à la dénationalisation. La vérité est qu'il y a là un simple jeu de l'esprit qui ne peut pas mener à des conséquences pratiques. Quelques pays encore admettent qu'un de leurs nationaux ne peut abdiquer sa nationalité pour acquérir une nationalité étrangère. Ce n'est pas en leur démontrant que le lien qui les unit à leurs nationaux est contractuel qu'on fera abandonner le système de l'allégeance perpétuelle. C'est en tenant compte d'autres considérations que la plupart des Etats sont arrivés à repousser ce système. La nationalité ne s'impose pas : voilà en effet le principe généralement suivi par les législations et ce principe signifie que l'Etat ne peut attribuer sa nationalité à tout individu qui s'est placé sous l'empire de ses lois et ne peut pas lui interdire de changer de patrie.

C'est un droit pour l'homme de développer ses facul-

tés de tout ordre. Il doit pouvoir chercher ailleurs que dans sa patrie d'origine les conditions qui lui paraîtront les plus favorables pour atteindre le but qu'il poursuit. Ce serait porter atteinte à sa liberté que de lui refuser cette faculté. Le but et la condition de toute organisation sociale doit consister dans le respect de la liberté et des droits individuels. Est-il besoin d'ajouter qu'un Etat n'a aucun intérêt à retenir sous son allégeance les nationaux qui manifestent l'intention de s'expatrier ? Sans doute, l'homme s'attache aux lieux qui l'ont vu naître, au pays où ont vécu ses ancêtres, mais ne donne-t-il pas la preuve que cet attachement s'est profondément affaibli lorsqu'il demande à rompre le lien qui l'attache à sa patrie d'origine ?

Toutes ces considérations décisives se trouvent en harmonie avec la théorie contractuelle dont nous ne contestons pas la part de vérité, pour faire consacrer la liberté d'expatriation. Comme le disait Rousseau « par un droit que rien ne peut abroger, chaque homme en devenant majeur et maître de lui-même devient maître aussi de renoncer au contrat par lequel il tient à la communauté, en quittant le pays dans lequel elle est établie ; ce n'est que par le séjour qu'il y fait après l'âge de raison qu'il est censé confirmer tacitement l'engagement qu'ont pris ses ancêtres (1). »

Liberté doit donc être laissée à l'individu de changer

(1) *Emile*.

de patrie et cependant cette liberté ne doit pas être absolue, sous peine d'être la source de graves dangers pour la communauté, c'est pourquoi l'utilité sociale y a fait apporter un certain nombre de restrictions.

Il ne doit pas être permis à un individu de s'engager dans les liens d'une nationalité nouvelle, sans briser en même temps ceux qui l'attachent à son ancienne patrie. La nationalité n'admet pas de partage, car le cumul des nationalités conduit à des conséquences dangereuses et on ne saurait par quelles lois faire déterminer l'état et la capacité de celui qui se trouverait dans une semblable situation. Pourrait-il servir à la fois ses deux patries ? Le jour où une guerre éclaterait entre elles, il faudrait bien qu'il choisisse et n'y aurait-il pas scandale à le voir porter les armes contre une nation dont il s'est proclamé le sujet et qui lui a accordé sa protection peut-être pendant de longues années ?

En fait, cependant, on trouve de nombreux individus qui ont une double nationalité. Cela tient à la différence des diverses législations sur les modes d'acquisition et de perte de la nationalité. Chaque pays tient à conserver sous son allégeance le national qui n'a pas manifesté expressément le dessein de s'y soustraire et l'Etat voisin comme lui-même accueille facilement l'étranger parmi ses nationaux sans toujours se préoccuper de la question de savoir s'il n'a pas une autre nationalité. Il suffit d'en citer un exemple : la France attribue la qualité de Français à l'enfant né d'un de ses nationaux à l'étran-

ger et il en est de même de la plupart des pays. Cependant elle n'en considère pas moins comme Français, sauf certaines exceptions, le fils né en France d'un étranger qui lui-même y est né, et comme Français sous condition résolutoire, l'enfant né en France d'un étranger qui peut n'avoir aucun lien avec la France. Par contre, elle n'admet pas, comme certaines législations, qu'on puisse se faire naturaliser Français sans rompre son allégeance antérieure. La loi du 26 juin 1889 est muette. On a rejeté la disposition aux termes de laquelle « la naturalisation ne doit pas être accordée au demandeur qui, en devenant Français, conserverait sa nationalité d'origine d'après la loi de son pays ». Ce qu'on voulait avant tout, c'était écarter toute limitation à la liberté d'appréciation du chef de l'Etat et le Gouvernement a promis de faire le nécessaire pour jamais n'accorder la nationalité française qu'aux étrangers affranchis des liens qui les unissaient à leur patrie d'origine. C'est la ligne de conduite qu'il avait constamment suivie avant la loi de 1889 (1).

S'il est conforme aux principes de droit international de prohiber le cumul des nationalités, il est encore bien plus utile d'empêcher qu'un individu soit sans nationalité. Ce dernier d'ailleurs aura intérêt à se rattacher à

(1) Voir la correspondance échangée entre M. Crémieux, notre ministre de la justice en 1848, et lord Brougham qui voulait se faire naturaliser Français tout en restant Anglais. Cf. Cogordan, *La nationalité au point de vue des rapports internationaux*, 2^e édition, p. 15.

un groupe auquel il demandera protection. C'est pour lui la condition de son développement physique et intellectuel. Voilà pourquoi les Etats doivent veiller à ce que la rupture du lien qui retient leurs sujets sous leur allégeance corresponde à l'acquisition d'une nationalité nouvelle. Toute perte de la nationalité d'origine devrait être un changement de nationalité. Cette idée en contient deux autres.

D'abord il ne saurait être permis à un individu d'abdiquer purement et simplement sa nationalité. Il ne peut raisonnablement continuer à vivre sous l'égide des lois d'un pays qu'il a répudié. Les législations répondent généralement à ce desideratum.

Mais un Etat ne devrait pas davantage pouvoir appliquer à un de ses sujets la dénationalisation, tant que celui-ci n'a pas acquis une nationalité nouvelle. Trop souvent cependant les législations édictent de semblables déchéances qui ne correspondent pas toujours à l'acquisition d'une nouvelle patrie. Nous aurons à le constater par la suite, les conséquences en sont désastreuses. Qu'elle va être la situation de cet individu sans patrie ? L'humanité commande à tout pays d'accorder aux individus qui habitent sur son territoire un minimum de garanties. On leur rend la justice, on leur donne l'instruction, les hospices leur sont ouverts, cela leur suffit. Etrangers partout, ils vivent sans liens avec aucun pays. Partout sans obligations, ils profitent partout de la protection que les nations civilisées accor-

dent aux étrangers. Quand une guerre éclate, ils continuent leur existence paisible, tandis que les nationaux vont exposer leur vie pour la défense de la patrie. Trop heureux encore, quand ils ne sont pas un ferment de discorde, un élément de destruction des nobles sentiments patriotiques. Voilà les dangers que présente l'heimathlosat.

Tels étant les principes rationnels qui doivent régir la perte de la nationalité, nous devons, avant d'étudier dans le détail leur application par les Etats modernes et spécialement par la France, rechercher brièvement comment les législations anciennes les ont compris et appliqués.

SECTION II. — Notions historiques.

§ 1. — L'antiquité et la Grèce.

Les législations antiques avaient une très haute opinion de la qualité de citoyen (1). On se l'explique si l'on se rappelle qu'elle n'appartient généralement qu'aux membres de la tribu conquérante. Seul le citoyen participait au culte domestique et on sait quelle importance s'attachait à ce culte dans les mœurs antiques. On l'a peut-être exagérée (2). Elle n'en eut pas moins une influence décisive sur la formation du droit et tout

(1) Cf. Montesquieu, *Grandeur et décadence des Romains*, ch. IX.

(2) Fustel de Coulanges, *La cité antique*.

particulièrement sur la condition juridique des étrangers et leur admission dans une cité.

C'est au *jus sanguinis* qu'on s'attachait pour la détermination de la nationalité d'un individu. La nation primitive a sa racine dans la famille. C'est par le sang qu'elle s'est développée. L'idée qu'une personne pourrait être investie du titre de citoyen par le hasard de la naissance ne pouvait s'implanter chez des peuples aussi jaloux, aussi pénétrés de la valeur de ce titre. Aussi la théorie du *jus sanguinis* fut-elle régulièrement appliquée (1).

Les mêmes raisons expliquent la rareté des naturalisations. On trouve cependant des exceptions, soit pour la Grèce (2), soit pour Rome (3).

A l'inverse on ne paraît presque jamais avoir refusé à un citoyen le droit de renoncer à sa nationalité. Il le faisait rarement à cause de la situation précaire qui était faite à l'étranger et de la difficulté qu'il trouvait à s'agréger à une autre cité.

L'Etat utilisa cet état de choses pour faire de la perte de la qualité de citoyen une des peines les plus rigoureuses et les plus redoutées. La peine de mort seule pouvait être considérée comme aussi dure (4).

En Grèce, il n'y a guère que les lois de Lycurgue

(1) Weiss, *op. cit.*, I, p. 33. Cf. Accarias, *Précis de droit romain*, I, p. 117; Girard, *Manuel de droit romain*, p. 102.

(2) Caillemet, *La naturalisation à Athènes*.

(3) Girard, *op. cit.*, p. 106 et 109; Weiss, *op. cit.*, p. 284 et suiv.

(4) Platon, *Criton*, 52. Cf. Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 235.

qui refusent au citoyen de Sparte le droit de s'expatrier.

A Athènes au contraire, tout citoyen peut quitter la ville (1) et abdiquer sa qualité. Peu importe qu'il acquière ou non le droit de cité dans un Etat voisin. On lui permet de rester citoyen à Athènes tout en se faisant naturaliser à l'étranger (2).

Prononcée à titre de peine, la déchéance de la qualité de citoyen frappe l'Athénien qui manque à ses devoirs envers la République. C'est une sorte de mort civile, connue sous le nom d'atimie. « L'atime, dit Démosthène, ne peut ni devenir archonte, ni exercer un sacerdoce, ni rendre la justice, il est inhabile à toutes les charges publiques soit au dedans, soit à l'étranger. Il ne peut faire acte ni d'héritier, ni d'électeur, il ne peut ni être envoyé en ambassade, ni parler dans l'assemblée, ni participer aux sacrifices publics, ni porter une couronne aux Stéphanophories communes, ni mettre les pieds dans la partie réservée de l'Agora » (3).

§ 2. — Rome.

A Rome, tout citoyen avait la faculté de changer de cité, mais Cicéron prétend qu'il ne peut être, mal-

(1) Platon, *Criton*, 23.

(2) Caillemet, *La naturalisation à Athènes*. Cf. Cicéron, *Pro Balbo*, 12-30.

(3) *Grande Encyclopédie*, V^o *Atimie*. — Cf. Caillemet, V. *Atimie*, dans le *Dict. des antiquités grecques et romaines*, de Daremberg et Saglio.

gré lui, dépouillé de son droit de citoyen (1). Cette assertion ne fut jamais complètement exacte et le principe qu'il pose subit de nombreuses dérogations. Nous devons donc examiner la perte volontaire et la perte forcée du droit de cité.

Perte volontaire. — On ne pouvait abdiquer purement et simplement le droit de cité romaine (2). L'acquisition du droit de cité à l'étranger faisait au contraire perdre au Romain la qualité de citoyen, *Duarum civitatum civis noster esse jure civili non potest*, dit Cicéron, *Pro Balbo*, 11. Rien n'est plus juste puisqu'on ne peut bien et fidèlement servir deux maîtres à la fois, cependant nous avons vu que ce principe n'était pas admis en Grèce.

L'acquisition d'une nationalité étrangère pouvait résulter soit d'une *dicatio*, soit du *postliminium*.

La *dicatio* résultait du fait de transporter sa résidence dans une cité étrangère en s'y faisant agréer comme citoyen. C'est à ce titre que les Romains qui allaient fonder des colonies latines cessaient d'être citoyens pour devenir Latins coloniaux. *Qui jussu parentis olim in latinam coloniam transmigrabant de potestate exhibant; desinebant enim cives romani esse, cum acciperentur alterius civitatis cives.*

Le *postliminium* faisait perdre la cité romaine dans

(1) Cicéron, *Pro Balbo*, 11 à 13. *Jure enim nostro neque mutare civitatem quisquam invitus potest, neque si velit, mutare non potest.*

(2) Mommsen, *Droit public romain*, t. VI, 1, p. 52 (traduction Girard).

l'hypothèse suivante. Un étranger prisonnier avait été affranchi à Rome par son maître et était ainsi devenu citoyen. Si plus tard il revenait dans son pays d'origine, il recouvrait son droit de cité et perdait la cité romaine.

Perte forcée. — Les dérogations au principe que nul ne peut malgré lui être privé de la cité romaine étaient nombreuses.

La cité romaine se perdait par une *maxima* ou une *media capitis deminutio*.

La *maxima capitis deminutio* résultait de l'esclavage encouru *jure gentium* ou *jure civili*. Perdaient la liberté et en même temps la cité *jure gentium*, le citoyen qui était fait prisonnier dans une guerre régulière (*bellum justum*), celui qui était livré à une nation étrangère qu'il avait gravement offensée dans la personne de son ambassadeur ou de ses dieux. C'était une sorte d'abandon noxal, réalisé au moyen d'une *deditio per patrem patratum*. La question de savoir quelle était la condition de ce citoyen, lorsqu'il était repoussé par le peuple à qui il était livré, resta toujours douteuse (1).

Perdaient la cité *jure civili* en perdant la liberté, dans l'ancien droit : 1° les citoyens qui ne se faisaient pas inscrire sur les registres du cens ; 2° ceux qui essayaient dans certaines circonstances de se soustraire à l'obligation du service militaire jusqu'à l'époque où l'armée fut recrutée par voie d'engagements volontaires ; 3° à l'origine le *fur manifestus*, puni plus tard seulement de la

(1) Cf. Pomponius, loi 17, Digeste, *De legatio*, 50, 7.

peine du quadruple; 4° le débiteur soumis à la *manus injectio* du créancier en vertu d'une *damnatio* et qui ne trouvait pas de *vindex*. Dans tous ces cas, l'ancien citoyen privé de la liberté était vendu soit par l'Etat, soit par son créancier à l'étranger, *trans Tiberim*. On considérait en vertu d'une idée élevée, qui montre le prix attaché au droit de cité, que celui qui avait été citoyen à Rome ne pouvait y être esclave. L'idée cessa d'être vraie, lorsque furent admis les cas nouveaux de perte de la cité *jure civili* que nous allons examiner et dans lesquels le citoyen devient esclave à Rome.

Dans le droit nouveau de l'époque impériale, les causes de perte de la cité *jure civili* que nous venons d'énumérer ont disparu. Elles ont été remplacées par les suivantes : 1° l'édit du préteur refuse au citoyen qui s'est laissé vendre comme esclave, *pretii participandi causa*, l'action en réclamation de liberté, ce qui a pour résultat de le laisser dans l'état de servitude où il s'est volontairement placé ; 2° les condamnés à mort (*ad bestias*) ou aux travaux forcés subis généralement dans les mines deviennent esclaves ; 3° un sénatus-consulte rendu sous Claude en l'an 52 après J.-C. et appelé sénatus-consulte Claudien décide que la femme libre qui a entretenu des relations avec l'esclave d'autrui malgré la défense du maître devient esclave de ce maître ; 4° enfin l'ancien affranchi qui se rend coupable d'actes graves d'ingratitude envers son patron, peut, sur la demande de celui-ci, être de nouveau soumis à ce maître comme esclave après une révocation de l'affranchissement.

Sous Justinien, deux des causes de perte de la liberté *jure civili* que nous venons de citer ont disparu : le sénatus-consulte Claudien et la servitude des condamnés *in metallum*. Les autres subsistent.

Le droit de cité romaine pouvait aussi se perdre sans la liberté par une condamnation entraînant une *capitis deminutio media*. Sous la République, la perte de la cité résultait de la condamnation à l'interdiction de l'eau et du feu. Il paraît que cette condamnation avait pour but de forcer le citoyen à s'expatrier par un exil volontaire. On donnait ainsi satisfaction, au moins en apparence, au principe précédemment indiqué, d'après lequel nul ne peut être dépouillé malgré soi de sa qualité de citoyen.

Sous l'Empire nous trouvons deux nouvelles condamnations qui entraînent la perte du droit de cité, savoir la condamnation à la déportation ou aux travaux publics perpétuels.

La déportation introduite probablement sous Auguste, consiste dans un internement dans une île où le déporté restait libre. L'interdiction de l'eau et du feu qui primitivement laissait au condamné le choix de sa résidence en dehors du territoire romain, se confondit dans la législation impériale avec la déportation.

La perte de la cité pouvait aussi résulter d'une décision de l'empereur privant les habitants d'une cité ou certaines personnes individuellement de leur qualité de citoyen. Il est probable qu'il en fut rarement fait

usage (1). Suétone cependant nous en cite un exemple (2).

§ 3. — Ancien droit.

Les Germains étaient divisés en tribus composées de familles dont les membres étaient unis entre eux par une étroite solidarité. On s'explique dès lors que ce peuple confonde sous le nom d'étrangers tous ceux qui n'y sont pas affiliés, qu'ils soient étrangers ou d'origine germane (3). L'étranger, le *warganeus* ne faisant partie d'aucune association, se trouvait dans une situation précaire, pouvant être expulsé ou réduit en esclavage. « Les hommes, dit Montesquieu (4), pensaient que les étrangers ne leur étant unis par aucune communication du droit civil, ils ne leur devaient aucune espèce de justice. » Ils avaient cependant la faculté de se placer sous la protection d'un Germain qui l'acceptait. Ils pouvaient alors vivre dans la tribu (5), mais ils n'acquerraient une situation régulière et protégée par la loi civile que par un séjour d'un an dans la tribu. Ils n'étaient admis à l'exercice des droits politiques, à voter au *mallum* que s'ils étaient solennellement autorisés (6).

(1) Mommsen, *Dr. public romain*, trad. française, F. Girard, 6, 1, p. 156.

(2) Tiber. Claud., 46.

(3) Cf. Ch. Beudant, *Rev. crit. de législ. et de jurispr.*, tome IX, p. 65.

(4) *Esprit des Lois*, livre 21, chap. 17.

(5) *Lex salica emendata*, titre 57, cap. 5 ; *Lex Rotharis*, cap. 390.

(6) Pardessus, *Loi salique*, p. 26, XLV, 2 ; p. 309, XLVII, 4.

Les législations des divers peuples issus de la souche germanique réglementent avec beaucoup de soin l'acquisition des droits civils dans une *villa*, l'admission d'un étranger au sein d'une tribu. Elles se préoccupent moins de la perte de la nationalité. La loi franque est muette, la loi lombarde fait résulter la perte des droits civils d'une absence de trois ans sans autorisation, *nam sine permissione regis, non præsumat virum ducere, nec alium habitum eligere*. Déchéance grave, car l'émigré perdait ses droits patrimoniaux *et infra triennium non redierit, si filios habuit, res paternas in suo jure tenent* (1).

Lorsqu'après l'invasion barbare, les races les plus diverses se trouvèrent confondues, chaque peuple conserva ses lois et chacun de ses membres était régi par elles. C'était le principe de la personnalité des lois. Aussi, avant chaque procès, le juge posait aux parties cette question *qua lege vivis*? On a vu dans cette *professio legis* la preuve du droit qui appartenait à chaque individu de choisir sa loi et sa nationalité (2). Cette opinion est aujourd'hui abandonnée (3). Les arguments qui viennent la corroborer ont été victorieusement réfutés. L'interrogation adressée par le juge aux parties doit être ainsi traduite : « sous quelle loi vis-tu, c'est-

(1) Lombarda, *Commentare de Albertus*, l. II, t. 3, *De his qui extra patriam per triennium morantur*.

(2) Montesquieu, *Esprit des lois*, XXVIII, 2 et 4.

(3) Cf. Savigny, *Hist. du dr. rom. au moyen âge* (trad. Guenoux, t. I, p. 118).

à-dire quelle est ta nationalité et non pas quelle nationalité désires-tu, à quelle loi veux-tu te soumettre? » Quant au texte de la loi salique qui viendrait, dans l'opinion contraire, corroborer cette dernière interprétation, il doit être rejeté du débat parce qu'il est mal lu; Hérold l'a lu ainsi : *si quis ingenuus Francum aut barbarum aut hominem qui sub lege salica vivit, occiderit...* Et l'on dit : celui qui *sub lege salica vivit* ne peut être que celui qui a fait la *professio legis*. Mais le texte ne doit pas être lu en supprimant *aut* entre *barbarum* et *hominem* et alors l'*homo barbarus qui sub lege salica vivit* n'est autre que le barbare qui s'est placé sous l'avouerie du roi ou a obtenu le droit de cité chez les Franes?

Nous croyons donc que la naturalisation résulte comme dans le passé d'une affiliation à la nation. Elle repose sur un lien contractuel. Notons cependant que la femme en se mariant suivait la nationalité de son mari et que l'entrée dans les ordres religieux emportait soumission à la loi romaine.

Quand le principe de la personnalité de la loi eut disparu à la suite du mélange des races, qui rendait extrêmement compliquée la tâche du juge, le principe de la territorialité le remplaça. La règle nouvelle n'est qu'une manifestation de l'idée féodale, l'idée de la souveraineté territoriale. Un changement analogue se produit dans la détermination de la nationalité d'origine. L'enfant acquiert la nationalité du lieu où il est né.

« L'homme devient l'accessoire de la terre ; il est naturel qu'il en accepte les lois et qu'il en reçoive une patrie » (1). C'est le triomphe du *jus soli*.

Les changements de nationalité sont rares à cette époque de stagnation sociale. Les déplacements n'ont pas de raison d'être. Ils ne sont d'ailleurs guère favorisés. L'étranger, l'aubain reste dans une situation très défavorable. « Au cœur de l'étranger haut eslevé, il y a toujours soupçon de quelque poison caché » (2). Aussi sont-ils traités avec une excessive rigueur. On considèrerait comme étranger quiconque n'était pas né dans la seigneurie (3). Toutefois, l'aubain né dans le royaume, le forain, est mieux traité que l'aubain né dans un Etat voisin et surtout que l'épave « né de si lointains lieux que l'on ne peut au royaume avoir connaissance de leur nativité ». Tandis que le premier n'est soumis qu'à un droit d'aubenage, les aubains et épaves étaient en quelque sorte regardés comme serfs ou du moins leur condition ne différait pas beaucoup. Perdait la liberté celui qui venait s'établir dans un lieu de servitude de corps. « Si aucun aubain, dit Beaumanoir (4), autrement appelé un avenu est demeurant par an et jour dedans ladite chastellenie sans faire aveu de bourgeoisie, il est acquis serf audit seigneur. »

(1) Weiss, *Traité de dr. internat. privé*, t. I, p. 39.

(2) Bacquet, *Droit d'aubaine*, ch. IV, n° 20.

(3) Cf. *Etabliss. de St-Louis*, livre I, ch. 154.

(4) *Cout. de Beauvoisis*, ch. XLV. — Cf. Viollet, p. 276.

Quand la féodalité cessa, la nationalité n'en continua pas moins à se déterminer par le lieu d'origine. « Les vrais et naturels Français, dit Bacquet (1), sont ceux qui sont nés dedans le royaume, pays, terres et seigneuries de la nationalité, domination et obéissance du roy. » Et l'idée resta vraie jusqu'à la fin de l'ancien droit. Pothier (2) dit encore que : « la seule naissance dans le royaume donne les droits de naturalité indépendamment de l'origine des père et mère et de leur demeure. » Le droit d'aubaine devint seulement régalien et on ne fut plus exposé à être traité en étranger, en changeant de seigneurie.

Assez tard, le principe du *jus sanguinis* vint tempérer le *jus soli*, non pas en faveur des étrangers, mais pour conserver la nationalité française aux enfants nés à l'étranger de parents français (3).

L'étranger peut devenir Français en se faisant naturaliser, mais seul le roi conférait la naturalisation, car elle lui faisait perdre le droit d'aubaine qui n'appartenait plus qu'à lui. Nous ne dirons rien de la délivrance des lettres de naturalité et des lettres de déclaration de naturalité, nous bornant à faire remarquer que les effets de la naturalisation sont subordonnés à la fixation du domicile de l'étranger en France et à sa résidence effective. Nous devons au contraire insister davantage sur les causes qui font perdre la qualité de Français.

(1) *Droit d'aubaine*, I, 2, § 2.

(2) *Tr. des personnes*, I^{re} partie, tome II, section 1, n^o 45.

(3) Cf. Weiss, *op. cit.*, p. 40.

Une première cause signalée par les auteurs est le démembrement du territoire. « Toutefois, dit Pothier (1), les habitants de la province cédée peuvent conserver la qualité et les droits de citoyens en venant s'établir dans une autre province de la domination française, car comme ils ne perdraient la qualité de citoyen qui leur était acquise, en continuant de demeurer dans la province démembrée ou rendue par les traités de paix, que parce qu'ils seraient passés sous une domination étrangère, et qu'ils reconnaîtraient un autre souverain, il s'ensuit que s'ils restent toujours sous la même domination, s'ils reconnaissent le même souverain, ils continuent d'être citoyens et demeurent dans la possession de tous les droits attachés à cette qualité. »

A côté de cette cause de la perte collective de la qualité de Français, nous trouvons des causes individuelles.

La nationalité française se perd surtout par l'établissement à l'étranger sans esprit de retour. A l'origine peut-être, tout Français qui allait habiter hors du royaume était considéré comme étranger et encourait la confiscation. A l'époque de Philippe le Bel, le Français qui s'expatrie peut se soustraire à cette déchéance en obtenant l'autorisation du roi. « Le Français qui sort du royaume avec la permission du roy, ne perd pas le privilège que sa naissance lui donne. Quelque longue que soit sa résidence sous une domination étrangère,

(1) *Traité des personnes*, 1^{re} partie, t. II, sect. 2.

il reste toujours capable de succéder et conserve ses droits de citoyen » (1).

Plus tard l'établissement à l'étranger n'emporte la perte de la qualité de Français, que s'il implique l'absence d'esprit de retour.

L'esprit de retour est toujours présumé. La présomption ne tombe que devant la preuve certaine de la volonté de s'expatrier. Cette preuve se tire d'indices de diverses sortes et dont l'autorité est variable. C'est ainsi que le mariage à l'étranger ne ferait guère naître que des soupçons (2). Le fait au contraire d'établir le centre de sa fortune dans son nouveau pays est beaucoup plus probant, surtout si on s'y fait suivre de sa famille.

Enfin, il est un fait qui indique d'une façon particulièrement claire la volonté de s'expatrier, c'est la naturalisation à l'étranger, « car, dit Pothier, on ne peut obtenir des lettres de naturalité sans se reconnaître sujet du prince à qui on les demande » (3), et comme le dit Duval « personne ne peut être réputé de deux pays différents » (4). La naturalisation à l'étranger implique en effet l'abandon de l'esprit de retour et elle crée envers la patrie d'adoption des devoirs incompatibles avec ceux dont on est tenu envers sa patrie d'origine. Il est à remarquer qu'on exigeait une véritable naturalisation

(1) Ancien Denisart, *V^o France et Français*, 4.

(2) Duval, *Règles judiciaires de dr. coutumier. Des aubains*, p. 48.

(3) Pothier, *Tr. des personnes*, 1^{re} part., t. II, sect. 4.

(4) Duval, *Règles judiciaires du dr. coutumier*.

pour faire perdre la qualité de Français. La denization en Angleterre était considérée comme insuffisante (1). C'est qu'en effet elle ne conférait que des droits civils et n'attribuait à celui qui l'avait obtenue aucun des droits qui appartiennent aux citoyens anglais. Elle était conférée par simples lettres patentes du roi d'Angleterre, tandis que la véritable naturalisation n'était accordée que par un acte du Parlement et l'individu naturalisé devait prêter le serment *of allegiance and supremacy* en présence du Parlement (2).

L'acceptation de fonctions publiques à l'étranger sans la permission du roi faisait aussi perdre la qualité de Français. Il en était ainsi lorsqu'un Français prenait du service militaire à l'étranger. Il est à noter cependant que la prohibition ne s'adressait surtout qu'à la haute noblesse. Un simple gentilhomme ou un roturier pouvaient servir à l'étranger sans encourir aucune peine à condition de rentrer dès qu'ils étaient rappelés. La peine de la dégradation civique qui les frappait en pareil cas n'était encourue qu'après qu'ils avaient été déclarés relaps par un jugement. Leur rentrée avant la prononciation du jugement faisait tomber l'accusation (3).

L'établissement à l'étranger sans esprit de retour, la

(1) Merlin, *Rép.*, V^o *Denization* ; Basnage, sur l'art. 235 de la coutume de Normandie.

(2) Blackstone, *Comm. sur les lois anglaises*, t. I, liv. I, ch. X.

(3) Jousse, *Matières criminelles*.

naturalisation, l'acceptation de fonctions civiles ou militaires sans autorisation, font du Français un étranger, soumis comme tel à toutes les incapacités qui frappent les aubains. Toutefois l'ex-Français qui rentrait en France avec dessein d'y fixer son domicile y recouvrait ses droits de régnicole sans lettres de réhabilitation suivant l'opinion générale (1), sauf peut-être le Français naturalisé à l'étranger qui devait effacer cette reconnaissance d'un autre souverain que celui de France (2). Il ne recouvrait d'ailleurs ses droits que du moment de son retour, sans effet rétroactif.

Le Français qui s'expatriait perdait le titre de citoyen et encourait en outre la confiscation. L'ordonnance de 1669 s'exprimait ainsi : « Défendons à tous nos sujets de s'établir sans notre permission dans les pays étrangers par mariage, acquisition d'immeubles, transport de leur famille et biens pour y prendre établissement stable et sans retour à peine de confiscation de corps et de biens, d'être réputés étrangers. » D'autres ordonnances rendues en 1685, 1698, 1699, 1704 et 1713 renouvelèrent la prohibition en l'aggravant. La peine n'était pas encourue *ipso facto*. Il fallait qu'elle fût prononcée par jugement sur une accusation de désertion ; jusque-là l'expatrié conservait ses droits de régnicole. La Cour de cassation a eu à faire l'application de cette idée dans son arrêt du 13 avril 1830.

(1) Duval, *Règles judiciaires du dr. coutumier*.

(2) Pothier, *l. cit.*

Les enfants de l'expatrié ne sont privés de la qualité de régnicole que s'ils demeurent à l'étranger. S'ils rentrent en France, ils recouvrent tous les droits de citoyen. C'est ce qu'avait jugé l'arrêt de Langleise (1).

Notons que les lois de la fin de l'Ancien Régime se montraient particulièrement sévères contre les expatriés pour cause de religion. « Mais, dit Pothier, ces lois ne sont pas exécutées et il faut avouer que la jurisprudence sur l'état des Français est très incertaine » (2).

§ 4. — Droit intermédiaire.

C'est dans les constitutions du droit intermédiaire que nous trouvons les règles qu'il a appliquées à la nationalité. Il maintient les principes du *jus soli* en faisant au *jus sanguinis* la part que lui faisait l'ancien droit, mais il introduit un élément nouveau, la volonté. Les individus nés en France d'un étranger ne sont français qu'à la condition d'y fixer leur résidence et à l'inverse les enfants nés de Français à l'étranger ne sont français qu'à la condition de venir s'établir en France et d'y prêter le serment civique. C'est la règle qu'on trouve dans les constitutions des 3-14 septembre 1791, art. 2,

(1) Bacquet, *Du dr. d'aubaine*, ch. 39 ; Boyer, décision 13.

(2) Pothier, *l. cit.* — Sur la situation des expatriés pour cause de religion, voir Merlin, *Rép.*, Vo *Religionn.*, § 10.

et du 24 juin 1793, art. 4. Les constitutions du 5 fructidor an III (art. 8) et du 22 frimaire an VIII (art. 2) exigent en outre, pour être citoyen français, l'inscription sur les registres civiques du canton et la résidence d'un an. La constitution de l'an III ajoutait : le paiement d'une contribution directe, foncière ou personnelle.

Pour ce qui est de la perte de la qualité de Français, dont nous nous occupons spécialement, le droit intermédiaire appelle une double observation ; il n'a d'abord pas toujours distingué assez nettement la perte de la qualité de Français et la perte de la qualité de citoyen ; en second lieu, une condamnation pénale peut entraîner la dénationalisation.

La constitution des 3-14 septembre 1791 (art. 6), attache la perte de la qualité de Français :

1° A la naturalisation en pays étranger ;

2° A la condamnation aux peines qui emportent la dégradation civique tant que le condamné n'est pas réhabilité ;

3° A un jugement de contumace tant que le jugement n'est pas anéanti ;

4° A l'affiliation à tout ordre de chevalerie étrangère ou à toute corporation étrangère qui supposerait soit des preuves de noblesse, soit des distinctions de naissance ou qui exigerait des vœux religieux. Cette dernière cause, édictée déjà par un décret du 30 juillet 1791, se rattache aux préoccupations qui agitaient alors le pays, elle était destinée à disparaître. La deuxième et

la troisième sont le résultat d'une confusion entre la perte des droits civils et la dénationalisation. Elles ont disparu quand la confusion s'est dissipée. Reste la première, la naturalisation en pays étranger qui est au contraire l'application du principe que nul ne peut avoir deux nationalités. Elle s'est toujours maintenue. — Les autres causes auxquelles le droit ancien attachait la perte de la qualité de Français ont disparu dans la constitution de 1791. Nous allons les voir reparaître une à une dans les constitutions postérieures.

La constitution de 1793 ne mentionnait plus dans son article 5 la cause de dénationalisation attachée à l'affiliation à un ordre étranger, supposant des distinctions de naissance ou des vœux religieux, mais elle ajoute à l'énumération de la constitution de 1791 une cause que nous avons déjà rencontrée dans l'ancien droit, l'acceptation des fonctions ou faveurs émanées d'un gouvernement étranger, à moins toutefois, encore un signe du temps, que ce gouvernement ne fût un gouvernement populaire. Elle maintient la perte de la qualité de Français par la condamnation à des peines infamantes et afflictives jusqu'à réhabilitation.

Toutes ces causes se retrouvent dans la constitution du 5 fructidor an III, article 12, y compris l'affiliation à un ordre étranger, fondé sur des distinctions de naissance ou supposant des vœux religieux. L'article 15 ajoutait : « Tout citoyen qui aura résidé 7 années consécutives hors du territoire de la République sans mis-

sion ou autorisation donnée au nom de la nation, est réputé étranger. »

La constitution du 22 frimaire an VIII ne reproduit plus cette dernière déchéance, ni celle résultant de l'affiliation à un ordre étranger. Il restait donc comme cause de perte de la qualité de Français, au moment où fut rédigé le Code civil :

1^o La naturalisation à l'étranger ;

2^o L'acceptation de fonctions ou de pensions offertes par un gouvernement étranger ;

3^o La condamnation à une peine afflictive ou infamante jusqu'à réhabilitation.

§ 5. — Code de 1804.

Les rédacteurs du Code de 1804 firent triompher le principe du *jus sanguinis*. Ils déclarèrent Français le fils d'un Français né en France ou à l'étranger, mais le fils d'un étranger, né en France, reste étranger ; il a seulement l'aptitude à réclamer la qualité de Français aux conditions prévues par l'article 9. Au moment où fut édictée cette règle, le danger qu'elle contenait en germe était encore peu redoutable. La situation des étrangers était assez dure, puisqu'en principe le Code les déclarait incapables de recueillir par succession, donation ou testament et qu'ils étaient contraignables par corps pour leurs dettes. Mais quand la loi du 14 juillet 1819 leur eût donné la capacité de recevoir à titre

gratuit, le danger apparut. Des générations d'étrangers s'établissaient en France, toujours prêts à invoquer leur qualité, lorsqu'il s'agissait d'échapper aux obligations imposées aux Français. La gravité de la situation s'accrut à mesure surtout que le service militaire devint une charge plus lourde (1).

Une loi du 7 février 1851 vint donner la qualité de Français à l'enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né. C'était une première étape vers le retour du *jus soli*. On apportait d'ailleurs une restriction au principe, en permettant à ce Français, d'opter dans sa vingt-deuxième année pour sa patrie d'origine. C'était trop facile : une simple manifestation de volonté suffisait à ramener le danger qu'on voulait éviter. Aussi en 1874, une loi fut votée le 16 décembre par laquelle on imposait à l'enfant qui abdiquait la qualité de Français que lui donnait la loi de 1851, l'obligation de justifier de la conservation de sa nationalité d'origine. A la seconde génération d'étrangers nés en France, les *heimathlosen* disparaissaient.

La loi de 1889 dont le but a été de codifier les règles sur la nationalité éparses jusque-là dans des textes souvent obscurs et nécessairement compliqués a fait triompher le principe du *jus soli*. Elle consacre le retour au droit antérieur à 1804. Il y a là une évolution législative curieuse : Le *jus soli* fut autrefois consacré sous

(1) Cf. Beudant, *Cours de dr. civ. fr.*, I, n° 14.

L'influence féodale à raison du lien de dépendance qui rattache l'individu au sol. Il l'est de nouveau aujourd'hui à une époque de cosmopolitisme où les déplacements sont journaliers, mais ce principe a changé de base. Deux principes surtout en ont dicté la consécration au législateur : les dangers de l'heimathlosat, le besoin pour la France de se créer des nationaux en présence de la stagnation de la population. On a dit que ces étrangers à qui on impose la nationalité française « constituent un excellent alliage, un alliage dans des proportions modestes, d'un métal moins brillant, moins apprécié, mais qui, en se mêlant à l'or, donne à ce dernier plus de consistance et de force » (1).

Par application de ces idées, l'article 8-3° donne en conséquence la qualité de Français aux fils d'étrangers nés eux-mêmes en France (2). Et lors même que les auteurs ne seraient pas nés en France, ni l'un ni l'autre, l'enfant devient Français sous condition résolutoire (art. 8-4°). Ces deux dispositions sont caractéristiques de la loi nouvelle.

Ces innovations ont reçu des appréciations différentes de la part des commentateurs. On ne saurait se dissi-

(1) P. Leroy-Beaulieu, *J. du dr. intern. privé*, 1888, p. 178. Cf. Cogordan, *op. cit.*, p. 26.

(2) Toutefois d'après la modification apportée à l'article 8, 3° par la loi du 22 juillet 1893 : « si c'est la mère qui est née en France, l'enfant a la faculté de décliner dans l'année qui suivra sa majorité la qualité de Français en se conformant aux dispositions du paragraphe 4 ci-après. »

muler qu'elles peuvent faire naître des difficultés au point de vue diplomatique et créer un danger au point de vue national (1). Il est à craindre qu'elles n'ouvrent trop grandes les portes de la France et que le titre de l'alliage pour continuer la comparaison ne descende trop bas. Il eût été bon d'imposer une condition de domicile en France (2).

Quoi qu'il en soit, sont Français par leur naissance dans le droit actuel :

- 1° Les enfants nés en France de parents français ;
- 2° Les enfants nés à l'étranger de parents français ;
- 3° Les enfants nés en France de parents inconnus ou dont la nationalité est incertaine ;
- 4° Les enfants nés en France d'un étranger (3) qui lui-même y est né, sous réserve de l'exception apportée par la loi du 22 juillet 1893 ;
- 5° Les enfants nés en France de parents étrangers qui n'y sont pas nés, si ces enfants sont domiciliés en France à l'époque de leur majorité, sous réserve d'une option soumise à certaines conditions.

Aux Français d'origine, il faut ajouter les Français naturalisés pour avoir la liste de tous ceux qui peuvent porter ce titre.

(1) Beudant, *op. cit.*, page 29.

(2) Ces idées ont été très bien présentées par M. Geouffre de La-pradelle dans son ouvrage sur la nationalité d'origine, p. 204 et suiv.

(3) Si la mère seule est née en France, l'enfant peut décliner la qualité de Français aux termes de l'article 4 de la loi du 22 juillet 1893 modifiant le 3° de la seconde partie de l'article 8.

Ce titre n'est d'ailleurs pas indélébile. Le principe du Code civil est que la perte de la qualité de Français ne peut être infligée à titre de peine. Si un national se rend coupable d'un méfait, il appartient à la justice de le punir en lui infligeant un châtement, une déchéance pénale ou civile, mais ce châtement ne peut consister dans la perte de la qualité de Français. Il paraît peu conforme aux règles du droit international qu'un Etat se débarrasse sur les Etats voisins d'un sujet indigne (1). Ces Etats n'étant pas obligés de l'accueillir, il arrivera le plus souvent que le Français déchu de sa qualité *nomine pœnæ*, viendra grossir le nombre déjà trop grand des heimathlosen.

Le Code civil rejeta également l'abdication expresse de la qualité de Français. L'article 13 du projet devenu bientôt l'article 17 du Code, attachait la perte de la qualité de Français à l'abdication expresse qui en serait faite. Cambacérès fit avec raison retrancher cette disposition dans la séance du 28 brumaire an X (2).

Mais considérant que le droit d'expatriation est une faculté naturelle et que d'autre part la qualité de Français suppose un attachement à la patrie qu'on ne trouve plus ou qu'on ne trouve que trop faible chez un certain

(1) Cette considération devrait également amener à faire disparaître du Code pénal le bannissement qui ne figure plus dans les codes modernes.

Le projet de Code pénal français le supprime.

(2) Loqué, *Espr. du Code civil*, t. I, p. 333 ; — de Folleville, *op. cit.*, n° 374, p. 284.

nombre de Français, le Code attache la perte de cette qualité, d'une part :

1° A la naturalisation acquise en pays étranger; d'autre part :

2° A l'acceptation non autorisée par le Gouvernement de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger ;

3° A l'affiliation à toute corporation étrangère exigeant des distinctions de naissance ;

4° A l'établissement en pays étranger sans esprit de retour (art. 17) ;

5° A la prise de service militaire chez l'étranger ou à l'affiliation à une corporation militaire étrangère (art. 21).

Aux termes de l'article 19, la femme française qui épousait un étranger suivait la condition de son mari.

A cette liste, il fallait ajouter le démembrement du territoire français qu'on ne prévoyait guère à ce moment.

Diverses dispositions sont venues modifier le Code civil sur ce point jusqu'à la codification nouvelle qui a été faite en 1889.

L'édition du Code donnée en 1807, fit d'abord disparaître une cause de perte de la qualité de Français, celle qui résultait de l'affiliation à une corporation étrangère exigeant des distinctions de naissance. C'était la conséquence du rétablissement de la noblesse par Napoléon (1).

(1) Cf. de Folleville, *op. cit.*, n° 444.

Deux décrets, l'un du 6 avril 1809, l'autre du 26 août 1811, vinrent édicter des pénalités draconiennes, le premier contre celui qui aurait porté les armes contre la France, le second contre celui qui se serait fait naturaliser à l'étranger sans autorisation de l'Empereur. D'après l'article 6 du décret de 1811, les Français naturalisés sans autorisation en pays étranger encouraient la confiscation générale, l'incapacité de succéder en France et diverses autres déchéances civiques.

Ce décret a soulevé des controverses très vives (1). On en a d'abord contesté la force obligatoire en le considérant comme inconstitutionnel. Quand la force obligatoire en fut reconnue (2) on se demanda quelle était la portée exacte de sa disposition. Avait-il pour effet de restreindre le droit naturel reconnu par le Code civil à tout Français de changer librement de nationalité ? Ou n'avait-il pour objet que d'édicter des pénalités sévères contre ceux qui se feraient naturaliser à l'étranger sans autorisation ? Cette seconde opinion était le plus généralement suivie. Nous ne reprendrons pas la discussion de cette question qui ne présente plus guère qu'un intérêt historique, puisque le décret a été abrogé par la loi

(1) Sur plusieurs difficultés d'application, voir l'avis du Conseil d'Etat du 21 janvier 1812.

(2) Les ordonnances du 8 octobre 1814, du 10 avril 1823, la loi de finances du 22 avril 1816 se réfèrent à ce décret ; et un avis du Conseil d'Etat du 26 mai 1842 le considérait comme encore en vigueur. Cf. Demante, *Revue fr. et étr.*, 1840, p. 417 ; Demolombe, t. I, n° 186 ; Reverchon, *Rev. crit.*, 1887, p. 78 ; Weiss, *op. cit.*, I, p. 442.

du 26 juin 1889. Nous aurons seulement à voir quelles conséquences il est encore susceptible d'engendrer dans le droit actuel.

En créant une nouvelle catégorie de Français d'origine, la loi de 1851, modifiée en 1874, introduisait pour eux un moyen de perdre cette qualité : l'option en faveur de la nationalité d'origine sous certaines conditions. Signalons encore l'introduction d'une cause nouvelle de déchéance de la qualité de Français par un décret du 27 avril 1848 qui vient faire tache dans le système du Code en édictant à *titre pénal*, la perte de cette qualité par la possession et le trafic des esclaves.

Au moment de la discussion de la loi de 1889, nous trouvons donc indépendamment du démembrement du territoire français, huit causes de perte de la nationalité :

- 1° La naturalisation acquise en pays étranger ;
- 2° L'option pour la nationalité étrangère faite par les Français qui se trouvaient dans les conditions prévues par les lois de 1851 et 1874 ;
- 3° L'acceptation non autorisée de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger ;
- 4° L'établissement non commercial en pays étranger, sans esprit de retour ;
- 5 La prise de service militaire non autorisée à l'étranger ;
- 6° L'affiliation non autorisée à une corporation étrangère ;

7° Le mariage d'une Française avec un étranger ;

8° Le trafic et la possession d'esclaves.

§ 6. — Loi de 1889.

Si on se reporte à l'énumération que nous venons de faire des causes de perte de la nationalité française, on remarquera que, sauf les deux premières, les autres ont généralement pour conséquence de faire des heimathlosen. Elles ne sont pas en effet subordonnées à l'acquisition corrélatrice d'une nationalité étrangère. Préoccupé des dangers de l'heimathlosat, en même temps qu'il avait le désir de ne pas enlever la qualité de Français à un trop grand nombre d'individus, alors que la population reste stationnaire, le législateur de 1889 s'est attaché à diminuer le nombre des déchéances pures et simples. Il y a de bons esprits qui soutiennent qu'il aurait dû les diminuer davantage encore.

Quoi qu'il en soit de cette question que nous examinerons ailleurs, voici quelles sont, depuis la loi du 26 juin 1889, les causes qui font perdre la qualité de Français :

Art. 10. — Perdent la qualité de Français :

1° Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi.

S'il est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation à l'étranger

ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le gouvernement français ;

2° Le Français qui a décliné la nationalité dans les cas prévus au paragraphe 4 de l'article 8 et aux articles 12 et 18 ;

3° Le Français qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé ;

4° Le Français qui, sans autorisation du gouvernement, prend du service militaire à l'étranger, sans préjudice des lois pénales contre celui qui se soustrait aux obligations de la loi militaire.

Art. 18. — Le Français qui a perdu la qualité de Français peut la recouvrer pourvu qu'il réside en France, en obtenant sa réintégration par décret.

Il faut ajouter deux causes, l'une de droit public : le démembrement du territoire français, l'autre prévue par le décret du 27 avril 1848 et la loi du 28 mai 1858 toujours en vigueur.

C'est à l'examen détaillé des conditions auxquelles est subordonnée la dénationalisation dans ces différents cas, qu'est consacré le chapitre II. Nous étudierons ses effets dans notre chapitre III.

CHAPITRE II

CAS ET CONDITIONS DE LA PERTE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS.

Si l'on se reporte à l'énumération que nous venons de donner des cas dans lesquels un Français perd sa nationalité, on doit remarquer qu'ils peuvent se diviser en deux catégories : l'une comprenant les cas où la dénationalisation est corrélative de l'acquisition d'une nationalité étrangère ; l'autre comprenant ceux où la dénationalisation est une pure déchéance. Nous verrons dans notre chapitre III consacré aux effets de la dénationalisation qu'il importe de distinguer ces deux séries de cas.

Il existe une cause de la perte de la nationalité française qui est soumise à des règles spéciales. Elle suffirait seule à faire l'objet d'un ouvrage important, c'est le démembrement du territoire. Notre étude déjà longue ne pourrait en comporter qu'un résumé insuffisant. Les règles qui la régissent sont d'ailleurs d'un caractère différent de celui des dispositions que nous étudions. Nous ne la comprendrons donc pas dans notre travail.

Avant d'entrer dans l'examen détaillé des causes de dénationalisation, nous devons faire une observation

générale : c'est que la perte de la qualité de Français est exclusivement régie par la loi française ; aussi longtemps que le Français n'est pas devenu étranger aux yeux de la loi française, il demeure soumis aux dispositions de notre loi en ce qui concerne son état et sa capacité (1). C'est un principe dont nous aurons fréquemment à faire l'application, car il engendre des conséquences importantes.

Il ne suffit pas en effet pour qu'un de nos nationaux cesse d'être Français qu'il ait été investi d'une nationalité étrangère. — Cf. *infra*.

D'un autre côté, il faut que le Français, pour perdre sa nationalité, soit en mesure de manifester une volonté consciente de la répudier. Il est donc nécessaire qu'il soit capable. C'est une idée que nous devons dès maintenant signaler, nous aurons à en faire l'application aux différents cas de dénationalisation. Comme cependant des controverses se sont élevées sur plusieurs cas d'une façon spéciale, nous examinerons la question de capacité à propos de chacun d'eux.

Ce chapitre comprendra naturellement deux sections :

Section I. — Perte de la qualité de Français par l'acquisition d'une nationalité étrangère.

Section II. — Déchéance de la qualité de Français.

(1) Cass. civ., 26 février 1890, *Rev. prat. de dr. internat. privé*, 1890-91, I, p. 128.

**SECTION I. — Perte de la qualité de Français par
l'acquisition d'une nationalité étrangère.**

La loi de 1889 a fait application du principe que nul ne peut avoir deux nationalités. Ce principe a conduit le législateur à enlever la nationalité française à tout Français qui acquiert une nationalité étrangère par une volonté clairement manifestée.

En conséquence font perdre la qualité de Français :

1° L'acquisition d'une nationalité étrangère par la naturalisation ou même par l'effet de la loi, mais sur demande ;

2° La répudiation de la qualité de Français dans les cas prévus par l'article 8, § 4 et les articles 12 et 18 ;

3° Le mariage d'une Française avec un étranger quand ce mariage lui confère la nationalité du mari.

§ 1. — Naturalisation acquise en pays étranger.

Aux termes du nouvel article 11 :

Perdent la qualité de Français :

« 1° Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi. S'il est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne fera perdre la qualité de Français, que si elle a été autorisée par le gouvernement français.

Pour que la naturalisation à l'étranger entraîne la perte de la qualité de Français, ce texte exige 4 conditions que nous devons examiner.

1^{re} condition. — Il faut que la naturalisation acquise soit une véritable naturalisation conférant à celui qui l'obtient la plénitude des droits civils. « Là où il n'y a pas assimilation complète et à titre non précaire entre le naturalisé et le naturel, il n'y a point à proprement parler de naturalisation et partant point de changement de nationalité » (1).

Cette solution admise par la jurisprudence et la doctrine sous l'empire du Code civil reste tout aussi vraie aujourd'hui (2).

Elle engendre des conséquences intéressantes.

Il existe en effet beaucoup de pays dans lesquels il existe divers degrés dans l'assimilation entre le naturalisé et le naturel. La question de savoir si l'assimilation est assez complète est parfois délicate.

On doit poser en principe que l'assimilation doit être absolue en ce qui concerne les droits civils sans égard aux droits politiques. Et voici des applications de cette idée.

Certains pays concèdent aux étrangers une sorte d'admission à domicile, qui leur donne l'aptitude à jouir

(1) Newton, *J. du dr. int. privé*, 1883, p. 453.

(2) Aubry et Rau, I, § 74, p. 268 ; Demolombe, I, n° 279 ; Pic, note dans D., 91. II. 505 ; Pillet, S. 96. II. 273 ; Stocquart, D. 88. II. 81 ; Weiss, *op. cit.*, p. 447.

de tous les droits civils. Mais cette concession est révocable. Elle est par conséquent insuffisante pour dénationaliser le Français. Il en est ainsi de l'admission à domicile en Belgique ou en Italie (1).

Il en est ainsi également de la denization anglaise. L'état du denizen peut être comparé à celui d'un étranger admis à domicile en France, sous réserve de certains droits politiques qui sont conférés par les lettres de denization en vertu du statut du 6 août 1844 qui a un peu modifié l'état antérieur (2). Pareille naturalisation ne fait pas perdre la qualité de Français. C'est en effet une concession révocable qui ne permet de se prévaloir du titre de citoyen anglais que sur le territoire du royaume-uni, jamais dans les pays étrangers, ni même dans les possessions anglaises et qui se perd par une absence non autorisée de deux mois (3); si on atta-

(1) Bordeaux, 14 mars 1830, S. 52.II.561; Trib. de la Seine, 4 août 1883, *J. du dr. intern. privé*, 1884, p. 179.

(2) La dénization est une vieille institution anglaise qui semble être d'origine normande. « Le mot *denizen* est formé de deux anciens mots normands, *déins née*, parce que les lettres qu'obtenait l'aubain le mettaient au rang de ceux qui étaient nés dans le royaume » (*Antiques lois des Français conservées dans les coutumes anglaises*, recueillies par Littleton, avec des observations historiques et critiques par M. David Houard, t. I, sect. 198, p. 276. — Cf. Ducange, *Glossaire*, Vo *Denizatio*; Blackstone, *Comment. sur les lois anglaises*, t. II, p. 71). C'est par lettres patentes que la denization est le plus habituellement conférée. Le droit de faire des denizen appartient aussi au Parlement, mais en fait c'est le souverain qui seul exerce ce droit.

(3) Stephen, *New Commentaries on the law of England*, t. II, ch. 2, § 3.

chait la perte de la qualité de Français à la denization, disait la Cour de Paris dans un arrêt du 27 juillet 1859 (1), « on placerait une personne dans cette situation anormale d'avoir perdu sa qualité de Français sans avoir acquis celle de citoyen anglais, c'est-à-dire de n'avoir point de patrie ; la prestation du serment d'allégeance ne peut être considérée comme un acte de sujétion absolue, mais comme une simple mesure de police et de sûreté intérieure ».

De même encore une naturalisation incomplète ne peut entraîner la dénationalisation. Ne perd donc pas sa qualité de Français celui qui acquiert à l'étranger l'exercice de certains droits civils seulement ou qui n'est admis à se prévaloir des droits qu'il acquiert que sur le territoire de l'Etat concédant.

Ainsi l'acquisition du droit de bourgeoisie dans une ville étrangère ne fait pas perdre la qualité de Français (2). Toutefois si la collation du droit de bourgeoisie n'est autre chose en fait qu'une naturalisation, il faudrait bien y attacher la dénationalisation. La Cour de Colmar avait justement décidé, le 19 mai 1867 (3), que l'acquisition du droit de bourgeoisie à Bâle consti-

(1) D. P. 59. II. 179. Voir dans le même sens Civ. cass., 19 janv. 1819 et décret du 29 août 1822 (D., *Jur. Gén.*, Vo *Droits civils*, n° 534); Civ. rej., 16 fév. 1875, D. P. 76. I. 49, S. 75. I. 193, note Labbé.

(2) Conseil d'Etat, 18 nov. 1842, S. 43. II. 602. — D., *Jur. Gén.*, Vo *Droits civils*, n° 517 et la note.

(3) D. P. 68. II. 226 ; S. 68. II. 245 ; *Rev. crit.*, 1868, p. 163 et suiv.

tuait une véritable naturalisation bien qu'elle n'enportât pas le nom, puisqu'elle entraînait la soumission à toutes les charges et la jouissance de tous les droits appartenant aux sujets suisses.

La naturalisation coloniale obtenue dans une colonie anglaise ne produit d'effets que dans le territoire de la colonie concédante. Elle ne donne pas au naturalisé la qualité de sujet dans la métropole. On ne saurait donc la considérer comme entraînant la dénationalisation du Français qui l'aurait obtenue (1).

Pour entraîner la dénationalisation, la naturalisation à l'étranger ne doit pas davantage être *conditionnelle* (2).

Il s'est élevé à ce sujet des discussions fort intéressantes sur l'effet produit par le certificat de naturalisation délivré par le secrétaire d'Etat à un Français domicilié en Angleterre, conformément au *Naturalization Act* du 12 mai 1870, relativement à la perte de la qualité de Français. C'est une naturalisation assimilant d'une manière irrévocable et ce, à tous égards, l'étranger au sujet britannique de naissance (3). Une seule restriction figure dans la section 7, § 3 : le naturalisé cesse d'être

(1) Newton, De la naturalisation dans les colonies anglaises. *J. du dr. intern. pr.*, 1883, p. 449 ; Chausse, *R. crit.*, 1893, p. 213 ; — Cass. crim., 14 fév. 1890, D. P. 91. I. 281, note Cohendy.

(2) Weiss, *op. cit.*, p. 449.

(3) Glasson, *Histoire du droit et des institut. de l'Angleterre*, t. VI, p. 123 et suiv. ; Cutler, *The law of naturalization as amended by the naturalization act*, p. 27.

considéré comme sujet britannique, lorsqu'il se trouve dans les limites de son pays d'origine, à moins qu'il n'ait perdu sa nationalité conformément aux lois dudit Etat ou en vertu d'un traité intervenu à cette fin. La loi anglaise s'est ainsi montrée très respectueuse de la souveraineté étrangère. Elle n'a pas voulu protéger un étranger naturalisé anglais contre les lois de son propre pays. C'est un moyen de prévenir les conflits de législation (1). Cette restriction a-t-elle pour effet de rendre conditionnelle la naturalisation obtenue par un étranger en Angleterre en vertu de l'act de 1870 ? De savants auteurs l'ont soutenu (2). Leur opinion ne nous paraît cependant pas devoir être suivie. On pourrait peut-être concéder que la naturalisation n'est pas absolue, lorsque le naturalisé appartient à un pays d'allégeance perpétuelle.

Mais lorsque le pays d'origine consacre la liberté d'expatriation, la naturalisation produit des effets complets et irrévocables : elle entraîne donc la dénationalisation. Un Français naturalisé anglais, dans ces conditions, devrait donc être considéré comme dénationalisé.

La question s'est présentée devant les tribunaux anglais et français et n'y a cependant pas reçu cette solution. Un Français s'était rendu en Angleterre et s'y était

(1) Il a été question d'introduire une disposition analogue dans la loi française au moment de la discussion de la loi du 26 juin 1889 (*J. Off.* du 4 février 1887. Sénat, séance du 3 février).

(2) Weiss, *op. cit.*, p. 449.

fait naturaliser anglais par application du Naturalization Act de 1870. Rentré en France avec sa femme et deux enfants, il y mourut en 1886. Le sieur W. H. Johns demanda la garde de la personne et des biens du mineur en sa qualité de plus proche parent. Deux consultations furent produites, l'une signée de M. Hall et l'autre de M. Clunet. Le premier soutenait que la naturalisation conférée en vertu de l'act de 1870 ne dépouillait pas le Français de sa nationalité parce qu'elle n'était pas complète et qu'en vertu du décret du 26 août 1844, aucun Français ne peut être naturalisé en pays étranger sans autorisation du Gouvernement. M. Clunet établissait au contraire que le décret de 1844 n'avait pas pour effet d'empêcher un Français d'acquérir librement une nationalité étrangère, mais le frappait seulement de certaines pénalités s'il ne se munissait pas d'une autorisation, pénalités d'ailleurs bien adoucies depuis 1844, puisque la confiscation générale et l'incapacité de tester et de succéder, édictées par le décret, ont été abrogées par les lois et constitutions postérieures. La Haute Cour de Justice d'Angleterre (Division de chancellerie) adopta les conclusions de M. Hall sous le prétexte que la naturalisation conférée en vertu de l'act de 1870 est conditionnellement restreinte et que d'autre part le décret de 1844 n'étant pas abrogé expressément avait pour effet d'empêcher le Français d'acquérir une nationalité étrangère sans autorisation du Gouvernement (1).

(1) H. G. de justice d'Angleterre, 41 janv. 1888, D. P. 88. II. 81, note Stocquart.

Cette décision fut critiquée par les auteurs anglais (1). Elle n'en a pas moins servi de base à un jugement rendu par le tribunal de la Seine le 22 mai 1890 et confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 25 novembre 1891 (2).

Cette solution est généralement repoussée. S'il est vrai que le décret de 1811 n'avait pas pour effet d'empêcher un Français d'acquérir la nationalité étrangère sans autorisation et c'est l'avis de la plupart des auteurs (3), il faut décider que la naturalisation acquise en Angleterre, en vertu de l'act de 1870, est absolue et fait perdre la qualité de Français.

La Cour de Colmar avait dans une espèce analogue rendu une décision qui nous paraît beaucoup plus juste. Aux termes de l'article 43 de l'ancienne constitution fédérale suisse : « Les étrangers ne peuvent être naturalisés dans un canton qu'autant qu'ils seront affranchis de tout lien envers l'Etat auquel ils appartiennent. » C'est une restriction analogue à celle qui figure dans l'act de 1870. Un Français s'était fait naturaliser suisse sans autorisation du gouvernement français. Le tribunal de Strasbourg décida qu'il était resté Français. La Cour de Colmar admit qu'un Français pourrait à ses risques et périls se faire naturaliser à l'étranger et per-

(1) Barclay, *The law quaterly review*, avril 1888, p. 227 ; Malcon Mac Ilwraith, *Ibid.*, octobre 1890, p. 179.

(2) D. P. 92. II. 505, note Pic. S. 96. II. 273, note Pillet.

(3) Cogordan, *La nationalité*, p. 160 ; de Folleville, *Traité de la naturalisation*, p. 396 ; Weiss, *op. cit.*, I, p. 442, 445 ; Glard, *De l'acquisition et de la perte de la qualité de Français*, p. 279.

dre ainsi sa qualité de Français. « La France, disait dans son réquisitoire, M^e Levieil de la Marsonnière, laisse une part large et libérale à l'initiative individuelle, s'il convient à quelqu'un de ses sujets de se séparer de la grande famille française, la mère-patrie ne le retient pas et la loi française le laisse libre. Sans doute son changement de nationalité aura pour conséquence de l'exposer à perdre les droits civils énoncés par le décret du 26 août 1811, s'il s'est séparé de la patrie violemment et sans obtenir l'autorisation d'entrer dans une nouvelle famille civique, mais la rigueur même des conséquences témoigne de la plénitude des effets attachés à l'acte libre et spontané par lequel le Français se donne à un autre pays » (1).

Tels nous paraissent être les vrais principes. Le tribunal civil de la Seine les a méconnus dans son jugement du 22 mai 1890. Il est vrai qu'il a pu se considérer comme lié par la décision du juge anglais. Ce qui pourtant infirmait l'autorité de cette décision, c'est qu'elle était fondée sur l'interprétation d'une loi française.

Les deux arguments invoqués sont également erronés. Ce n'était pas douteux en doctrine en ce qui concerne celui qu'on tirait du décret de 1811. Depuis la loi de 1889 qui a abrogé le décret, il devrait être mis hors du débat.

(1) C. de Colmar, 19 mai 1858, D. P. 68.4.225, S. 68.II.245 ; *Rev. crit.*, 1868, p. 163.

Quant à l'autre, le seul qui subsiste, celui qu'on tire du prétendu caractère conditionnel de la naturalisation anglaise, nous en avons aussi démontré l'inexactitude.

Il faut donc conclure que sous l'empire de la loi nouvelle, bien plus encore qu'avant cette loi, le Français qui obtient sa naturalisation en Angleterre, conformément à l'act de 1870, perd sa nationalité.

Si, pour entraîner la perte de la qualité de Français, la naturalisation doit être complète et absolue, il ne faut pas exagérer la portée de cette condition mise par la loi à la dénationalisation. Plusieurs législations connaissent, à côté de la naturalisation ordinaire, une grande naturalisation qui seule confère les droits politiques. Il en est ainsi en France (loi du 26 juin 1889, art. 3), en Belgique (loi du 6 août 1881, art. 2), en Hongrie (loi des 20-24 décembre 1879, art. 13), en Italie (Code civil, art. 10). La grande naturalisation n'est pas nécessaire pour faire perdre la qualité de Français (1). M. Batbié s'en est expliqué très clairement dans son rapport. Et il faut bien qu'il en soit ainsi, car sans cela presque jamais la femme ne perdrait sa nationalité en se faisant naturaliser à l'étranger. Nulle part la femme n'a la plénitude des droits politiques. Il est encore bien peu de pays où elle en ait même quelques-uns. Cependant jamais on n'a contesté que l'acquisition par une femme

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 445.

française d'une nationalité étrangère lui fasse perdre cette qualité.

2° *condition*. — Il faut que la naturalisation à l'étranger ait été demandée et obtenue.

Il faut, disons-nous, que la naturalisation ait été obtenue, c'est-à-dire que jusqu'au moment où la nationalité étrangère est conférée à l'impétrant, il reste Français. Les démarches préliminaires, bien qu'elles témoignent de l'intention d'abdiquer la nationalité française, ne suffisent pas encore à le faire considérer comme étranger. Ce n'est qu'au moment où il devient sujet d'un autre Etat qu'il cesse d'être Français, parce que deux nationalités ne peuvent concourir en la même personne. C'est qu'en effet l'abdication pure et simple de la qualité de Français n'est pas admise par notre législation. Les rédacteurs du Code civil l'avaient justement rejetée et on s'étonne qu'un Conseil de préfecture ait pu considérer comme étranger le fils d'un étranger naturalisé par le seul effet de la fausse qualification d'étranger qu'il s'était attribuée pour échapper à la loi du recrutement (1).

La question de savoir si la naturalisation est ou non acquise en pays étranger est une question de fait que la justice civile est appelée à trancher. Les tribunaux administratifs sont à cet égard incompétents.

Peu importe le mobile qui a déterminé le Français à

(1) Cf. Dalloz, *Jur. gén.*, V° *Droits civils*, n° 506.

se faire naturaliser à l'étranger. Lors de la discussion du Code civil, on avait soutenu que le Français qui s'expatriait dans un but exempt de toute fraude ne devait pas être dénationalisé. Ces Français, disait-on, ne s'expatrient que temporairement. Ils restent Français de sentiment et rentreront en France dès qu'ils n'auront plus d'intérêts à surveiller à l'étranger. Il est d'une bonne politique de les exciter à rentrer en ne les dépouillant pas de leur qualité de Français. Ces raisons ne prévalurent pas devant la raison majeure tirée de ce que nul ne peut servir à la fois deux patries et que le Français qui n'hésitait pas à se faire admettre comme sujet d'un autre Etat devait être considéré comme préférant sa nouvelle nationalité à celle de Français. Mais il fut bien entendu que la naturalisation à l'étranger n'entraînait la perte de la qualité de Français qu'à la condition d'avoir été *demandée*. La concession faite par un Etat étranger de la qualité de national de cet Etat à un Français qui ne l'avait pas réclamée, était impuissante à le dépouiller de la nationalité française. Ainsi le Français qui créant un établissement de commerce en Espagne y acquérait par ce seul fait la nationalité espagnole ne cessait pas d'être Français (1). C'est qu'en effet l'article 17 disait que la qualité de Français se perd par la naturalisation *acquise* en pays étranger.

Le nouvel article 17 est rédigé un peu différemment :

(1) Paris, 3 mai 1834, S. 34. II. 350 ; Demolombe, I, n° 179.

« Perdent la qualité de Français : 1° le Français naturalisé à l'étranger ». Cette différence de rédaction implique-t-elle l'intention du législateur de 1889 de faire résulter la dénationalisation de toute naturalisation à l'étranger ? Telle n'a certainement pas été sa volonté. Le rapporteur de la loi avait même proposé d'inscrire dans le texte que « la naturalisation prononcée de plein droit par la loi étrangère ne fait pas perdre la qualité de Français ». On n'a pas jugé nécessaire de le dire expressément, mais les explications fournies au cours de la discussion ne laissent aucun doute (1). La fin du texte fournit d'ailleurs la preuve de la volonté du législateur de ne faire résulter la dénationalisation que d'une naturalisation demandée.

La perte de la qualité de Français résulte en effet non seulement d'une naturalisation proprement dite, mais de l'acquisition d'une nationalité étrangère par l'effet de la loi. Or, le texte dit que la concession d'une nationalité étrangère par l'effet de la loi ne fait perdre la qualité de Français que si elle est faite sur demande. Si donc elle est octroyée sans démarche préalable, elle est inefficace au point de vue de la dénationalisation et il doit en être de même de la naturalisation. Rien n'est plus légitime en effet que cette solution. Comment pourrait-on priver de la qualité de Français quelqu'un qui n'a rien fait pour cela ? Le lien ne peut être rompu

(1) V. la réponse de M. Batbie à M. Clément, au Sénat, dans la séance du 15 novembre 1886.

que par une manifestation de volonté. Si un Etat étranger croit devoir récompenser un de nos nationaux, est-ce une raison pour le déclarer mauvais Français et lui enlever sa nationalité?

La dénationalisation résulte donc :

1° D'une naturalisation demandée et obtenue en pays étranger ;

2° De l'acquisition par demande de la nationalité étrangère par l'effet de la loi.

Le Français qui se marie à l'étranger, qui y achète un immeuble ou qui simplement vient installer un établissement de commerce ne cesse donc pas d'être Français, bien que l'Etat étranger lui confère à raison de ces faits la qualité de national de ce pays, comme cela se produit par exemple en Danemark.

A l'inverse, celui qui demande à bénéficier d'une concession de la nationalité étrangère par l'effet de la loi, devient étranger? Rien n'est plus rationnel. L'ancien article 17 ne faisait résulter la dénationalisation que d'une naturalisation à l'étranger, c'est-à-dire de la collation de la nationalité étrangère par un acte souverain et discrétionnaire de la puissance publique. Le Français né par exemple en Belgique de parents français, qui invoquait l'article 9 du Code civil belge, lui conférant la nationalité belge par l'effet de la loi, ne cessait pas d'être Français (1). La réclamation de la qua-

(1) Trib. de Valenciennes, 4 août 1881 et Cour de Douai, 14 déc. 1881, S. 84. II. 1, note Esmein ; voir sur cette affaire qui eut un

lité de Belge par un Français conformément à l'article 9 du Code civil belge, ne constituait point la naturalisation en pays étranger, requise par l'article 17 pour la perte de la qualité de Français. Telle était croyons-nous la solution la plus juridique (1). Elle soulevait cependant de vives protestations (2). Aujourd'hui celui qui acquiert sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi cesse d'être Français. L'acquisition sur demande d'une nationalité étrangère par le bienfait de la loi est assimilée à la naturalisation en ce qui concerne la perte de la qualité de Français (3). C'est qu'elle implique au même titre abdication de la qualité de Français. Elle serait donc sans conséquence à cet égard si elle était imposée (4). C'est ainsi qu'elle ne ferait pas perdre la qualité de Français, si elle n'était que le résultat d'un oubli. Un Français acquiert la nationalité étrangère faute d'avoir décliné cette nationalité dans un certain délai, comme cela arrive par exemple pour l'enfant né en Italie d'un père français qui y était domicilié depuis plus de dix ans, si cet enfant ne décline pas sa qualité de régicole italien dans l'année de sa majorité (art. 8, 1^o, C. civ.). Il ne devient étranger que par omission, par ou-

grand retentissement, Weiss, *op. cit.*, p. 265 et suiv. Voir aussi *infra* le traité franco-belge.

(1) Weiss, *op. cit.*, I, p. 480 ; Cf. Cass., 19 août 1874. S. 75.I. 42.

(2) Renault, *R. crit.*, 1882, p. 716 et la note précitée de M. Esmein. Voir aussi Paris, 21 janvier 1889, D. 89. II. 273.

(3) Cf le rapport de M. Batbie, séance du Sénat du 15 nov. 1886.

(4) *Ibid.* Adde Cogordan, *op. cit.*, p. 176.

bli ; il ne manifeste pas clairement l'intention d'abdiquer la nationalité française ; il reste Français (1). Le législateur de 1889 a bien manifesté son intention en substituant dans la rédaction définitive de l'article 17 les mots *sur sa demande* aux mots *en vertu d'un acte volontaire* qui étaient beaucoup plus compréhensifs (2).

3^e condition. — Puisque la perte de la qualité de Français suppose une manifestation de volonté, il faut que cette volonté émane d'un sujet capable. Et c'est d'après la loi française, avons-nous déjà dit, que doit se déterminer la capacité.

De là nous devons conclure qu'un mineur ne peut pas se faire naturaliser à l'étranger.

On a pourtant soutenu que cet acte lui était permis avec l'autorisation de ses représentants légaux (3). Nous ne croyons pas que cette opinion puisse être défendue. La naturalisation à l'étranger est un acte qui suppose une manifestation de volonté, émanée de la personne même qui agit, au même titre que le mariage par exemple, aussi nous considérerions comme plus juridique de permettre au mineur de l'accomplir seul, s'il n'y avait de bonnes raisons de lui interdire complètement cet acte avant sa majorité.

On remarquera d'abord que dans les cas où le législateur permet à un mineur déclaré Français d'opter

(1) Glard, *op. cit.*, p. 294 ; Weiss, *op. cit.*, p. 451.

(2) Cogordan, *op. cit.*, p. 176.

(3) Despagnet, *Précis de dr. intern. privé*, n° 221.

pour sa nationalité d'origine, le législateur exige que cette option soit faite à la majorité.

D'autre part, pour les actes que le mineur peut faire seul, le législateur s'en est généralement expliqué et les a subordonnés à certaines conditions.

Ces raisons s'appliquent avec la même force au mineur émancipé. Il faudrait d'ailleurs décider que la perte de la qualité de Français se produirait pour un mineur par suite de la naturalisation à l'étranger si, parvenu à sa majorité, il manifestait la volonté de rester étranger. Mais c'est seulement à partir de ce moment qu'il cesserait d'être Français (1).

Nous croyons au contraire qu'il ne faut pas tenir compte de l'interdiction pour juger de l'aptitude d'un individu à perdre la nationalité française. On ne doit avoir égard qu'à l'état de son esprit au moment de l'acte. Il s'agit là en effet d'un acte dont l'exercice est lié à la jouissance. On ne saurait permettre à l'interdit de changer de nationalité avec l'autorisation du tuteur. Le Code civil ne connaît pas ce régime de l'autorisation. Le changement de nationalité serait donc impossible à l'interdit, s'il ne pouvait le faire lui-même. C'est un des arguments qui lui ont fait reconnaître la capacité de se marier ; il est suffisant pour lui faire reconnaître la capacité de se dénationaliser. Bien entendu, sa naturali-

(1) Cass. civ., 26 fév. 1890, *Rev. prat. de dr. intern. pr.*, 1890-91, I, p. 128 ; Weiss, *op. cit.*, p. 434.

sation à l'étranger serait inopérante, s'il avait agi en état de démence.

A plus forte raison, ne voyons-nous aucun obstacle à la dénationalisation de la personne pourvue d'un conseil judiciaire, le changement de nationalité ne figurant pas au nombre des actes énumérés par les articles 499 et 513 du Code civil.

Reste une catégorie d'incapables, les femmes mariées. Elles ne peuvent pas se faire naturaliser à l'étranger sans autorisation maritale.

Il faut cependant faire exception pour la femme séparée de corps qui recouvre sa pleine capacité civile depuis la loi du 6 février 1893 (1). Cette loi a mis fin à la controverse qui était née sur ce point et qu'un procès célèbre (2) avait mise en relief. Nous croyons donc inutile de reproduire cette discussion qui ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif (3).

4^e condition. — Si le Français devenu étranger est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne lui fera perdre sa qualité de Français que si elle a été autorisée par notre Gouvernement (4). C'est un vestige atténué

(1) Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, *Des personnes*, p. 332.

(2) De Bauffremont contre de Caraman-Chimay.

(3) On en trouvera le résumé dans l'ouvrage de M. Weiss, p. 455 et suiv. avec les renvois.

(4) Il a été accordé 11 autorisations en 1897. V. le rapport au garde des sceaux du Directeur des affaires civiles dans le *Journal officiel* du 5 mars 1898, p. 1335.

du décret du 27 août 1811. Ce texte a été écrit pour déjouer la fraude des mauvais Français qui se feraient naturaliser à l'étranger dans le but d'échapper aux obligations du service militaire. En vue de prévenir ce résultat, le décret de 1811 dont nous avons déjà parlé, édictait des sanctions très rigoureuses, s'il n'empêchait pas la perte de la qualité de Français, contre celui qui sans autorisation du Gouvernement, se faisait naturaliser à l'étranger, indépendamment des peines prononcées par le décret du 6 avril 1809 contre les Français qui auraient porté les armes contre la France et à ceux qui rappelés de l'étranger ne rentraient pas en France.

Ces décrets ont été abrogés par l'article 6 de la loi du 26 juin 1889. Ils étaient déjà tombés en désuétude, les peines édictées ayant disparu de notre législation. Mais on s'était demandé si la circonstance qu'un Français était soumis par son âge aux obligations du service militaire, le rendait incapable d'abdiquer la nationalité française. Nous avons vu que la doctrine et la jurisprudence se prononcent pour la négative.

Par arrêt du 19 août 1874 (1), la Cour de cassation avait jugé que l'inscription régulière sur les listes du recrutement, mettait obstacle à la validité d'une naturalisation acquise après cette inscription. Mais elle ajoutait qu'un Français ne peut perdre sa nationalité par la naturalisation à l'étranger qu'au moment où il

(1) D. P. 75. I. 451.

était libre de tout engagement envers sa patrie (1). La formule était un peu vague. Le Français, en vertu de la loi du 27 juillet 1872, devait le service militaire de 20 à 40 ans. C'était seulement après la 40^e année qu'il était libre de tout engagement envers sa patrie. Suivant la formule de la Cour de cassation, il ne pouvait donc pas avant cet âge acquérir valablement une nationalité étrangère. C'était excessif. Le tribunal de Lille avait dit peut-être plus justement dans son jugement du 30 septembre 1879 que la faculté pour tout citoyen de renoncer à sa nationalité étant de droit naturel et reconnue par la loi, « il ne peut y être dérogé que lorsque l'abdication de la nationalité constitue une désertion à un service ordonné ». La difficulté était de savoir ce qu'il fallait entendre par désertion à un service ordonné (2).

Ces solutions de la jurisprudence, inspirées par un patriotisme louable, manquaient de base dans la loi. Il semble qu'en l'absence d'un texte destiné à restreindre la portée de l'article 17, on devait décider en droit que la naturalisation à l'étranger acquise par un Français n'en était pas moins valable, quoiqu'il fût soumis aux obligations militaires. Tout au plus pouvait-on discuter si ce fait le libérait du service militaire sans l'exposer aux peines de l'insoumission ou de la désertion.

(1) *Sic* Paris, 5 août 1886, D. P. 87. II. 13. V. cep. Chambéry, 29 avril 1873 ; Dalloz, *Jur. gén.*, V^o *Droits civils*, *Suppl.*, n^o 293.

(2) Dalloz, *Jur. gén.*, V^o *Droits civils*, *Suppl.*, n^o 286.

La question est aujourd'hui tranchée par la disposition de l'article 17 que nous avons transcrite. On avait proposé de consacrer la doctrine de la Cour de cassation, en soumettant à la nécessité d'une autorisation tout individu soumis au service militaire. Ce dernier durant 25 ans, on a considéré que cette obligation serait excessive. Aussi n'a-t-on soumis à la nécessité d'une autorisation préalable celui qui veut se faire naturaliser à l'étranger, que s'il doit encore le service militaire dans l'armée active et sa réserve. L'autorisation n'est donc requise que pendant 13 ans, la durée du service militaire étant de 3 ans dans l'armée active et de 10 ans dans la réserve (loi du 15 juillet 1889, modifiée par la loi du 19 juillet 1892). C'est seulement après 34 ans révolus que le Français soumis aux obligations militaires peut perdre sa nationalité en se faisant naturaliser à l'étranger ou en acquérant sur demande la nationalité étrangère par le bienfait de la loi.

La sanction de la règle que nous venons d'examiner est que l'individu qui, se trouvant dans les conditions prévues, se ferait naturaliser à l'étranger ne perdrait pas la nationalité française. Il acquerra bien la nationalité étrangère, mais restera Français : il aura donc deux nationalités. Nous avons déjà dit en effet que les conditions de la dénationalisation doivent être fixées par la loi du pays d'origine, les conditions de la naturalisation étant déterminées par les lois de la patrie d'adoption.

On aurait pu concevoir une autre sanction. Le légis-

lateur aurait pu décider que le Français qui, se trouvant dans les conditions prévues par notre texte, se ferait naturaliser à l'étranger sans autorisation, perdrait la qualité de Français, mais resterait soumis aux obligations du service militaire. C'est le système italien. Il se heurte à une objection théorique puissante : on serait arrivé ainsi à incorporer dans l'armée française un étranger. Or, il semble bien que seul un Français puisse faire partie de l'armée.

Voilà quelles sont les conditions expressément requises par la loi pour la dénationalisation du Français par une naturalisation à l'étranger ou l'acquisition sur demande de la nationalité étrangère par l'effet de la loi. Ne faut-il pas en ajouter une autre : l'absence de fraude ? Celui qui par fraude se ferait naturaliser à l'étranger cesserait-il d'être Français ?

La fraude a pu longtemps se concevoir dans une double série de cas. D'abord on se faisait naturaliser à l'étranger pour pouvoir rompre un mariage par le divorce. — D'un autre côté, on se faisait également naturaliser en vue d'échapper aux obligations du service militaire en France. Le nouvel article 17-1°, alinéa 2, rend aujourd'hui cette dernière fraude impossible comme nous venons de l'expliquer. La loi du 27 juillet 1884 en rétablissant le divorce a rendu la première beaucoup plus rare : elle ne l'a cependant pas supprimée. Cette loi en effet n'admet le divorce que pour causes déterminées (art. 229 à 232, C. civ.). Certaines

législations étrangères se sont montrées beaucoup plus larges. C'est ainsi qu'en Suisse on arrive par une interprétation extensive de l'article 45 de la loi fédérale du 24 décembre 1874 (1) à admettre le divorce par consentement mutuel (2). Deux époux pourront donc se faire naturaliser à l'étranger pour obtenir le divorce que les tribunaux français ne leur accorderaient pas, faute par eux de se trouver dans l'un des cas prévus par la loi. Ils ont eu l'intention de faire fraude à la loi, cette intention suffit-elle à vicier la naturalisation ? Et d'une façon générale, la naturalisation frauduleuse acquise à l'étranger produit-elle ses effets en France ?

Une jurisprudence constante se prononce pour l'inefficacité de cette naturalisation (3).

Approuvée par quelques auteurs (4), cette jurisprudence nous paraît contraire à une application étroite des principes.

Vainement on se prévaut de l'adage, *Fraus omnia corrumpit*. C'est là une prétendue règle qu'on ne trouve dans aucun texte. Soutenir spécialement en matière de

(1) *Ann. lég. étr.*, 1876, p. 714. — V. aussi les art. 46 et 47.

(2) Glasson, *Le mariage civil et le divorce dans les principaux pays de l'Europe*, p. 160.

(3) *Rej.*, 16 févr. 1845, D. 46. I. 7 ; *Civ. Cass.*, 19 juillet 1875, D. 76. I. 5 ; S. 76. I. 289, note Labbé ; Paris, 17 juillet 1876 (aff. de Bauffremont), D. 76. II. 1 et la note de M. Cozalens ; S. 76. II. 249, note Labbé ; Rouen, 6 avril 1887, D. 89. II. 17, note Cohendy ; — Paris, 14 mars 1889, D. 90. II. 88 ; *Cass.*, 25 mars 1887, D. 90. I. 227 ; *Civ. rej.*, 26 févr. 1890, D. 90. I. 325, S. 93. I. 126.

(4) Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, *op. cit.*, I, p. 338.

naturalisation que l'acquisition frauduleuse de la nationalité étrangère n'entraîne pas la perte de la qualité de Français, c'est ajouter à l'article 17-1°, une condition qu'il ne formule nulle part. Comme le dit très justement M. Weiss (1), « du moment que rompant avec la doctrine de l'allégeance perpétuelle, la législation française admet la liberté de l'émigration, elle est par cela même obligée de reconnaître à l'expatrié le bénéfice de son statut personnel nouveau ».

D'ailleurs admettre cette opinion, c'est ouvrir la porte à l'arbitraire du juge. A quoi reconnaîtra-t-on une naturalisation frauduleuse ? Chaque tribunal appréciera à sa manière. Il importe cependant que les questions de nationalité soient tranchées d'une façon uniforme.

§ 2. — Option pour une nationalité étrangère dans les cas des articles 8-4°, 12 et 18 du Code civil.

Perd la qualité de Français :

2° Le Français qui a décliné la nationalité française dans les cas prévus au § 4 de l'article 8 et aux articles 12 et 18.

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 461. — V. en outre sur cette question, de Folleville, *op. cit.*, p. 298 ; L. Renault dans *Revue crit.*, 1882, p. 719 ; la note précitée de M. Cohendy et dans Sirey, 90. I. 143 la note de M. Labbé, les conclusions de M. l'avocat général Reverchon dans D. P. 1876. I. 6.

C'est par une déclaration d'extranéité (1) que le Français perd sa nationalité dans les cas prévus par les textes auxquels renvoie notre article 17. Ce sont des dérogations au principe qu'une simple abdication ne suffit pas à faire perdre la qualité de Français. Elles s'expliquent par la situation exceptionnelle des nationaux auxquels s'applique notre disposition. Ce sont, a-t-on dit, des Français sous condition résolutoire (2). S'ils peuvent par simple déclaration décliner la qualité de Français, c'est que, comme nous aurons à le voir, ils ont une autre nationalité. L'abdication de la nationalité française ne fera pas d'eux des heimathlosen. Il eût été d'ailleurs excessif de leur imposer sans abdication possible, la nationalité française. Ils sont devenus Français dans des conditions anormales qui ne permettent pas toujours de présumer leur attachement à la France.

Examinons les cas dans lesquels l'abdication de la nationalité française est ainsi permise. Nous verrons

(1) Les déclarations ayant pour objet de décliner la qualité de français ne se sont élevées en 1897 qu'à 408.

Voir le rapport au Garde des sceaux du Directeur des affaires civiles dans le *Journal officiel* du 5 mars 1898.

(2) C'est ce que dit la Cour de cassation dans un arrêt du 22 avril 1896, D. 97. I. 95 : « Attendu qu'aux termes de l'article 8-4° du Code civil l'individu né en France d'un étranger est de plein droit Français, si à l'époque de sa majorité il est domicilié dans ce pays ; qu'à la vérité le même texte donne à ce natif sous certaines conditions le droit de répudier cette qualité ; mais que l'exercice de ce droit constitue une *condition résolutoire* qui ne modifie pas la situation de l'intéressé aussi longtemps qu'elle n'est pas accomplie. » Même solution dans l'arrêt du 16 avril 1896. Les deux arrêts concluent de ces prémices que l'individu qui se trouve dans les conditions de l'article 8-4° doit être inscrit sur les listes électorales.

ensuite les conditions auxquelles cette abdication est subordonnée.

I. — *Cas de déclaration d'extranéité.*

1^{er} cas. — ART. 8-4^o : « Est Français tout individu né en France d'un étranger et qui à l'époque de sa majorité est domicilié en France, à moins que dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités. »

C'est une des innovations les plus caractéristiques que contienne la loi de 1889. Elle marque l'intention du législateur de multiplier le nombre des Français en diminuant autant que possible le nombre des sans-patrie.

Elle se justifie par plusieurs considérations exposées par M. Delsol dans son rapport au Sénat. D'abord les enfants nés en France doivent être présumés avoir quelque attachement pour notre patrie, s'ils y sont encore domiciliés à leur majorité. En leur attribuant la nationalité française, on empêche de graves abus résultant de l'agglomération d'étrangers sur le territoire français :

ils pourraient être un sérieux danger en cas de guerre. Il vaut mieux que la France se les assimile, ce sera un moyen d'accroître sa population, ce sera aussi un moyen de protéger les nationaux contre la concurrence de jeunes étrangers qui nés en France y restaient jusqu'au tirage au sort ; à ce moment sans quitter notre territoire, ils faisaient une déclaration d'extranéité, échappaient ainsi au service militaire et gardaient leurs emplois pendant que nos jeunes Français étaient incorporés dans l'armée. Les patrons recherchaient ces étrangers comme contremaîtres ou même comme gendres (1). Aujourd'hui leur situation se trouve modifiée. La loi de 1889 les déclare Français, s'ils sont nés en France d'un étranger qui lui-même n'y est pas né et s'ils y sont domiciliés à l'époque de leur majorité. Nous n'entrerons pas dans l'examen de ces conditions, devant rechercher au contraire à quelles conditions ces Français cessent de l'être par une option pour la nationalité étrangère.

Avant de les étudier, nous devons faire connaître les autres cas où une option de ce genre est permise.

2^e cas. — Nous croyons d'abord qu'il faut réserver cette option à celui pour qui a été faite pendant sa minorité une option en faveur de la nationalité française dans les conditions prévues par l'article 9. Ce texte visant le cas de l'individu né en France d'un étranger qui

(1) Cf. le rapport de M. Delsol au Sénat, *Journal officiel*, 1889, annexe n° 160 ; Beudant, I, p. 17.

n'y est pas né décide que « s'il est âgé de moins de 21 ans accomplis, la déclaration (d'option pour la nationalité française) sera faite en son nom par son père ; en cas de décès par sa mère ; en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle ou dans les cas exprimés par les articles 141, 142 et 143 du Code civil, par le tuteur autorisé en vertu d'une délibération du conseil de famille ».

Ce texte dont nous ne pouvons fournir le commentaire est en contradiction avec les principes les plus élémentaires du droit international privé et soulève des difficultés d'application considérables. Quoi qu'il en soit, il a pour conséquence de donner la nationalité française à quelqu'un qui n'a rien fait pour l'obtenir et qui n'a nullement manifesté l'intention de devenir Français. Dans ces conditions, il semble naturel de lui réserver la faculté de détruire par une manifestation personnelle de volonté, la déclaration d'option faite pour lui en minorité. La loi ne le dit pourtant pas en termes exprès, mais cela résulte de l'application pure et simple de l'article 8-4° dont nous venons de nous occuper.

La déclaration requise est en effet subordonnée à l'établissement en France du domicile du mineur conformément aux dispositions de l'article 9, alinéa 1. C'est du moins l'interprétation générale. Le mineur parvenu à sa majorité se trouve donc exactement dans la situation de l'individu visé par l'article 8-4°. Il est né en

France d'un étranger, il y est domicilié à sa majorité, il faut lui permettre d'opter pour la nationalité étrangère et de détruire ainsi une déclaration de nationalité à laquelle il n'a pris aucune part. Nous n'avons aucun intérêt à faire des Français malgré eux (1).

Dans les autres cas qu'il nous reste à examiner, la faculté d'option n'est pas contestable puisque les textes qui prévoient ces cas renvoient à l'article 8-4° pour les conditions de l'option.

3° cas. — Lorsqu'un étranger se fait naturaliser Français, sa femme et ses enfants majeurs restent étrangers. Toutefois il leur suffit pour devenir Français de se faire comprendre dans le décret de naturalisation sans condition de stage, et faute de recourir à ce procédé, ils peuvent devenir Français par une simple déclaration dans les conditions de l'article 9.

Quant aux enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, ils deviennent Français, mais la loi leur réserve une faculté d'option pour leur nationalité d'origine dans les conditions prévues par l'article 8-4°.

C'est encore une disposition de droit nouveau. Déjà en 1851, on s'était préoccupé de faciliter l'acquisition de notre nationalité aux enfants mineurs d'un étranger naturalisé Français. La loi du 14 février 1882, sans les

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 131 et 170. — Cf. Audinet, *R. crit.*, 1891, p. 44 ; Despagne dans *le Droit* du 19 oct. 1889 ; Vincent, *Suppl. au Dict. de Dr. intern. pr.* de Vincent et Pénaud, V° *Nationalité*, n°s 50 et 51.

déclarer Français, leur avait accordé de nouvelles faveurs. La loi du 26 juin 1889 les déclare Français, mais en leur réservant la faculté d'option. C'est une manifestation du désir du législateur de mettre l'unité dans la famille (1).

4° cas. — L'ex-Français peut recouvrer sa nationalité (2). La femme et ses enfants majeurs sont admis à bénéficier du décret de réintégration. Quant aux enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés, le législateur désirant que l'unité règne dans la famille les déclare Français, mais en leur réservant la faculté de décliner cette qualité dans les conditions prévues par l'article 8-4°.

5° cas. — Le 5° cas ne figure pas dans l'énumération de l'article 17. Il résulte en effet de la disposition d'une loi postérieure, celle du 22 juillet 1893.

L'article 8-3° déclare Français l'individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, sans lui réserver la faculté d'option. Aucune difficulté ne pouvait s'élever si le père et la mère étaient nés l'un et l'autre en France. Le texte s'appliquait aussi sans conteste au cas où le père seul était né en France. Mais que fallait-il décider si le père étant né à l'étranger, une mère née en France y donnait naissance à un enfant ? Était-il Français ? Il

(1) Cf. Gruffy, *De l'unité de nationalité dans la famille*.

(2) Le nombre de ces réintégrations a été de 1,956 en 1897. Voir le rapport au Garde des sceaux du Directeur des affaires civiles dans le *Journal officiel* du 5 mars 1898.

semblait difficile d'en douter. Sans doute la loi parle d'un individu né d'un étranger, mais il est facile de répondre que dans les dispositions légales le masculin comprend le féminin. Il n'est pas besoin d'aller chercher un exemple bien loin. Le commencement de notre texte dit que : « Tout Français jouira des droits civils. » Il n'est pas douteux que cette disposition s'applique aussi aux Françaises. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 7 décembre 1891 (1).

Cette solution souleva des réclamations de la part des puissances étrangères. On fit remarquer qu'il était contraire aux principes de donner à la mère une pareille influence sur la détermination de la nationalité de l'enfant. En présence de ces réclamations, le Gouvernement demanda aux Chambres de modifier sur ce point la loi de 1889. La loi du 22 juillet 1893 (2) est venue donner satisfaction aux puissances, en rendant à l'enfant né en France d'une étrangère qui elle-même y est née la faculté d'option qu'il avait sous l'empire de la loi de 1851. « Est Français, dit le nouvel article 8-3° (rédaction de 1893), tout individu né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né, sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en France, de décliner dans l'année qui suivra sa majorité la qualité de Français en se conformant aux dispositions du paragraphe 4 ci-après. »

(1) Sirey, 1892. I. 81, note Pillet, *P. fr.*, 92. I. 429, note Weiss.

(2) *Ann. de lég. fr.*, 1894, p. 186 et suiv. (notice et notes de M. Weiss).

Le même texte fait application de cette distinction aux enfants naturels. Il ajoute en effet : « L'enfant naturel pourra, aux mêmes conditions que l'enfant légitime, décliner la qualité de Français, quand le parent qui est né en France n'est pas celui dont il devait aux termes du paragraphe 1 (alinéa 2) suivre la nationalité. » Dans tous les cas que nous venons d'examiner, les individus que la loi déclare Français perdent cette qualité par une déclaration d'extranéité, dont nous devons déterminer les conditions prévues par l'article 8-4°, auquel renvoient les articles 8-3°, 12 et 18.

II. — Conditions de la déclaration d'extranéité.

Pour se dépouiller valablement de la nationalité française attribuée par les articles 8-4°, 12 et 18, quatre conditions sont requises.

1° Une déclaration dans les formes prescrites par le règlement d'administration publique du 13 août 1889 (1)

(1) Déclaration en vue de décliner la qualité de Français (application des articles 8-4°, 12, §§ 3 et 18 du Code civil).

L'an et le du mois de....., par devant nous, juge de paix du canton de, arrondissement de....., département de, s'est présenté le sieur (nom, prénoms), né le....., à (profession, domicile), lequel nous a déclaré qu'étant né en France de (nom, prénoms, date, lieu de naissance, domicile du père) et y étant domicilié, il voulait décliner la qualité de Français que lui conférait l'article 8-4° du Code civil et réclamait la nationalité.....

A l'appui de sa déclaration, le sieur nous a remis :

1° Son acte de naissance ;

2° L'acte de naissance ou de mariage de son père ;

3° Une attestation en due forme du gouvernement du pays dont

rendu en exécution de l'article 5-3° de la loi du 26 juin 1889 qui chargeait le pouvoir exécutif de rendre un décret déterminant « les formalités à remplir et les justifications à faire relativement à la renonciation à la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 8-4°, 12 et 18 ».

Cette déclaration est reçue par le juge de paix du canton du domicile du déclarant (1). S'il n'a plus ni domicile, ni résidence en France, ce qui peut arriver s'il a quitté la France aussitôt après sa majorité sans avoir fait de déclaration, il devra s'adresser à l'agent diplomatique ou au consul français de sa nouvelle résidence.

Le déclarant peut se faire remplacer par un man-

il se réclame et constatant qu'il est considéré comme son national ;

4° Un certificat constatant qu'il a répondu dans son pays d'origine à l'appel sous les drapeaux.

(Les pièces en langue étrangère doivent être accompagnées de leur traduction.)

— Pièces qui seront annexées à la déclaration qui doit être adressée au ministre de la justice.

Etaient présents :

Le sieur (nom, prénoms) âgé de ans, profession de, demeurant à

Et le sieur (mêmes indications).

Lesquels nous ont attesté l'individualité du comparant, ont déclaré que ce qui précède est à leur connaissance personnelle et ont signé avec le déclarant et nous, juge de paix, après lecture faite.

(1) Sous l'empire de la loi du 7 février 1851, où une déclaration d'extranéité pouvait être faite par l'enfant né en France d'un étranger qui lui-même y était né, c'était l'autorité municipale qui était chargée de la recevoir. Sur les raisons qui ont amené la substitution du juge de paix au maire, voyez Weiss, *op. cit.*, p. 99.

dataire muni d'une procuration spéciale et authentique.

Il importe de constater l'identité du déclarant, aussi doit-elle être certifiée par deux témoins. La loi ne disant rien des conditions que doivent remplir ces témoins, il semble qu'il faille par analogie exiger celles qui sont requises des témoins des actes de l'état civil.

Le déclarant doit en même temps fournir son acte de naissance destiné à prouver qu'il est né en France et qu'il fait sa déclaration en temps voulu et en même temps celui de ses parents, afin d'établir que ceux-ci ne sont pas eux-mêmes nés en France, auquel cas il serait Français sans faculté d'option en vertu de l'article 8-3°, sous la réserve de l'exception introduite par la loi de 1893.

La sincérité de la déclaration étant ainsi assurée dans la mesure du possible, il importe de veiller à sa conservation et pour cela, la déclaration en deux exemplaires est adressée au ministre de la justice pour y être enregistrée. On n'a pas attaché au défaut d'enregistrement la sanction de la nullité. Aussi l'omission de cette formalité n'empêche pas la déclaration de valoir. Cependant le système de publicité et de centralisation ne peut être efficace que si l'on observe très exactement la formalité de l'enregistrement. Dans ce but un projet de loi déposé par le gouvernement et modifié par la commission sénatoriale exigeait l'enregistrement à

peine de nullité (1). Cet enregistrement pouvait être refusé, sauf à se pourvoir par voie de simple requête conformément aux articles 855 et suivants du Code de procédure civile. Le projet a passé dans la loi du 22 juillet 1893 (art. 3, §§ 2, 3 et 9). Après l'enregistrement, un des exemplaires reste aux archives du Ministère, l'autre est renvoyé au déclarant avec mention de l'enregistrement. Il a ainsi entre les mains un titre d'extranéité.

Cette déclaration ne saurait être empêchée par aucun fait susceptible de faire supposer que l'individu auquel s'applique notre texte a accepté la qualité de Français. C'est ainsi notamment que le fait d'avoir participé aux opérations du tirage au sort, sans exciper de son extranéité, n'emporte pas pour lui déchéance de la faculté d'opter pour la nationalité étrangère (2). C'est ce que disait expressément M. Delsol dans son rapport au Sénat (3), « l'individu déclaré Français par l'article 8-4^o, se trouvant porté sur les tableaux de recensement sera obligé, s'il veut échapper au service militaire, de décliner la qualité de Français dans l'année qui suivra sa majorité et de prouver qu'il a conservé la nationalité de ses parents ». On trouve la même opinion exprimée par M. Antonin Dubost dans son rapport à la Chambre des

(1) Sénat, *Doc. parlem.*, session 1892, annexe 208, p. 537.

(2) Audinet, *J. du dr. intern. privé*, 1891, p. 56 ; Weiss, *op. cit.*, p. 172. — *Contrà*, Cogordan, *op. cit.*, p. 97 ; Despagne dans *Le Droit*, numéro du 19 oct. 1889.

(3) *Rapp. suppl.*, p. 5.

députés (1). Rien dans la loi n'est venu contredire ces affirmations des rapporteurs. Nous croyons qu'il faut les accepter comme l'expression de la volonté du législateur. Il y a sans doute un défaut d'harmonie entre cette disposition et celle de l'article 9, alinéa 3, d'après laquelle l'individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité devient Français « si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations du recrutement sans opposer son extranéité ». Mais il a été personnellement déclaré par M. Delsol que cette disposition visait uniquement l'individu qui se trouve dans les conditions prévues par l'article 9 et non celui auquel s'applique l'article 8-4° (2).

2° Le déclarant doit prouver qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son Gouvernement, laquelle demeure annexée à la déclaration.

Le législateur n'a pas voulu qu'on puisse décliner la nationalité française sans justifier d'une autre nationalité. C'est une mesure très sage en elle-même, destinée à diminuer le nombre des sans-patrie.

L'organisation pratique de cette condition est en fait assez difficile. Quelle est en effet l'autorité compétente pour délivrer ce certificat de nationalité ? A la suite de la loi du 16 décembre 1874 qui prescrivait une justifi-

(1) *Rapp. suppl.* du 15 juin 1889, p. 3 et suiv.

(2) *Rapp. suppl.* du 3 juin 1889, p. 9.

cation de ce genre à ceux qu'elle admettait à décliner la nationalité française, des conventions diplomatiques étaient intervenues entre la France et quelques Etats comme l'Angleterre (1) et la Suisse (2), pour régler cette question. Il est à souhaiter que ces conventions s'appliquent au cas assez analogue prévu par l'article 8-4°. Il faudrait aussi en conclure de nouvelles avec les autres Etats. Il peut arriver en effet qu'aucune autorité étrangère ne se reconnaisse compétente pour délivrer des certificats de ce genre. En pareil cas, le Conseil d'Etat a émis, à la date du 29 avril 1890, l'avis (3) que c'est aux agents diplomatiques qu'il faut demander l'attestation dont il s'agit, de préférence aux agents consulaires, parce que « l'immatriculation dans un consulat n'est pas toujours accompagnée de garanties assez complètes pour constituer à elle seule une preuve suffisante de nationalité ». Cependant la plupart des auteurs se contentent d'un certificat d'immatriculation au consulat du pays d'origine du déclarant (4).

3° Le déclarant « doit en outre produire, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi mili-

(1) Voir le texte dans Cogordan, *op. cit.*, p. 539.

(2) *Ibid.*, p. 547.

(3) V. *Rev. prat. de dr. intern. pr.*, 1890-91, I, 98.

(4) Cogordan, *op. cit.*, p. 92; Cf. Weiss, *op. cit.*, I, p. 181. — Trib. de Bayonne, 27 déc. 1882 et les observations de M. Renault dans *R. crit.*, 1883, p. 718.

taire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités ».

Cette disposition que le législateur de 1874 a introduite, conduit à cette conséquence bizarre de faire de l'octroi de la nationalité française le châtement infligé aux réfractaires étrangers. Lorsqu'un étranger né en France ne remplit pas ses obligations militaires dans son pays d'origine, il ne peut décliner sa qualité de Français. Telle est la règle édictée par l'article 8-4° *in fine*. Elle se justifie. Quand un individu accomplit dans son pays ses devoirs militaires, il manifeste de la façon la plus claire son intention de décliner la qualité de Français. Lui permettre au contraire d'opter pour la nationalité étrangère sans la justification prescrite par notre texte, c'était l'encourager à décliner la qualité de Français pour échapper au service militaire en France et dans son pays. Le danger est seulement dans la concession de la qualité de Français à des insoumis qui ne seront peut-être pas de vaillants soldats.

Le certificat à fournir par le déclarant est un certificat d'appel sous les drapeaux : la loi n'exige pas qu'il ait effectivement servi. Si donc après avoir répondu à l'appel, il a déserté pour rentrer en France, il restera étranger et ne pourra pas être extradé. L'extradition des déserteurs n'étant pas admise dans la pratique internationale (1).

(1) Weiss, *Etude sur les conditions de l'extradition*, p. 195 et suiv.

Qu'arrivera-t-il si, au moment où doit être faite la déclaration d'extranéité, c'est-à-dire dans le courant de la 22^e année, il n'a pas encore été appelé sous les drapeaux dans son pays ? La déclaration doit être accompagnée de toutes les pièces justificatives dans le délai requis. La rédaction du modèle officiel de déclaration le montre bien. Faudra-t-il donc refuser à cet individu la faculté de décliner la qualité de Français ? L'interprétation stricte de la loi commande cette solution (1). Il importe que des conventions diplomatiques interviennent avec les pays où l'appel sous les drapeaux peut avoir lieu après la 22^e année.

Le certificat prescrit par notre texte n'est pas exigé de ceux qui appartiennent à un pays où le service militaire n'existe pas comme en Angleterre, dans le Luxembourg, ou comme en Turquie où les chrétiens ne sont pas admis dans les rangs de l'armée, mais ils doivent remplacer ce certificat par un autre qui constatera la situation qui lui est faite par son pays au point de vue militaire (2). C'est à la législation du pays dont se réclame l'intéressé à déterminer l'autorité compétente pour délivrer ce certificat. Le texte de l'article 8-4^e se termine par les mots « sauf les exceptions prévues aux traités ». Cette restriction n'a pas grande portée. Elle signifie simplement que des traités peuvent déroger à la règle que pose le texte et paraît assez inutile (3).

(1) V. cep. Glard, *op. cit.*, p. 103.

(2) Circ. minist. du 23 août 1889.

(3) Cf. Cogordan, *op. cit.*, p. 92 ; Weiss, *op. cit.*, I, p. 186.

4° Les trois conditions requises par l'article 8-4° pour décliner la qualité de Français doivent être remplies par l'intéressé « dans l'année qui suit sa majorité telle qu'elle est réglée par la loi française ».

C'est donc dans le courant de la 22^e année que l'individu né en France doit décliner la qualité de Français en se conformant aux conditions requises par l'article 8-4°.

Le délai est fatal. La déclaration serait inefficace, si elle intervenait après l'expiration de la 22^e année. Elle le serait aussi, si elle était faite avant la majorité. Sans doute l'article 9, § 2 permet aux représentants du mineur de faire pour lui pendant sa minorité une déclaration d'option pour la nationalité française, mais nous avons admis qu'il pouvait en détruire les effets par une option pour la nationalité étrangère dans les conditions prévues par l'article 8-4°. Nulle part la loi n'autorise une renonciation anticipée du mineur au droit de décliner un jour la nationalité française. On ne saurait renoncer par avance à un droit éventuel qui ne s'ouvrira qu'à la majorité.

Le décret du 13 août 1889 déjà cité a cependant décidé dans un article 12 « que la renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des articles 8-4°, 12 et 18 du Code civil, de décliner à sa majorité la qualité de Français est faite en son nom par les personnes désignées dans l'article 9, § 2 du Code civil ». La circulaire ministérielle du 23 août 1889 joint à la déclaration d'option, faite par le mineur en vertu

de l'article 9, § 2, une renonciation au droit de décliner la qualité de Français (1).

Décret et circulaire doivent être considérés comme étant sans valeur légale. Il n'appartient pas au pouvoir exécutif de modifier la loi. Or il a introduit une règle nouvelle exorbitante qui permet aux représentants du mineur d'abandonner un droit. Il a excédé ses pouvoirs. Il faut s'en tenir aux termes de la loi (2).

(Modèle n° 4.)

(1) Déclaration en vue de réclamer la qualité de Français (application de l'art. 9, § 2) et de renoncer éventuellement à se prévaloir de la faculté de répudiation prévue par l'art. 8, § 4, *in fine*.

Mineur né en France et actuellement domicilié en France.

« L'an... et le... du mois de... par devant nous, juge de paix du canton de..., arrondissement de..., département de..., s'est présenté le sieur (nom, prénoms) né le.... à... (profession, domicile) lequel nous a déclaré que son fils (nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile) désirant, bien qu'il soit encore mineur, s'assurer la qualité de Français, il réclamait au nom de celui-ci, la nationalité de Français en vertu de l'art. 9 § 2 du Code civil et renonçait, en tant que de besoin, par avance, au droit que lui confère l'art. 8 § 4 du Code civil, de décliner la nationalité française dans l'année de sa majorité.

A l'appui de sa déclaration, le sieur.... nous a remis :

1^{re} Son acte de naissance ou de mariage. (Les pièces en langue étrangère doivent être accompagnées de leur traduction.)

2^e L'acte de naissance de son fils.

Pièces qui seront annexées à la déclaration qui sera transmise au ministère de la justice.

Etaient présents :

Le sieur (nom, prénoms) âgé de... profession de..... demeurant à...

Et le sieur (mêmes indications).

Lesquels nous ont attesté l'individualité du comparant, ont déclaré que ce qui précède est à leur connaissance personnelle et ont signé avec le déclarant et nous, Juge de paix, après lecture faite.

(2) Audinet, *R. crit.*, 1891, p. 41 ; Despagnet, *Le Droit*, numéro du

La déclaration dont nous nous occupons peut émaner d'une femme, si elle se trouve dans les conditions prévues par l'article 8-4°. Si elle est mariée à l'époque où doit intervenir sa déclaration, qu'elle est la situation qui lui est faite à ce point de vue ?

Mariée à un étranger, elle est déjà étrangère en vertu de l'article 19. Sa déclaration d'extranéité ne peut avoir pour effet que de la faire considérer comme ayant toujours été étrangère.

Mariée à un Français, la déclaration devrait être autorisée par son mari et elle n'aurait pas pour effet de la faire considérer comme étrangère. La situation qui lui est faite est en effet la suivante. Sa déclaration la rend rétroactivement étrangère. Mais en vertu de l'article 12 de notre Code civil, elle est devenue Française et cette qualité ne peut s'effacer par la simple option réglée par l'article 8-4°.

§ 3. — Mariage d'une Française avec un étranger.

Le mariage crée entre les époux une union très étroite puisqu'il établit entre eux l'unité d'intérêts, l'unité d'affections, il est bon qu'il leur donne une même patrie. Il est du devoir du législateur de prévoir pour les époux quand ils ont d'autres préoccupations. Rarement, ils songeraient à créer entre eux ce lien nouveau. La loi

19 oct. 1889. — Le Sueur et Dreyfus, *La Nationalité*, p. 261 ; Weiss, *op. cit.*, p. 170 et suiv. Cf. Cass., 26 oct. 1891, D. 92. I. 41, note de Boeck.

doit y pourvoir. Comme il est conforme à la nature que la femme soit subordonnée au mari, c'est la nationalité de celui-ci qui semble indiquée comme devant être la nationalité commune. C'est ce qu'ont pensé la plupart des législateurs. Le Code civil établissait une corrélation parfaite entre l'acquisition et la perte de la nationalité française par le mariage. « L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari », disait l'article 12. « Une femme française qui aura épousé un étranger suivra la condition de son mari », disait l'article 18. Rien de plus juste et de plus pratique, si tous les Codes avaient édicté une règle semblable. Mais il ne peut dépendre de notre loi de faire acquérir à une Française la nationalité de l'étranger qu'elle épouse. Et en fait, il y avait des pays, notamment l'Angleterre avant le statut du 6 août 1844 où la femme française n'acquerrait pas, par son mariage la nationalité de son mari. On pouvait alors se demander quelle était la nationalité de la femme. Elle n'avait certainement plus la nationalité française ; tout le monde était d'accord. Elle devait donc être considérée comme une étrangère sans patrie certaine (1). On disait bien qu'au moins en France, la femme devait être considérée comme ayant la nationalité de son mari. Si notre législateur ne peut statuer pour l'étranger, il peut statuer pour l'étendue

(1) Cogordan, *op. cit.*, 1^{re} édit., p. 259 ; Despagnet, *Précis de dr. inter. pr.*, p. 182 ; de Folleville, *op. cit.*, p. 381 ; Weiss, *op. cit.*, I, p. 517.

de notre territoire. Or, l'article 19 en décidant que la femme française suivra la condition de son mari, lui imposait cette condition à toute éventualité. On résumait ce système en disant que l'article 19 était à la fois dévestitif et investitif (1). C'était difficile à admettre. Il était vraiment bizarre qu'une femme fût étrangère en France et française à l'étranger. Les principes généraux de la matière protestaient contre une pareille solution.

Le législateur de 1889 a modifié heureusement la disposition de l'article 19 en décidant que la femme française ne devient plus étrangère si son mariage ne lui confère pas la nationalité de son mari : elle reste française. Une femme ne risque donc plus d'être sans nationalité à la suite de son mariage. C'est encore une source de l'heimathlosat qui se trouve tarie. Elle était assurément moins dangereuse que celles qui rendent un homme sans patrie. Il n'y en avait pas moins un grand inconvénient à ne pas connaître la loi nationale d'une femme, notamment pour la détermination de sa capacité.

Trois conditions sont requises pour que la femme française perde sa nationalité en épousant un étranger.

A. — *Elle doit être capable.* — Il s'agit toutefois ici d'une capacité spéciale, celle de contracter mariage. Or cette capacité commence beaucoup plus tôt que la ca-

(1) Aubry et Rau, I, § 74, p. 272 ; Demolombe, I, n° 283 ; Féraud-Giraud, *J. du dr. intern. pr.*, 1883, p. 239.

pacité civile ordinaire, sous réserve de l'autorisation à accorder par la famille. Du moment où elle peut se marier, la femme peut, par son mariage changer de nationalité (1). Nous le décidons ainsi, non pas en vertu de la prétendue règle : *habilis ad nuptias, habilis ad pacta nuptialia*, mais par application de cette idée que celui qui peut contracter mariage est apte à se soumettre à tous les effets civils de cet acte. On pourrait dire : *habilis ad nuptias, habilis ad nuptiarum consequentias*.

Il est inutile d'ajouter que c'est d'après la loi française que se déterminera la capacité de la femme de contracter mariage et par conséquent aussi de perdre sa nationalité par son mariage. C'est également la loi française qui déterminera les personnes qui doivent autoriser son mariage.

B. — *Le mariage doit être valable.* — Un mariage nul n'entraîne pas la dénationalisation. La nullité prononcée, la femme sera censée avoir toujours été Française.

Faut-il appliquer à la dénationalisation la théorie des mariages putatifs ? Faut-il dire par conséquent que si le mariage a été contracté de bonne foi, le changement de nationalité s'opère comme si le mariage était valable ? On l'a contesté. « Le changement de nationalité, disent MM. Aubry et Rau (2), s'opérant de plein droit et contre la volonté même de la femme, au cas où le

(1) Demolombe, I, n° 184 ; de Folleville, *op. cit.*, n° 542 ; Féraud-Giraud, *J. du dr. intern. pr.*, 1885, p. 239 ; Weiss, *op. cit.*, p. 548.

(2) T. I, § 74, p. 226, note 4.

mariage est valable, on ne saurait sans inconséquence admettre que lorsque le mariage est nul, l'acquisition de la nationalité dépende uniquement de la volonté de la femme et qu'elle soit autorisée à la répudier et à la réclamer selon son bon plaisir. » Il nous paraît y avoir là une confusion dans l'esprit de ces éminents jurisconsultes. Le mariage produit ses effets indépendamment de la volonté des époux. Leur volonté serait même impuissante à écarter la plupart d'entre eux. Or, aux termes de l'article 201 « le mariage qui a été déclaré nul produit néanmoins les effets civils tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants, lorsqu'il a été contracté de bonne foi ». La dénationalisation étant en principe un effet du mariage, elle résultera d'un mariage putatif (1).

Un mariage même nul produit ses effets tant que la nullité n'en a pas été prononcée par la justice. La femme qui a contracté mariage avec un étranger est donc devenue étrangère et peut se comporter comme telle, tant que le mariage existe. En conséquence, elle peut décliner la compétence du tribunal français appelé à statuer sur la nullité de mariage (2). Mais il lui est permis de porter sa demande en nullité de mariage devant un tribunal français et ses adversaires ne pour-

(1) Demolombe, t. I, n° 227 ; de Folleville, *op. cit.*, n° 237 ; Weiss, *op. cit.*, I. p. 519.

(2) Trib. civ. Seine, 27 décembre 1881 et 29 avril 1882, *J. du dr. intern. pr.*, 1883, p. 168.

ront pas se prévaloir de sa qualité d'étrangère parce qu'elle prétend ne pas l'être devenue à raison de la nullité de son union et que la question de compétence se trouve ainsi étroitement liée à la solution du fond du litige (1). Quant à la solution de la question de savoir dans quels cas le mariage sera nul, c'est à la loi qui a présidé à sa formation qu'il faut se référer.

C. — La femme ne perd enfin la nationalité française qu'à la condition que la loi nationale du mari lui confère la nationalité de celui-ci.

Nous avons déjà expliqué quelle était l'utilité de cette innovation. Les raisons qui ont fait édicter cette disposition nous paraissent rendre facile la solution de la question qu'on se pose parfois de savoir si la femme cesse d'être française, lorsqu'elle épouse un heimathlos. La négative est certaine. La loi a voulu diminuer le nombre des heimathlosen. La solution contraire irait à l'encontre de ce but.

Il peut arriver que l'on soulève la question de savoir si la loi d'un Etat étranger confère la nationalité du mari à une femme qui épouse un de ses nationaux. Elle sera généralement facile à trancher, la loi s'exprimant en termes le plus souvent exprès. Mais le contraire est possible. Le juge est alors obligé de s'entourer des renseignements suffisants pour l'éclairer sur ce point.

(1) Paris, 2 mars 1868, S. 69. II. 332 ; 28 mai 1880, *J. du dr. intern. pr.*, 1880, p. 300. — Cf. Weiss, *op. cit.*, I, p. 549.

Mais à qui incombe le fardeau de la preuve ? Est-ce à celui qui prétend que la dénationalisation ne s'est pas produite parce que la loi du mari ne confère pas à la femme la nationalité de celui-ci ? Est-ce au contraire à celui qui prétend que la dénationalisation s'est produite ? Le Tribunal de Marseille et la Cour d'Aix ont jugé dans ce dernier sens (1). Leur décision a été cassée, mais pour un autre motif, mais elle a été sérieusement critiquée par M. l'avocat général Desjardins. Ce n'est pas au mari à prouver que sa femme a suivi sa condition, parce que l'article 19 formule une règle générale ; et « quand la femme française mariée à un étranger prétend être en dehors de cette règle, le fardeau de la preuve retombe à sa charge. La rédaction même de l'article ne laisse aucun doute à cet égard. « La femme française, dit-il, qui épouse un étranger suit la condition de son mari, *à moins que*.... Quiconque entend profiter de cette phrase incidente a, je le crois fermement, une démonstration à faire » (1).

En supposant la loi étrangère muette sur l'acquisition par la femme de la nationalité du mari, le juge français est-il recevable à décider que la femme reste française ? Le Tribunal de Marseille et la Cour d'Aix l'ont ainsi jugé dans les décisions que nous venons de rapporter. « At-

(1) Trib. de Marseille, 16 juillet 1891 ; Cour d'Aix, 14 déc. 1891 ; Cour Cass., S. 95. I. 451 et dans la *Rev. prat. de Dr. intern. priv.*, 1892, I, p. 103 et la note.

(2) Voir dans le même sens, Pillet, note sous Cass. civ., 2 août 1893, S. 95. I. 449.

tendu, dit le jugement confirmé par adoption de motifs, que la législation ottomane ne s'est point occupée de la condition d'une femme étrangère qui épouse un ottoman ; que, si elle ne lui refuse pas la nationalité ottomane, elle ne la lui accorde pas non plus ; que dans le silence de la loi, les tribunaux français ne sauraient ni la compléter, ni en interpréter les termes que l'on s'efforce vainement d'appliquer à la cause. » Le système est logique, du moment où l'on admet que c'est au mari à prouver que la femme a suivi sa nationalité. Il s'écroule, au contraire, dès qu'on admet que c'est à la femme de prouver que son mariage ne lui a pas conféré la nationalité de son mari (1).

(1) Au cours des débats devant la Cour de cassation, appelée à statuer sur le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Aix, le Conseil d'Etat ottoman a émis, sur la demande du mari, un avis par lequel il déclare que les femmes étrangères ont toujours été considérées comme acquérant la nationalité ottomane par leur mariage depuis la promulgation de la loi du 19 janvier 1869. C'est assurément une interprétation officielle. Les tribunaux français doivent-ils s'incliner devant cette déclaration du Conseil d'Etat ottoman ? Cela ne nous paraît pas douteux et il semble bien qu'il entre dans la mission de la Cour de cassation d'assurer le respect de cette interprétation. — Il est de notre intérêt bien entendu d'accepter cette déclaration officielle. En ne le faisant pas, nous nous exposons à voir méconnaître par la Sublime Porte les déclarations de notre gouvernement relativement à la nationalité de nos concitoyens. Or le nombre des Français habitant la Turquie est considérable. On a exprimé la crainte que la reconnaissance de la nationalité ottomane aux femmes françaises mariées à un sujet du sultan ne les soumit à un régime trop contraire à nos mœurs. C'est oublier, comme l'a fait remarquer M. l'avocat général Desjardins, que les sujets chrétiens de la Porte ont droit à leurs usages et à leurs juges particuliers. Cf. la

SECTION II. — Déchéance de la qualité de Français.

La déchéance de la nationalité a été longtemps la conséquence de certaines peines. Elle a pu figurer dans le système pénal de peuples anciens où les citoyens considéraient comme barbares les personnes appartenant aux autres nations. Aujourd'hui elle est abandonnée par les publicistes. On s'accorde à demander qu'on ne déclare déchues de leur nationalité que les personnes naturalisées dans un autre Etat. Par là seulement on supprimera l'armée des sans-patrie, qui sans liens avec un autre Etat, sont un danger permanent pour la nation dans laquelle ils vivent.

Cette tendance s'est manifestée progressivement dans les diverses étapes qu'a suivies notre législation sur la nationalité. La perte de la nationalité attachée aux condamnations pénales dans le droit intermédiaire n'en résulte plus dans le système du Code civil qui la fait résulter seulement :

note de M. Pillet sous Cass., 2 août 1893, S. 95. I. 449.

Un jugement du Tribunal de la Seine déclarait encore le 20 février 1893 (*J. du dr. intern. pr.*, 1893, p. 1167) « que la loi ottomane ne confère pas expressément aux femmes étrangères qui épousent des Ottomans la nationalité ottomane ». C'est aussi la solution qu'ont consacrée la Cour de Montpellier, 28 janvier 1895, *J. du dr. intern. pr.*, 1895, p. 118 et la Cour d'Alexandrie le 11 mai 1895, *ibid.*, p. 892. — Voir dans le même sens, Ruelens, De la nationalité de l'étrangère qui épouse un ottoman, dans la *Revue intern. de législ. et jurispr. musulmanes*, 1895, p. 30 et suiv., 92 et suiv.

1° De l'acceptation non autorisée de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger (article 17-2°) ;

2° De la prise de service militaire à l'étranger sans autorisation (art. 21) ;

3° De tout établissement en pays étranger sans esprit de retour.

Cette dernière cause de déchéance a disparu. Elle était d'une appréciation difficile. Les tribunaux avaient un pouvoir arbitraire pour rechercher si les circonstances dans lesquelles un Français était allé s'établir en pays étranger faisaient ou non présumer l'abandon de l'esprit de retour. Le législateur a pris soin de dire que les établissements de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour. Il avait paru utile de ne pas empêcher un Français de s'établir à l'étranger pour y favoriser notre commerce et faciliter l'écoulement de nos produits. On se demandait seulement si les tribunaux pouvaient déclarer étranger un Français qui avait établi une maison de commerce à l'étranger et qui en même temps avait manifesté par des actes non équivoques son intention de ne pas rentrer en France (1).

Cette cause de dénationalisation du Français avait le double inconvénient de laisser trop d'arbitraire au juge

(1) Pour l'affirmative : Cogordan, *op. cit.*, p. 292 ; de Folleville, *op. cit.*, n° 464 ; Weiss, *op. cit.*, I, p. 501 ; — *Contrà* : Demolombe, I, n° 182.

et de faire souvent des heimathlosen, le Français établi à l'étranger n'ayant pas toujours acquis par là même la nationalité étrangère. Le législateur de 1889 l'a supprimée (1).

Les deux autres causes de déchéance ont été maintenues. Nous devons les étudier avec détail, nous examinerons ensuite la perte de la qualité de Français prononcée par le décret du 27 avril 1848 et la loi du 28 mai 1858 contre ceux qui possèdent des esclaves à l'étranger. Ces trois causes de déchéance feront l'objet de trois paragraphes.

**§ 1. — Acceptation et conservation de fonctions publiques
conférées par un gouvernement étranger.**

ART. 17. — Perd la qualité de Français :

3^o Le Français qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve, nonobstant l'injonction du gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé.

La règle est ancienne dans notre droit, elle fut maintenue dans le droit intermédiaire. Le Code civil la conserva et les décrets des 6 avril 1809 et 26 août 1811

(1) Ceux des Français qui avaient déjà encouru la déchéance au moment du vote de la loi en sont restés frappés et les tribunaux ont pu leur appliquer la déchéance. Cf. Rennes, 7 avril 1891, *Rev. prat. de dr. intern. pr.*, 1890-91, I, p. 323 ; Trib. civ. Seine, 22 fév. 1896, *Journ. du dr. intern. pr.*, 1896, p. 384 ; — *Addé*, tribunal fédéral du Brésil, 18 décembre 1895, *ibid.*, 1897, p. 414. — Cette dernière décision peut être critiquée en fait.

l'aggravèrent. Toutefois, ils décidaient que l'acceptation autorisée par le Gouvernement français ne ferait pas encourir la déchéance. Ce système offrait un double inconvénient ; d'abord, la déchéance frappait irrémédiablement le Français qui négligeait de demander l'autorisation et lui faisait encourir de graves pénalités (décret du 26 août 1811 et du décret du 6 avril 1809), alors qu'il pouvait être animé des sentiments d'un patriotisme non équivoque, ignorant peut-être la sanction sévère dont il était menacé. On privait ainsi sans motif la France d'un de ses nationaux et l'on créait un heimatlos de plus. Il était à craindre aussi qu'après l'autorisation accordée, on s'aperçut que le Français usait de la fonction qu'il exerçait dans un but d'hostilité envers la France et le Gouvernement se trouvait désarmé. La loi du 26 juin 1889 a modifié cet état de choses en décidant que la déchéance ne frapperait plus que le Français qui sommé de résigner des fonctions acceptées à l'étranger n'obéirait pas à cette injonction. Aujourd'hui donc, en supposant un Français capable, il n'encourt la perte de sa nationalité en acceptant une fonction publique à l'étranger qu'à une triple condition (1).

a) Il faut qu'il ait accepté une *fonction publique*. —

(1) Nous faisons abstraction de la capacité qui nous paraît devoir être exigée ici comme dans les autres cas et qui doit être la capacité de droit commun.

La détermination précise du sens qu'il faut attribuer à cette expression est parfois délicate.

Aucun doute ne peut exister lorsque la fonction est une fonction politique, administrative ou judiciaire. Elle implique alors une participation à la puissance publique. C'est une fonction publique (1). Les décrets des 6 avril 1809 et 26 août 1811 s'en expliquaient expressément. Leur abrogation ne peut changer cette interprétation qui répond certainement aux intentions du législateur.

Mais il est d'autres fonctions pour lesquelles le doute est possible. Ce sont notamment les fonctions ecclésiastiques, les fonctions diplomatiques et consulaires et même certaines professions libérales.

Le Français appelé à remplir le ministère ecclésiastique à l'étranger est-il déchu de sa nationalité ? On répond généralement par une distinction qui paraît en effet satisfaisante. Ou bien la fonction sacerdotale est entièrement indépendante du gouvernement et alors le Français qui en est investi ne saurait perdre sa nationalité. Ou bien la fonction est conférée par le gouvernement, rémunérée par les deniers publics et dans ce cas l'article 17-3° recevra son application (2).

Que si la dignité ecclésiastique n'est qu'une simple distinction honorifique, elle est sans influence sur la

(1) Cass., 15 nov. 1836, S. 36. I. 937.

(2) Cogordan, *op. cit.*, p. 294 ; de Folleville, *op. cit.*, n° 452, p. 372 ; Glard, *op. cit.*, p. 299 ; Weiss, *op. cit.*, I, p. 471.

nationalité. Ainsi en est-il de la nomination d'un Français au titre de chanoine ou camérier du pape (1).

Un décret du 7 janvier 1808 attache la déchéance de la qualité de Français à l'acceptation des fonctions d'évêque *in partibus*. C'est qu'il considère ces évêques comme des fonctionnaires pontificaux, ayant juridiction sur les pays soumis aux infidèles. Il n'a pas été abrogé par la loi du 26 juin 1889. Devrait-on l'appliquer encore aujourd'hui? On le dit (2). Nous croyons préférable d'admettre qu'il a cessé d'être applicable par la force même des choses, depuis que le Saint-Siège n'existe plus comme puissance temporelle. La papauté n'exerçant plus qu'une autorité spirituelle n'a pas de patrie. Elle ne peut donc pas conférer des fonctions étrangères (3).

Les fonctions diplomatiques sont certainement des fonctions publiques. Les agents diplomatiques sont les fonctionnaires du Gouvernement qu'ils représentent. Peu importe le pays auprès duquel ils sont accrédités. Le Français qui se chargerait de représenter un Gouvernement étranger auprès de la France tomberait donc sous l'application de l'article 17. Dans le décret du 26 août 1811, l'Empereur disait : « les Français au service d'une puissance ne pourront jamais être accrédités comme ambassadeurs, ministres ou envoyés auprès de

(1) Cass., 15 nov. 1836, précité.

(2) Cogordan, *op. cit.*, p. 295.

(3) Weiss, *op. cit.*, I, p. 472.

notre personne, ni reçus comme chargés de missions d'apparat qui les mettraient dans le cas de paraître devant nous avec leur costume étranger. » Ces dispositions sont sages. Il serait bizarre qu'un Français pût être investi en France de l'immunité diplomatique, soustrait aux lois de notre pays et dût recevoir les honneurs reconnus aux représentants des puissances étrangères (1). Pratiquement donc, les fonctions diplomatiques sont assimilées aux fonctions administratives ou judiciaires. Il n'est pas moins certain que « le fait qu'un envoyé est citoyen de l'Etat auprès duquel on l'envoie, est suffisant pour justifier le refus de le recevoir en cette qualité » (2).

Quant aux agents consulaires des puissances étrangères, ils peuvent être Français. C'est fréquent dans les ports de mer. Si le Gouvernement voit quelque inconvénient à ce qu'ils conservent leurs fonctions, il n'a qu'à leur retirer l'*exequatur*.

Les professions libérales peuvent être exercées à l'étranger sans que le Gouvernement puisse s'y opposer et menacer de la déchéance de l'article 17-3° les Français qui les exercent. Ce ne sont pas des fonctions publiques. Mais le Gouvernement étranger peut charger d'une mission officielle le médecin, l'avocat ou le professeur. Vont-ils dès lors encourir la déchéance si le Gouvernement français leur enjoint de résigner leurs

(1) Cf. Weiss, *op. cit.*, p. 473.

(2) Bluntschli, *Droit intern. codifié*, § 166.

fonctions ? La question ne comporte pas de solution absolue. Il appartiendra aux tribunaux de rechercher les conditions dans lesquelles ils exercent la fonction dont ils sont investis, le lien de dépendance qu'elle établit entre eux et le Gouvernement étranger, le mode de rémunération et surtout le danger qu'elle peut faire courir aux intérêts de la France. C'est ce point de vue qui doit primer tous les autres. Aussi en fait arriverait-il bien rarement que l'exercice d'une fonction de ce genre soit susceptible d'entraîner la déchéance. Les Français qui l'exercent honorent leur pays et le servent beaucoup plus souvent qu'ils ne lui nuisent (1).

La loi ne vise que les fonctions publiques. Le service privé auprès d'un chef d'Etat étranger, les décorations et distinctions honorifiques ne tombent pas sous l'application de l'article 17-3°. Elles n'impliquent nullement le manque de patriotisme chez celui qui en est investi.

L'honneur de la dignité conférée à un de nos concitoyens ne peut que rejaillir sur la France. Aussi doit-on critiquer un avis du Conseil d'Etat du 21 janvier 1812, qui avait attaché la dénationalisation à l'acceptation d'un titre de noblesse héréditaire conféré par un souverain étranger ou d'un service d'honneur auprès de sa personne ou d'un membre de sa famille. La Cour de

(1) Cf. Cass., 30 pluviôse an XIII, Dalloz, V° *Droits civils*, n° 542 ; Montpellier, 12 juillet 1826, S. 27. II. 140 ; Douai, 12 nov. 1844, D. 45. II. 167.

cassation avait déclaré déchu de sa qualité de Français un dentiste de l'Empereur de Russie, élevé à la dignité de conseiller aulique et qui avait prêté serment de fidélité au tzar. Ce n'était pas là une application de l'avis du Conseil d'Etat que nous venons de rappeler. La solution pouvait se justifier, étant donné les circonstances, par l'idée d'établissement à perpétuelle demeure qui, dans le système du Code civil, entraînait la dénationalisation (1).

b) Il faut, en second lieu, pour que la déchéance de l'article 17-3° soit encourue que la fonction publique soit conférée par un Gouvernement étranger, ce qui doit s'entendre d'un gouvernement régulier. — Les fonctions remplies auprès d'un gouvernement insurrectionnel non reconnu ne sauraient enlever à celui qui les remplit le titre de citoyen français (2).

c) Le Français doit en outre avoir accepté ce qui va sans dire (on n'exerce pas une fonction malgré soi), et *conservé* la fonction malgré l'injonction du Gouvernement français de la résigner.

Nous avons vu que c'était en cela que consistait l'innovation de la loi de 1889, qui à ce point de vue, a beaucoup amélioré la législation antérieure. Le Français ne perdra plus sa nationalité sans le savoir. Il pourra en pleine connaissance de cause, renoncer à sa fonction ou à sa qualité de Français. D'autre part, le Gouverne-

(1) Cass., 14 mai 1834, S. 34. I. 847. Cf. Weiss, *op. cit.*, p. 469.

(2) Cogordan, *op. cit.*, p. 293.

ment français ne se décidera à adresser son injonction que s'il s'aperçoit que notre concitoyen use de sa fonction dans un but nuisible aux intérêts de la France. Le plus souvent, il s'abstiendra parce qu'il n'y a pour nous aucun intérêt à empêcher nos nationaux de se créer à l'étranger une situation officielle qui souvent nous amènera des sympathies. Ainsi on ne créera pas sans motifs sérieux des heimathlosen.

Lorsque le Gouvernement croira devoir intervenir, notre national sera toujours admis à discuter devant nos tribunaux l'appréciation du Gouvernement et à démontrer qu'il voit à tort dans la fonction exercée une fonction publique.

§ 2. — Prise de service militaire à l'étranger.

C'est dans l'ancien article 21 qu'était édictée cette déchéance. Elle a été rattachée au nouvel article 17 dans un intérêt de méthode. Si l'on n'a pas confondu cette cause de déchéance avec celle qui résulte de l'acceptation d'une fonction publique conférée par un Gouvernement étranger; c'est qu'il existe entre les deux hypothèses deux importantes différences. Dans l'une et l'autre, il s'agit bien de l'acceptation d'une fonction publique à l'étranger, mais à la différence de la cause de déchéance examinée dans le paragraphe précédent qui n'opère que si le Français a refusé d'obtempérer à l'injonction du Gouvernement français, la prise de service militaire à l'étranger fait perdre de plein droit la

qualité de Français. D'un autre côté, le Français déchu de sa nationalité pour ce motif ne peut rentrer en France qu'avec la permission du Gouvernement et il ne recouvre la qualité de Français qu'en remplissant les conditions requises d'un étranger pour obtenir la naturalisation ordinaire au lieu que le Français devenu étranger par application de l'article 17-3° obtiendra sa réintégration en vertu des dispositions très favorables de l'article 18.

La raison de la sévérité avec laquelle on traite le Français qui prend du service militaire à l'étranger est tirée de cette grave considération qu'il peut être appelé à porter les armes contre la France. C'est ce que le premier consul expliquait au Conseil d'Etat dans la séance du 2 août 1801 (1). Aussi en même temps qu'il perd sa nationalité, il s'expose aux peines édictées contre le Français qui se soustrait aux obligations de la loi militaire.

A quelles conditions le Français qui prend du service militaire à l'étranger perd-il sa nationalité ? Le texte, un peu laconique, a soulevé des controverses. On peut ramener à quatre les conditions requises pour que le fait prévu fasse encourir la déchéance.

1^{re} condition. — Il faut d'abord que le Français ait été incorporé dans l'armée régulière d'un Etat étranger.

Cette condition est impliquée par les mots « service

(1) Fenet, *Travaux préparatoires du Code civil*, t. VII, p. 32.

militaire ». De là, il résulte que celui qui à l'étranger est admis dans une milice bourgeoise ne tombe pas sous l'application de notre disposition. On l'avait ainsi décidé sous l'empire de l'article 21 (1). Il en serait de même de celui qui contribuerait à la répression d'une insurrection étrangère (2) ou qui prêterait son concours à l'un des partis politiques se disputant le pouvoir (3). Les auteurs s'accordent pour admettre ces solutions (4) fondées sur le but qu'a poursuivi le législateur en édictant cet article, destiné à éviter que des Français ne soient exposés à porter les armes contre leur patrie. Quand un Français d'ailleurs s'incorpore dans une armée régulière étrangère, il paraît bien manifester un détachement définitif de sa patrie. « A peu près sûrement, dit M. Clunet (5), cet homme n'appartient plus ni par le cœur, ni par l'esprit à son ancienne patrie. La différence est grande quand il s'agit d'un homme que les hasards de la vie, l'enthousiasme pour une idée, l'entraînement général du milieu où il réside, mettent en présence d'une lutte momentanée de partis ou d'opinions... En face d'un conflit armé qui éclatait devant lui, il s'est rangé pour un moment du côté de

(1) Bordeaux, 14 mars 1850, *Jur. Gén.*, V^e *Droits civils*, *Suppl.*, n^o 304.

(2) Civ. rej., 30 avril 1890, D. P. 92. I. 363.

(3) Rej., 2 fév. 1847, D. P. 47. I. 280 ; Rej., 20 février 1877, D. 78. I. 26.

(4) Aubry et Rau, I, § 74, p. 270 ; Beudant, I, p. 73 ; Demolombe, I, n^o 185 ; Cogordan, p. 298 ; de Folleville, n^o 481 bis ; Weiss, I, p. 484.

(5) *Journ. du dr. intern. pr.*, 1889, p. 74 et suiv. A propos de l'élection Cluseret.

celui qui lui paraissait soutenir le bon droit. C'est là une assistance spontanée d'ordre sentimental, temporaire, qui n'a rien de commun avec l'entrée définitive et professionnelle dans une armée étrangère. La déchéance n'est pas écrite pour ces élans d'un moment, presque toujours chevaleresques et désintéressés.

Les tribunaux ont été souvent appelés à statuer sur cette déchéance et ils ont interprété la loi d'une façon très libérale, en se mettant parfois en contradiction avec la lettre du texte. Ils ont pu très régulièrement décider qu'un Français n'était pas déchu de sa nationalité pour être entré sans autorisation au service du prétendant portugais dom Miguel (1) ou pour avoir prêté un concours momentané à l'un des partis qui se disputaient le pouvoir dans la république d'Haïti (2). Le Parlement a pu admettre M. Lockroy et M. Cluseret à siéger à la Chambre, bien qu'ils eussent pris part, l'un à l'expédition des Mille, l'autre à la guerre de Sécession des Etats-Unis. Mais il est en droit beaucoup plus douteux que l'enrôlement d'un Français dans les zouaves pontificaux ne tombât pas sous l'application de l'ancien article 21, réserve faite pour les militaires de la légion d'Antibes créée par décret du 30 janvier 1866 et auxquels un décret du 28 août suivant conservait la qualité de Fran-

(1) Paris, 14 mars 1846 S. 46. II. 100 et Cass., 2 févr. 1847, D. P. 47. I. 280.

(2) Bastia, 27 déc. 1873, D. P. 76. II. 338 et Cass., 20 fév. 1877, D. P. 78. I. 29.

çais. Le corps des zouaves pontificaux était en effet au service d'un gouvernement régulier. Les Français qui y prenaient du service militaire se trouvaient bien dans le cas prévu par l'ancien article 21 (1). Le tribunal de Draguignan en a cependant écarté l'application (2).

Est-il nécessaire, pour que la déchéance soit encourue, que le Français serve dans l'armée active étrangère? Ou bien suffit-il qu'il se soit laissé porter volontairement sur les contrôles de cette armée ou y ait requis son inscription de manière à être tenu éventuellement au service militaire en temps de guerre? La Cour de Paris (3) s'est prononcée en ce dernier sens, en jugeant que l'inscription d'un Français sur les contrôles de la troisième catégorie de l'armée italienne emporte la déchéance, bien que cette catégorie soit dispensée de tout service en temps de paix. Il en serait autrement du simple tirage au sort, s'il n'est pas suivi de l'incorporation effective (4). Il faudrait décider également que l'accomplissement d'une période d'exercice dans une armée étrangère en qualité de réserviste fait encourir la déchéance de l'article 17-4° (5).

Le but poursuivi par le législateur étant d'empêcher

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 488. — Cf. la circulaire de M. de Persigny du 1^{er} mai 1862.

(2) Trib. de Draguignan, 31 janvier 1888, *Le Droit* du 31 mars 1888 ; de Folleville, *op. cit.*, n° 488.

(3) Cour de Paris, 21 février 1889, *J. du dr. intern. pr.*, 1889, p. 303. Cf. Weiss, *op. cit.*, p. 483.

(4) Tribunal d'Avesnes, 8 avril 1881, *La Loi* du 29 octobre 1881.

(5) Douai, 9 juillet 1894, *J. du dr. intern. pr.*, 1895, p. 112.

qu'un Français qui prend du service militaire à l'étranger ne soit exposé à porter les armes contre la France, on peut se demander si l'incorporation dans l'armée d'un Etat neutre entraîne la déchéance édictée par l'article 17-4°.

Ces Etats ne peuvent pas entreprendre de guerre offensive, mais ils peuvent et doivent se défendre contre les atteintes portées à leur indépendance ou à l'intégrité de leur territoire. Cela suffit pour que le Français qui prend du service dans ces armées, soit exposé à porter les armes contre la France. Il subira donc la déchéance de l'article 17-4° (1). La Cour de Paris sans examiner la question a prononcé la déchéance contre un Français incorporé dans l'armée d'un Etat neutre, la Belgique (2).

2^e condition. — L'engagement dans une armée étrangère doit avoir été contracté sans autorisation du Gouvernement.

Cette condition qui se justifie en droit interne peut soulever des complications internationales. Autoriser un Français à prendre du service militaire dans une armée étrangère, contribue à augmenter la puissance militaire d'un pays. C'est un fait dont notre gouvernement est responsable envers les autres Etats. Faudrait-il supprimer l'autorisation ? Si on le faisait on se trou-

(1) Fauchille, note au Dalloz, 97. II. 33.

(2) C. de Paris, 30 juin 1896, D. P. 97. II. 33.

verait en présence d'une difficulté considérable (1). Ou bien, en effet, on laisserait toute liberté au Français de s'engager dans une armée étrangère et c'est là une solution à laquelle on ne peut guère songer. Ou bien la déchéance serait encourue irrémédiablement par cet engagement et l'on arriverait ainsi à multiplier le nombre des heimathlosen. Peut-être serait-il préférable d'appliquer à notre hypothèse la solution donnée par l'article 17-3° pour le cas où un Français a accepté une fonction publique à l'étranger ? C'est pratiquement le meilleur système, bien que la tolérance du Gouvernement puisse être considérée par les Etats étrangers comme une autorisation tacite. C'est celui qui en fait fut appliqué à l'origine, malgré le texte de l'article 21. Le décret du 7 octobre 1806 (art. 2), la déclaration du grand juge du 22 février 1814, l'ordonnance du 16 mars 1814 (art. 1), rappelant les Français qui servaient dans les armées étrangères leur donne un certain délai pour rentrer en France : et ce n'est que faute de se conformer à cette injonction qu'ils sont menacés de l'application de l'article 21 (2). Mais en droit la question n'est pas douteuse, une autorisation préalable est nécessaire pour que la prise de service militaire à l'étranger ne fasse pas encourir la déchéance.

Cette autorisation est donnée par un décret rendu sur

(1) Glard, *op. cit.*, p. 31

(2) Cf. Pillet, note dans Sirey, 97. I. 305.

la demande de l'intéressé (1), contenant indication du pays où il veut servir et sur la proposition du ministre de la justice, il est inséré au *Bulletin des lois*. L'intéressé s'en fait délivrer une copie moyennant le paiement des droits de chancellerie et de sceau (660 fr. 35), s'il ne lui est pas fait remise de ces droits (2).

L'autorisation n'est donnée que sous la condition que l'impétrant ne portera pas les armes contre la France, rentrera au premier appel et quittera le service au cas où une guerre éclaterait entre la France et le pays où il va servir (3).

La jurisprudence, interprétant encore ici libéralement la disposition de l'article 17-4^o admet que l'autorisation expresse par décret peut être suppléée par des équivalents. Ainsi des militaires français ont été considérés comme valablement autorisés à s'enrôler dans une armée étrangère par un congé donné par le Ministre de la guerre et ayant pour objet de donner le moyen de servir à l'étranger (4). On a considéré l'autorisation comme suffisamment prouvée par la présomption tirée de ce qu'un Français avait servi dans l'armée autrichienne où l'engagement d'un étranger n'est permis que

(1) Il a été accordé 3 autorisations en 1897. Voir le rapport au garde des sceaux du Directeur des affaires civiles dans le *Journal officiel* du 5 mars 1898, page 1337.

(2) Cf. Lettre du ministre de la justice du 4 mai 1859, ord. du 8 oct. 1814, loi du 28 avril 1816.

(3) Cf. Cogordan, *op. cit.*, p. 297.

(4) Cf. Toulouse, 1^{er} août 1851, S. 52. II. 237 ; Alauzet, *De la qualité de Français*, p. 66.

moyennant l'autorisation du gouvernement de l'engagé (1).

L'autorisation doit être préalable. Si le Français a pris du service militaire à l'étranger sans autorisation du gouvernement, il est *ipso facto* déchu de sa qualité. Il ne peut plus la recouvrer que dans les conditions prescrites par l'article 21. Une autorisation donnée postérieurement serait inefficace. « Il ne dépend pas d'une autorisation tardive de conserver une qualité qui a cessé d'exister ou de restituer celle que le Français a perdue » (2).

3^e condition. — La déchéance n'est encourue que si le Français a pris *volontairement* du service à l'étranger.

Cette condition résulte implicitement des termes de la loi, qui ne prononce la déchéance que contre celui qui *prend* du service militaire ; subie, l'incorporation dans une armée étrangère serait inopérante au point de vue de la dénationalisation (3). *A fortiori* faut-il décider qu'il n'est pas déchu de la qualité de Français, s'il sert dans l'armée étrangère en vertu d'une convention diplomatique entre la France et le pays où il sert comme cela se présente pour l'Espagne en vertu de l'arrange-

(1) Trib. de la Seine, 23 mai 1878, *J. du dr. int. pr.*, 1878, p. 506.
— Cf. Cogordan, *op. cit.*, p. 297.

(2) Weiss, *op. cit.*, p. 493.

(3) Cogordan, *op. cit.*, p. 301. — Trib. de la Seine, 19 juillet 1884, *J. du dr. intern. pr.*, 1885, p. 94 ; Trib. de Lunéville, 29 mai 1889, *Ibid.*, 1890, p. 936.

ment franco-espagnol du 7 janvier 1892, renouvelé le 2 mai 1892 (1).

4^e condition. — Le service militaire doit avoir été pris en état de capacité.

Cette condition est commandée par celle que nous venons d'indiquer. On ne doit tenir compte de la volonté d'un individu que lorsque cet individu est capable de vouloir. Cette idée a été très bien mise en lumière dans un arrêt déjà ancien de la Cour de Metz (2). « On ne peut, dit la Cour, permettre l'aliénation de ses droits civils et politiques à un individu impuissant à aliéner valablement la moindre parcelle de ses immeubles ou de sa fortune mobilière. Aux termes de l'article 1124 du Code civil, le mineur est incapable de s'obliger et par suite de renoncer à ses droits de citoyen. Si les articles 374 du Code civil et 32 § 5 de la loi du 21 mars 1832 (aujourd'hui art. 59 de la loi du 15 juillet 1889), autorisent le mineur âgé de dix-huit ans (aujourd'hui vingt ans) révolus à quitter la maison paternelle pour enrôlement volontaire, ces dispositions exceptionnelles suffisantes pour rendre valable la convention formée entre l'engagé et l'Etat ne relèvent pas le mineur de l'incapacité générale qui lui défend d'abdiquer un de ses droits les plus précieux, la nationalité. »

C'est la solution généralement adoptée par la doctrine (3).

(1) *J. Off.* du 14 juillet 1892.

(2) C. de Metz, 25 avril 1849, S. 49. II. 310.

(3) Aubry et Rau, I, § 74 ; Baudry-Lacantinerie et Houques-Four-

Que décider, lorsque le Français a pris du service militaire à l'étranger en état de minorité et le continue après sa majorité? Nous croyons fermement qu'il ne perd pas la nationalité française. La rupture de son engagement l'exposerait en effet aux peines les plus graves. La continuation de son service ne peut équivaloir à un engagement volontaire. C'est donc seulement au cas où, ayant terminé son engagement, il le renouvellerait que la disposition de l'article 17-4° lui deviendrait applicable (1).

Lorsque ces conditions sont réunies, la déchéance se produit-elle indépendamment de l'intention de l'intéressé? Faut-il que l'engagement soit fait avec l'intention de renoncer à sa patrie? La question revient à se demander si la disposition de l'article 17, § 4, édicte une peine ou n'est que l'effet d'une manifestation de volonté. C'est en ces termes que la question est généralement discutée; il semble cependant qu'elle est mal posée. On ne saurait voir une véritable pénalité dans la déchéance de l'article 17-4°. Elle ne figure pas dans notre système pénal. Il semble également que la dénatio-

cade, *Des personnes*, I, p. 346; Despagnet, *op. cit.*, n° 233; Weiss, *op. cit.*, I, p. 478. — *Contra*: de Folleville, *op. cit.*, n° 478; Trib. de Blidah, 7 avril 1887, *Journ du dr. intern. pr.*, 1889, p. 111; Trib. civ. de la Seine, 17 juillet 1894, D. 95. II. 393, note.

(1) Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, *op. cit.*, p. 347; Despagnet, *op. cit.*, n° 232; Surville et Arthuys, *op. cit.*, p. 113; Pillet, note dans Sirey, 93. II. 65; Douai, 9 juillet 1894, *Journ. du dr. intern. pr.*, 1895, p. 212. — *Contra*: Weiss, *op. cit.*, I, p. 480; Circulaire de M. de Persigny du 1^{er} mai 1862, D. 62. III. 78.

nalisation édictée par l'article 17-4° ne soit pas le résultat d'une manifestation de volonté. C'est une déchéance qui se produit fatalement comme celle par exemple qui résulte de l'expiration d'un délai de prescription (1). Elle ne saurait être écartée par la manifestation d'une volonté contraire. Aucune réserve accompagnant l'acte de l'intéressé ne serait admise pourvu que cet acte soit fait dans les conditions de capacité requises (2).

Il importe de se fixer sur la nature de cette cause de dénationalisation afin de résoudre une question dont la Cour de Paris a eu récemment à s'occuper. Si la prise de service militaire à l'étranger opère mécaniquement, la bonne foi de l'intéressé ne sera pas prise en considération. Voici dans quelles circonstances cette question peut s'élever. Une personne ignore sa nationalité (on ne s'en étonnera pas étant données les incertitudes qui règnent en cette matière) ; dans ces conditions, elle prend du service militaire dans un pays. Plus tard, sa qualité de Français lui est révélée, elle demande à se prévaloir de cette qualité. Pourra-t-on lui opposer la déchéance édictée par notre article 17-4° ? Ce sera certainement rigoureux, mais il semble bien que telle soit la loi. C'est ce qu'ont décidé le Tribunal de la Seine

(1) Pillet, note, S. 97. I. 305.

(2) On a parfois invoqué le caractère pénal de notre disposition pour l'appliquer au mineur capable de discernement. Ce que nous disons de la nature de cette déchéance suffit à réfuter cet argument.

dans un jugement du 17 juillet 1894 (1) et la Cour de Paris dans un arrêt du 30 juin 1896 (2).

§ 3. — Commerce et possession d'esclaves.

Cette cause de perte de la nationalité française n'est pas prévue au Code civil. Elle est réglée par le décret du 27 avril 1848 et les lois des 11 février 1851 et 28 mai 1858.

L'esclavage depuis longtemps aboli en France a subsisté plus longtemps dans nos colonies où il n'a disparu qu'en 1848 et existe encore dans certaines régions.

Depuis un siècle, le législateur français s'est attaché à entraver le développement de l'esclavage et à en amener la complète suppression.

Deux décrets des 16 pluviôse et 22 germinal an II abolirent l'esclavage dans les colonies françaises, mais faute de prendre des mesures transitoires, ces décrets dont le principe ne saurait qu'être approuvé, ne reçurent pas d'exécution et furent abrogés par la loi du 30 floréal an X. Cette loi décide que dans les colonies restituées à la France en vertu du traité d'Amiens (27 mars 1802), l'esclavage sera maintenu conformément aux lois et règlements antérieurs à 1789.

Un décret du 1^{er} avril 1815, deux lois en date du 18 avril 1818 et du 4 mars 1831 s'attachèrent de nouveau à enrayer la traite des noirs en édictant des péna-

(1) *Journ du dr. intern. pr.*, 1894, p. 1023.

(2) *Sous Cass.*, 15 mars 1897, S. 97. I. 303.

lités sévères. D'autres mesures favorables aux esclaves furent encore prises par des ordonnances du 13 juillet 1859 et du 23 juin 1846.

Il appartenait au Gouvernement provisoire de proclamer à nouveau la liberté des esclaves. C'est ce que fit le décret du 3 mai 1848, ainsi conçu : « Considérant que l'esclavage est un attentat contre la liberté humaine ; qu'en détruisant le libre arbitre de l'homme, il supprime le principe naturel du droit et du devoir ; qu'il est en violation flagrante du dogme républicain, liberté, égalité, fraternité. — Considérant que si des mesures effectives ne suivaient pas de très près la proclamation déjà faite du principe de l'abolition, il en pourrait résulter dans les colonies les plus déplorables désordres.

Décète :

Article 1^{er}. — L'esclavage sera entièrement aboli dans toutes les colonies et possessions françaises deux mois après la promulgation du présent décret dans chacune d'elles. A partir de la promulgation du présent décret dans les colonies, tout châtiment corporel, toute vente de personnes non libres seront absolument interdits.

Art. 8. — A l'avenir même en pays étranger, il est interdit à tout Français de posséder, d'acheter ou de vendre des esclaves et de participer soit directement, soit indirectement à tout trafic ou exploitation de ce genre. Toute infraction à ces dispositions entraînera la perte de la qualité de citoyen français. »

Une loi du 3 mai 1849 accordait une indemnité aux colons pour l'affranchissement des esclaves, mais cette indemnité n'a jamais été versée, de sorte que beaucoup de Français se seraient trouvés menacés de perdre leur fortune ou leur nationalité. Un grand nombre de colons se montrèrent peu disposés à perdre leurs biens pour conserver la qualité de Français. Aussi, c'est pour empêcher la dénationalisation des Français établis à l'étranger que la loi du 11 février 1854 étendit à dix ans le délai accordé par le décret de 1848.

En 1858, bien que le délai de dix ans ne fût pas encore écoulé, on dut modifier le décret de 1848. M. Josseau dans son rapport sur le projet de loi, disait (1) : « C'était une généreuse pensée que celle qui voulait que le Français à l'étranger fût partout une protestation vivante contre l'esclavage. Mais lorsqu'on songe que, pour obéir au décret, plus de vingt mille Français établis dans les pays méridionaux de l'Amérique du Nord, dans les colonies espagnoles de Cuba et de Porto-Rico et sur toute la côte du Brésil, devaient dans un délai de trois ans, sous peine d'être dénationalisés, se dessaisir d'une propriété reconnue naguère par notre propre législation, dépouiller leurs établissements de leur unique moyen d'exploitation, les vendre à des conditions désastreuses et renoncer à des industries qui ne peuvent s'exercer sans le travail des esclaves, n'est-on pas

(1) *Moniteur* du 5 mai 1858.

retenu par un vif sentiment d'équité qui ne permet pas de placer des concitoyens entre la ruine de leur fortune et l'abjuration de leur nationalité ? »

La loi votée le 26 mai 1858 maintint en principe la liberté des esclaves proclamée par le décret de 1848, mais elle y apporta un double tempérament : 1° les acquisitions antérieures au décret de 1848 étaient respectées, 2° il en était de même des acquisitions postérieures, lorsqu'elles résultaient de donations, de successions ou de contrat de mariage.

Dans les travaux préparatoires de la loi de 1889, la question de la perte de la nationalité par le trafic des esclaves a été discutée. Le projet primitif, tel qu'il était rédigé par la section de législation du Conseil d'Etat, proposait le retour aux principes de 1848. On laissait un délai d'un an au possesseur d'esclaves pour se mettre en règle. L'article 12 du projet était ainsi conçu : « Perdent la qualité de Français : 7° le Français qui possède, achète ou vend des esclaves et qui participe, soit directement, soit indirectement à tout trafic ou exploitation de ce genre, ainsi que le Français qui possesseur d'esclaves par héritage, don ou mariage, ne les a pas affranchis ou aliénés dans le délai d'un an à partir de sa mise en possession, ou s'il est en possession actuelle, à partir de la promulgation de la loi. »

Le Sénat proposait au contraire l'abrogation des dispositions du décret de 1848. Ce n'était point qu'il voulût légitimer la possession des esclaves, mais il consi-

dérail comme dangereuse la sanction qu'on y attachait, puisqu'elle avait pour résultat de créer des heimathlosen. M. Batbie exprimait ainsi la pensée du Sénat dans la séance du 8 février 1887 (1) : « C'est, disait-il, un principe de droit international, que tout individu doit autant que possible avoir une nationalité, avoir une patrie. Les gens sans patrie doivent être considérés comme n'étant pas dans des conditions normales ; ils sont dans des conditions très gênantes pour la pratique des affaires, car on ne sait quelles lois leur appliquer. Il faut donc, si l'on veut réaliser ce principe, écarter autant que possible, — on ne le pourra pas toujours, — mais il faut écarter autant que possible les causes qui font perdre la qualité de Français à des personnes qui n'acquièrent pas, en même temps, la nationalité dans un autre pays. Or, si le Français qui a fait le commerce des esclaves perd la qualité de Français par le fait qu'il s'est livré à ce négoce illicite, et n'acquiert pas la nationalité dans un autre pays, il en résulte que l'application du décret de 1848 fait de lui un individu sans patrie... On m'objecte que ce Français s'est mis hors du droit de l'humanité... Mais quelles sont les conséquences de la situation des Français que vous placez ainsi en dehors du droit de l'humanité ? C'est qu'ils sont en dehors de la loi et qu'on ne sait pas par quelle loi positive ils sont régis. Il y a bien d'autres criminels qui se placent par

(1) *Journ. officiel* du 9 février 1887.

des faits plus graves en dehors des lois de l'humanité ; il y a des criminels beaucoup plus coupables que ceux qui font le commerce des esclaves et cependant vous ne les placez pas en dehors des lois ; ils ne sont pas dénaturalisés parce qu'ils ont commis des crimes, des forfaits abominables. Certainement, celui qui fait le commerce d'esclaves fait un acte déplorable qu'on ne saurait assez flétrir. Mais il y a des crimes autrement odieux et cependant ceux qui les commettent ne perdent pas la qualité de Français. »

Il y avait un autre motif pour se ranger à cette opinion, c'est qu'il était possible d'atteindre les Français qui se livreraient au trafic des esclaves en édictant contre eux une peine. On ne l'avait pas fait en 1848, parce que le principe de l'exterritorialité des lois n'avait pas encore reçu le développement que lui a donné plus tard la loi du 27 juin 1866. Aujourd'hui une loi qui frapperait d'une peine le Français possédant des esclaves à l'étranger, serait en parfaite conformité avec notre système de législation pénale. Elle serait même plus efficace que le système organisé en 1848 et 1858. Quoi qu'il en soit, c'est ce système qui est encore en vigueur, la Chambre ayant refusé de s'associer aux propositions du Sénat. Le rapporteur, M. Antonin Dubost, en a donné le motif suivant : « Nous avons pensé, dit-il, que dans l'état actuel de nos mœurs, cette cause de perte de la qualité de Français devenant de plus en plus rare, on pouvait, sans inconvénient aucun, non pas la

faire disparaître purement et simplement comme le propose le Sénat, mais laisser subsister la loi spéciale qui la prévoit. » Conformément à cette proposition, la loi de 1889 est muette sur cette hypothèse de perte de la nationalité qui se trouve donc régie par le décret du 27 avril 1848 et la loi du 26 mai 1818.

En conséquence, est privé de la qualité de Français, quiconque possède des esclaves à l'étranger. Toutefois, il échappe à cette pénalité, en prouvant que la propriété de l'esclave a son origine dans l'un des trois modes d'acquisition qui restent permis : succession, libéralités entre vifs ou testamentaires et conventions matrimoniales. Ce qui reste défendu, c'est donc seulement l'achat volontaire d'esclaves.

Cette cause de perte de la qualité de Français n'a pas donné lieu à beaucoup de décisions de jurisprudence. Signalons cependant un arrêt de la Cour de Grenoble en date du 10 juin 1891 (1), qui a décidé que la qualité de Français ne peut être contestée à un propriétaire d'esclaves après sa mort par application du décret de 1848. C'est conforme à la nature pénale de la sanction.

Ce n'est pourtant pas une véritable peine comme l'a décidé le tribunal civil de Mascara par un jugement du 6 février 1895 (2). C'est une déchéance civile qu'il appartient par conséquent aux tribunaux civils de prononcer. Une autre question a été résolue par ce même juge-

(1) *Journ. du dr. intern. pr.*, 1891, p. 1232.

(2) D. P. 95. II. 481.

ment. La solution qu'il donne ne paraît pas souffrir de difficultés. On avait soutenu que le décret de 1848 ayant été rendu par un pouvoir de fait était inconstitutionnel et par conséquent sans autorité légale. La Cour de cassation avait déjà écarté cette doctrine en 1871 (1) et le tribunal de Mascara l'a repoussée également ou plutôt il a déclaré obligatoire le décret de 1848, parce que le pouvoir régulier l'a reconnu et légitimé. « Attendu, dit-il, que cette reconnaissance et cette légitimation ont été obtenues pour le décret de 1848 ; qu'en effet, les lois des 11 février 1851 et 28 mai 1858 ont prorogé le délai imparti aux propriétaires d'esclaves pour régulariser leur situation et implicitement par cela même conféré au décret abolitionniste toute la valeur et la portée légales. » Il ajoute surabondamment que les discussions qui se sont élevées pendant les travaux préparatoires de la loi de 1889 sur le maintien ou l'abrogation du décret du 27 avril 1848 ne laissent aucun doute sur l'intention du législateur de considérer ce décret comme ayant toute la force de la loi (2).

(1) Crim. Cass., 8 juin 1871, D. P. 71. I. 79.

(2) Campistron. — Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 197.

CHAPITRE III

EFFETS DE LA DÉNATIONALISATION.

Le Français qui perd sa nationalité devient étranger. Sa condition est donc en principe régie par les règles qui gouvernent la condition des étrangers. Nous ne saurions évidemment faire entrer dans le cadre de cette étude l'examen de ces règles. Il nous suffira de donner quelques indications. Nous aurons à voir ensuite comment la dénationalisation produit ses effets, comment et par qui elle est constatée. Nous examinerons quels effets produit la dénationalisation sur les rapports juridiques de l'ex-Français avec ceux qui étaient liés à lui par des relations de droit. Nous nous demanderons si la dénationalisation est collective ou individuelle, nous montrerons par de simples indications que l'ex-Français est au point de vue du recouvrement de la nationalité française dans une situation plus favorable que l'étranger ordinaire et nous aurons à nous demander à ce propos, si un arrêté d'expulsion peut l'empêcher de recouvrer sa qualité de Français.

Ces questions peuvent se grouper utilement dans les trois sections suivantes :

Section I. — Effets généraux de la dénationalisation.

Section II. — Effets spéciaux aux déchéances de nationalité.

Section III. — Procédure tendant à faire constater l'extranéité.

SECTION I. — Effets généraux de la dénationalisation.

1° *Au point de vue du dénationalisé.* — En devenant étranger l'ex-Français perd tous les droits attachés à sa qualité y compris les droits politiques qui pouvaient lui appartenir. Ces droits impliquent une participation plus ou moins effective au gouvernement du pays, un étranger ne saurait donc en avoir ni la jouissance, ni l'exercice.

De même l'ex-Français ne pourra plus servir dans l'armée française qui se recrute exclusivement parmi les Français (Loi du 15 juillet 1889). Pour certains, ce ne sera pas là une privation bien sensible ; il arrivait même souvent autrefois que beaucoup de nos nationaux ne poursuivaient pas d'autre but. La jurisprudence, il est vrai, se réservait de contrôler et d'annuler la dénationalisation comme frauduleuse. Au cas où la naturalisation à l'étranger était jugée irrégulière, l'ex-Français qui rentrait sur notre territoire était poursuivi comme insoumis, lorsqu'il répondait aux conditions prévues

par l'article 230 du Code de justice militaire (1). La restriction apportée par le nouvel article 17-1° à la faculté d'expatriation écartera désormais ces difficultés. Ou bien, le Français soumis aux obligations du service militaire actif n'aura pas obtenu l'autorisation du Gouvernement de se faire naturaliser à l'étranger, dans ce cas, sa naturalisation sera nulle au regard de la loi française et il pourra être poursuivi pour insoumission ; ou bien, le Gouvernement lui accorde cette autorisation, il est alors libéré de toutes les obligations dont il était tenu envers son pays.

Cessant d'être Français, il sera, avons-nous dit, dans la situation juridique de l'étranger. On lui appliquera donc en France les règles qui gouvernent la condition civile des étrangers. Son état et sa capacité cesseront d'être régis par la loi française. C'est l'article 11 du Code civil qui déterminera les droits dont il peut jouir en France. Ce texte qui a soulevé de graves controverses doctrinales, est aujourd'hui interprété de plus en plus dans un sens extensif qui arrive à reconnaître aux étrangers la jouissance de tous les droits civils, à l'exception de ceux qu'une loi réserve aux Français, les refusant par là même aux étrangers à moins qu'il n'existe un traité conclu par leur Gouvernement avec la France sur la base de la réciprocité (2).

(1) Cogordan, *op. cit.*, 2^e édit., p. 421 et suiv.

(2) Voir sur la condition des étrangers le tome II du *Traité de droit internat.* de M. Weiss.

Le nombre des droits civils, *stricto sensu*, diminue de plus en plus, c'est à peine si l'on peut citer aujourd'hui le droit d'adopter et d'être adopté, le droit de réclamer la caution *judicatum solvi* et peut-être le droit pour la femme étrangère de demander une hypothèque légale sur les biens de son mari (1). C'est un symptôme heureux, qui fait présager l'abandon des défiances internationales si fâcheuses pour le développement des rapports pacifiques entre les peuples. Les législations récentes ont raison de poser le principe que « l'étranger est admis à jouir des droits civils accordés aux citoyens » (2). Elles arrivent au principe posé par la Constituante, après avoir refusé de s'y associer.

Ils seront soumis aux règles de compétence fixées par les articles 14 et 15.

Ils devront fournir la caution *judicatum solvi* pour les procès intentés par eux contre un Français (article 16).

Pour l'avenir, la condition juridique des ex-Français se trouve donc régie par les règles que nous venons d'énoncer. Mais le changement de nationalité n'a pas d'effet rétroactif. Il n'empêche pas ces individus d'avoir été Français (3). Pour les tiers, il est *res inter alios acta* et ne porte aucune atteinte à leurs droits acquis. On a justement comparé l'effet produit par ce changement

(1) Les auteurs ajoutent quelquefois le droit d'être tuteur. La jurisprudence écarte avec raison cette opinion.

(2) Cf. Code civil italien de 1866, article 3.

(3) Weiss, *op. cit.*, p. 455.

de nationalité à celui qui résulte de la promulgation d'une loi nouvelle relativement aux droits acquis sous l'empire de la législation antérieure (1). Ce principe de non-rétroactivité engendre des conséquences intéressantes. Nous allons examiner les principales.

1° Un Français majeur de 21 ans contracte une obligation. A 22 ans, il se fait naturaliser dans un pays où la majorité civile est fixée à 25 ans par exemple. Il redevient donc incapable. Il ne pourra arguer de cette incapacité pour se soustraire aux engagements valablement souscrits.

2° Un homme marié se fait naturaliser en pays musulman et y contracte de nouvelles unions. Elles ne pourront être opposées à quiconque en France aura un intérêt légitime à se prévaloir du principe.

3° Le Français expatrié fait prononcer le divorce dans sa nouvelle patrie et contracte un nouveau mariage. Le divorce et le second mariage étaient non avenus en France avant la loi de 1884. Ils ne pourraient pas davantage être opposés depuis cette loi si le divorce avait été obtenu pour une cause qu'elle n'aurait pas prévue. Cela ne souffrirait aucune difficulté, dans le système du moins de la jurisprudence, si la naturalisation à l'étranger était frauduleuse. Mais ce serait également vrai en l'absence de toute fraude.

(1) Il en est autrement des Français sous condition résolutoire qui optent pour la nationalité étrangère dans les conditions prévues par l'article 8-4. Weiss, *op. cit.*, I, p. 187.

On objecte cependant, et l'objection s'adresse également à la solution donnée pour l'union polygame, que nul n'a un droit acquis à se prévaloir des conséquences qui résultent de son état et de sa capacité qui peuvent toujours être modifiés par une loi postérieure. Une loi peut autoriser le divorce entre époux mariés sous l'empire d'une loi qui le prohibe.

En raisonnant ainsi, on oublie que le mariage est un contrat dont les effets sont régis par la loi sous l'empire de laquelle il a été contracté. Ces effets ne peuvent être modifiés que si les époux se placent d'accord l'un avec l'autre sous les règles d'une loi différente. Il en est ainsi de la dissolution. « Il est impossible, dit M. Labbé, que chaque époux relève d'une loi différente pour un contrat qui est unique, qui existe ou qui n'existe pas, qui produit un effet à l'égard des deux ou qui n'en produit pas. Comment concevoir un mariage dissous pour l'une des parties et subsistant pour l'autre ? Comment concevoir un époux engagé dans les liens d'un mariage actuel et n'ayant pas de conjoint ? Comment concevoir le devoir de fidélité sans réciprocité ? Comment concevoir la société conjugale réduite à ne compter qu'un seul membre ? » (1).

4° Aux termes de l'article 15 du Code civil : « un Français pourra être traduit devant un tribunal de France pour des obligations par lui contractées en pays

(1) Labbé, *Journ. du dr. intern. pr.*, 1877, p. 21; Weiss, *op. cit.*, p. 456 et les nombreuses autorités citées en note.

étranger, même avec un étranger ». — Un Français régulièrement assigné devant un tribunal français par un étranger, perd sa nationalité postérieurement à cette assignation.

Peut-il décliner la compétence de ce tribunal en invoquant l'exception d'extranéité ? Non, en vertu du principe de non-rétroactivité. « Le fait d'un changement ultérieur de nationalité est sans influence sur la marche de la procédure régulièrement engagée », dit la Cour de cassation dans un arrêt du 4 février 1891 (1).

On a cependant essayé de contester cette solution en argumentant de ce que l'exception d'extranéité serait une exception d'ordre public. Si les tribunaux français ne sont pas obligés de juger les contestations entre étrangers, cela tient, dans le système de la jurisprudence, à ce que d'abord le droit d'obtenir justice est un privilège de nos nationaux, ensuite à ce que les tribunaux français ne sont pas obligés de connaître les lois étrangères et surtout enfin à ce que nos tribunaux déjà très occupés doivent consacrer tout leur temps à la solution des litiges intéressant des Français. Quelle que soit la valeur de ces arguments jugés très faibles par la doc-

(1) Civ. Cass., 4 févr. 1891, D. P. 91. I. 413, avec les conclusions de M. l'avocat général Desjardins. Voir en outre sur la procédure de 1^{re} instance et d'appel dans cette importante affaire : Paris, 21 févr. 1889, D. P. 89. II. 273 avec la note de M. Glasson. — Voir aussi la note de M. Meynial sous cet arrêt dans Sirey, 91. I. 449 et le rapport de M. le Conseiller Faure-Biguet dans la *Revue prat. du dr. intern.*, 1890-91, I, p. 188 et suiv.

trine récente, ce sont ceux qui justifient l'exception d'extranéité, ils touchent tous à l'intérêt de la bonne administration de la justice, et par suite à l'intérêt général.

L'exception d'extranéité a donc un certain caractère d'ordre public, par conséquent le tribunal français doit se dessaisir dès qu'elle est invoquée par l'un des plaideurs. Sans doute la jurisprudence décide qu'elle doit être opposée *in limine litis*. Encore faut-il qu'elle soit née pour être opposée. Or, dans les espèces du genre de celle que nous discutons, l'exception naît au cours du procès. Elle peut donc être opposée au moment où elle prend naissance.

Ces objections ne sauraient prévaloir contre la règle de la non-rétroactivité de la naturalisation posée au début de cette discussion. L'exception d'extranéité n'est pas d'ordre public puisqu'elle peut se couvrir par le consentement des parties. Ici sans doute, on ne peut alléguer une renonciation à se prévaloir d'une exception qui n'était pas née au moment de l'assignation. Mais les règles de la procédure s'opposent à ce qu'elle soit invoquée au cours du procès. « Aucun événement postérieur à l'engagement de l'instance, dit avec raison M. Garsonnet (1), ne peut enlever au juge le droit de juger qu'il avait au jour de la demande. » « C'est un droit pour les parties, dit-il ailleurs (2), que d'être ju-

(1) *Traité de procédure*, I, p. 739.

(2) *Ibid.*, II, p. 254.

gées par le tribunal où la demande est portée ; de là vient qu'elle fixe invariablement la compétence de ce tribunal et lui impose l'obligation de juger à peine de déni de justice (1). » Il n'en serait autrement que s'il surgissait une exception d'ordre public, obligeant le juge à se dessaisir. Or aucun texte, aucun principe ne s'opposent à ce qu'un Tribunal français tranche le litige élevé entre deux étrangers. Donc, l'ex-Français ne pouvant opposer l'exception d'incompétence, parce qu'il ne peut par sa volonté modifier la compétence du juge saisi par une assignation régulière, et le tribunal n'étant pas davantage obligé de se dessaisir, l'affaire reste de sa compétence.

Mais il faut pour cela que le tribunal soit déjà saisi. Si avant toute assignation, le Français est devenu étranger, son co-contractant étranger ne pourra pas se prévaloir de l'article 15 de notre Code civil. C'est qu'en effet il n'y avait pas pour lui *droit acquis* à invoquer cette disposition légale, mais une simple *expectative*. On doit appliquer ici comme en matière de rétroactivité des lois, la distinction entre le droit acquis et le droit éventuel.

L'application que nous venons de faire de cette idée n'est pas la seule. On en trouve une autre en matière de successions. Il faut croire qu'elle n'est guère contestable, car nous ne connaissons pas de décisions judiciaires sur la question. Un Français se fait naturaliser dans un

(1) V. dans le même sens Carré et Chauveau, *Lois de la procédure civile*, I, p. 282 ; Req., 30 déc. 1884, D. P. 85. I. 421.

pays où la dévolution des biens est régie autrement qu'en France. Il meurt étranger. Les héritiers qui auraient pu prétendre à sa succession s'il était resté Français, seront exclus par ceux qu'appelle la nouvelle loi nationale du *de cujus*. Ils n'avaient en effet qu'un droit éventuel à cette succession, non un droit acquis.

Nous rappelons que dans le système de la jurisprudence, toute naturalisation frauduleuse à l'étranger est destinée à rester sans effet en France. Elle ne veut pas qu'un Français change de patrie dans le seul but d'échapper aux prescriptions ou aux prohibitions de notre loi.

Tels sont les effets produits par la perte de la qualité de Français relativement à l'individu qui change de nationalité ou est frappé par la déchéance de sa qualité. Mais la dénationalisation est-elle purement individuelle? Ne peut-elle pas atteindre sa famille, c'est-à-dire sa femme et ses enfants?

2° *Au point de vue de la famille.* — Lorsque la dénationalisation résulte de la déchéance du titre de Français encourue dans l'un des cas que nous avons examinés dans la section II du chapitre II, nul doute ne peut s'élever. La déchéance est une sorte de pénalité, elle est rigoureusement personnelle. Une déchéance collective aurait d'ailleurs le résultat regrettable de multiplier les heimathlosen.

En est-il de même de la dénationalisation qui résulte d'un changement de nationalité? Sous l'empire du Code civil de 1804 la jurisprudence et la doctrine étaient una-

nimes pour rejeter le caractère collectif de la dénationalisation. Quand un chef de famille se faisait naturaliser à l'étranger, sa femme et ses enfants restaient Français même lorsque la loi étrangère leur conférait la nationalité. « La naturalisation, disaient très justement Aubry et Rau, est subordonnée à des conditions que doit remplir en personne l'individu qui y aspire. Elle est le résultat d'un contrat formé entre cet individu et la nation qui l'adopte. Les effets de la naturalisation sont donc essentiellement personnels et incommunicables » ; et ils décidaient par application de cette même idée que « les causes diverses qui entravent la perte de la qualité de Français n'opèrent cet effet que d'une manière individuelle et par rapport aux personnes dans lesquelles elles se produisent (1). »

La question avait été discutée pour la femme. Quelques auteurs avaient soutenu que la femme suivant la condition de son mari en se mariant devait la suivre au cours du mariage (2). C'était donner à l'article 19 un sens qu'il n'avait pas. Le texte ne disait pas que la femme dût nécessairement avoir la même nationalité que son mari, mais seulement qu'en épousant un étranger, elle acquerrait sa nationalité ou plus exactement, comme nous l'avons déjà remarqué, elle perdait la na-

(1) Aubry et Rau, 1, § 74, note 31 et § 74, p. 272. Voir dans le même sens : Demolombe, I, n° 75 ; Demante et Colmet de Santerre, I, n° 36 bis ; Labbé dans Sirey, 76. I. 289 ; Weiss, *op. cit.*, I, p. 462. Cass., mai 1862, S. 62. I. 657 ; et 19 juillet 1875, S. 76. I. 289.

(2) Voir notamment Fœlix, *Rev. étr. et fr.*, 1843, p. 447.

tionalité française. On peut lui supposer l'intention d'acquérir la nationalité de son mari ; on ne saurait raisonnablement supposer que la femme entende accepter à l'avance toute nationalité qu'il plaira au mari d'acquérir au cours du mariage.

On pourrait bien invoquer contre cette manière de voir les articles 213 et 214 du Code civil imposant à la femme l'obéissance à son mari et l'obligation « de le suivre partout où il juge à propos de résider ». Mais on ne saurait légitimement tirer de ces textes, la conclusion que le mari en changeant de nationalité entraîne la dénationalisation de sa femme. La femme mariée garde sa personnalité, à elle de voir quels sont les actes qui peuvent lui être utiles. Si elle doit demander l'autorisation de son mari, celui-ci ne doit user de sa prérogative que dans l'intérêt de sa femme. Il lui doit sa protection, l'article 213 le dit. La femme est seule juge de l'intérêt qu'elle peut avoir à changer de nationalité. C'est un acte des plus importants, puisqu'il fait régir son état et sa capacité par une autre loi. Sa volonté est nécessaire pour qu'il s'accomplisse.

Sans doute, elle doit suivre son mari partout où il lui plaît de se fixer, même à l'étranger. Les rédacteurs du Code l'ont reconnu, mais ils ont reconnu en même temps que le mari n'a pas le droit de faire de sa femme une étrangère (1). On peut résider sur le territoire d'un Etat sans y acquérir le droit de cité.

(1) Locré, *Leg.*, IV, p. 393 et suiv. — On déduisait logiquement

Quant aux enfants, la question n'était pas douteuse pour les majeurs, mais quelques auteurs avaient prétendu que les mineurs ne pouvaient avoir d'autre nationalité que celle de leur père. On ne pourrait le décider autrement, sans briser l'unité de la famille (1). C'était oublier que la puissance paternelle s'exerce dans l'intérêt de l'enfant, que le père doit l'exercer dans ce seul but. Or, l'enfant seul devra décider à l'époque de sa majorité, si son intérêt est de rester Français ou de suivre la nationalité de son père.

Tels étaient les principes à peu près unanimement adoptés par la jurisprudence et les auteurs avant la loi de 1889. Ont-ils été modifiés par cette loi? Faut-il aujourd'hui maintenir son effet individuel à la dénationalisation du chef de famille ou lui donner un effet collectif? (2)

Dans les travaux préparatoires, on s'est préoccupé de cette question. La section de législation du Conseil d'Etat avait inséré dans son projet un article 14 ainsi conçu : « La perte de la qualité de Français s'étend à la femme et aux enfants mineurs, à la double condition qu'ils ne résident pas en France et que la nationalité nouvelle leur soit acquise par le fait de la naturalisation à l'étranger du mari ou du père. » Cet article adopté

de là que la femme obligée de suivre son mari ne saurait perdre sa nationalité française sous le prétexte d'un établissement à l'étranger sans esprit de retour.

(1) Duvergier, Consultations dans Sirey, 1832. II. 642.

(2) Gruffy, *De l'unité de nationalité dans la famille*.

par le Sénat en première lecture a disparu de la loi. Cela prouve que l'idée de consacrer la dénationalisation collective, contrairement à l'opinion de la jurisprudence et des auteurs, d'abord acceptée par le législateur, a été ensuite rejetée par lui.

Le rapporteur au Sénat, M. Delsol s'en est formellement expliqué pour une hypothèse particulière dans la séance du 6 juin 1889. « Les enfants, dit-il, ne suivront nullement la nationalité de la mère (il s'agit de la veuve française épousant un étranger), car le changement de nationalité de leur mère n'est pas un fait qui puisse leur faire perdre la qualité de Français. » Et il ajoutait : « c'est là une règle constante de notre droit civil. »

Et pourtant le législateur qui a négligé de s'expliquer sur la dénationalisation collective a attribué à la naturalisation en France un effet collectif (art. 12, § 2 et 3).

Dans le projet préparé par le Conseil d'Etat, il y avait une corrélation étroite entre la dénationalisation collective et la naturalisation collective. La loi ne contient plus rien sur l'effet collectif de la dénationalisation. Elle consacre la naturalisation collective avec certaines restrictions. La femme et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé peuvent obtenir la qualité de Français, sans condition de stage, soit par le décret qui confère cette qualité au mari, au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 9. Quant aux enfants mineurs, ils deviennent Français, à moins

que dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité conformément aux dispositions de l'article 8-4°. Ne faut-il pas décider, pour être logique, que cette disposition de la loi nouvelle doit aussi s'appliquer à la naturalisation d'un Français à l'étranger ? On l'a soutenu (1).

Cette conclusion ne nous paraît nullement nécessaire. On ne s'expliquerait pas la suppression de l'article du projet qui consacrait la dénationalisation collective, si on avait voulu l'admettre. D'ailleurs, les préoccupations d'esprit, sous l'influence desquelles a été votée la loi du 26 juin 1889, expliquent sans peine cette suppression. Si le législateur a attaché l'effet collectif à la naturalisation en France, c'est qu'il voulait augmenter le nombre de nos nationaux. A l'inverse, il importait de ne pas diminuer ce nombre par une dénationalisation collective. Cette idée si souvent mise en avant dans la discussion de la loi explique mieux que les considérations théoriques la solution de la loi. Aussi l'opinion que nous défendons triomphe-t-elle dans la doctrine (2). C'est celle qu'applique l'administration (3).

Il est à peine utile de remarquer que très souvent la loi étrangère conférera à la femme et aux enfants du Français qui se sera fait naturaliser la nationalité obtenue

(1) Cohendy, *Le Droit* des 2-3 novembre 1889.

(2) Weiss, *op. cit.*, I, p. 462 et suiv.; Gruffy, *De l'unité de la nationalité dans la famille*, p. 80 ; Le Sueur et Drèyfus, *op. cit.*, p. 198

(3) Gruffy dans *J. du dr. intern. pr.*, 1894, p. 473.

par le chef de famille ou du moins leur accordera le bénéfice d'une naturalisation privilégiée. Lorsque la femme et les enfants capables de manifester leur volonté, auront accepté la nationalité étrangère, ils perdront la qualité de Français par application de l'article 17-1°. Mais il n'y a pas là un échec au principe de la dénationalisation collective. Chacun ne sera dénationalisé que s'il l'a voulu.

Nous avons dit au commencement de cette section que l'ex-Français devenait étranger. Le législateur n'a cependant pas pu se résoudre à rompre complètement les liens qui l'attachent à la France. Il lui a permis de se faire réintégrer dans sa qualité de Français pour se soumettre aux conditions prescrites pour la naturalisation. Moins indulgent cependant que le législateur de 1804 pour l'enfant prodigue qui demande à rentrer de nouveau dans son ancienne patrie, le législateur de 1889 exige que l'ex-Français obtienne un décret de réintégration. C'était déjà l'usage par une interprétation abusive du Code civil. La loi du 26 juin 1889 l'a consacré (art. 18). On exige en outre que l'ex-Français réside en France. C'est une garantie de la sincérité des sentiments dont il se prétend animé envers son ancienne patrie. Nous n'entrerons point dans l'étude des conditions requises pour le recouvrement de la qualité de Français. La naturalisation par réintégration ne fait pas partie du plan de cette étude.

Signalons seulement une très intéressante question

qui a reçu des solutions différentes de la Chambre civile et de la Chambre criminelle de la Cour de cassation et qu'un arrêt des Chambres réunies a tranchée le 9 décembre 1896 (1). L'individu né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français et qui a été l'objet d'un arrêté d'expulsion, peut-il impunément rentrer en France, afin d'y remplir la condition de domicile qui lui est imposée par la loi civile pour qu'il puisse réclamer la qualité de Français ? La Cour a adopté l'affirmative : « Attendu qu'aux termes de l'article 10 du Code civil, l'individu né à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français peut réclamer cette qualité à tout âge, à la condition de faire sa soumission de fixer en France son domicile et de l'y établir dans l'année, à compter de l'acte de soumission ; qu'investi ainsi par la loi du droit de devenir Français par un acte de sa volonté, le réclamant est légalement apte par cela même à accomplir les conditions auxquelles la réalisation de cette volonté est subordonnée ; qu'il ne saurait donc être empêché par une mesure de police d'établir son domicile en France, ni par suite quand il a été expulsé, d'y rentrer après avoir fait sa soumission de s'y fixer ; que depuis la loi du 22 juillet 1893 sa déclaration doit, à la vérité, être enregistrée au ministère de

(1) Cass., ch. réunies, 9 déc. 1896, D. 97.I.161; S. 97.I.297; *Pand. fr.*, 97. I. 18 avec les conclusions de M. le procureur général Manau. *Addé* l'étude de M. Lainé sur l'expulsion des étrangers appelés à devenir Français par le bienfait de la loi dans *J. du dr. intern. pr.*, 1897, p. 449 et suiv., 701 et suiv.

la justice à peine de nullité et que l'enregistrement qui doit être refusé en cas d'inexistence des conditions requises, peut l'être pour cause d'indignité (1), même quand elles sont remplies ; mais que cette disposition implique précisément le droit du réclamant et en est la confirmation ; qu'en donnant en effet au gouvernement le pouvoir d'annuler après coup la déclaration par refus d'enregistrement, elle suppose nécessairement qu'il ne peut l'empêcher ; qu'elle eut été inutile, si l'arrêté d'expulsion en mettant obstacle à l'établissement en France du domicile du réclamant, paralysait son droit. »

SECTION II. — Effets spéciaux aux déchéances de nationalité.

La déchéance de nationalité produit très souvent l'heimathlosat. Le législateur enlève la qualité de Français à celui qui conserve une fonction publique étrangère malgré les injonctions de notre Gouvernement ou à celui qui prend du service militaire à l'étranger et enfin au possesseur ou trafiquant d'esclaves. Rien ne prouve qu'ils aient acquis une nationalité étrangère. Ce sera souvent vrai dans les deux premiers cas, bien que les fonctions civiles et militaires soient de plus en plus rare-

(1) Pendant l'année 1897 le Gouvernement sur l'avis du Conseil d'Etat a refusé l'enregistrement de 15 de ces déclarations. Voir le rapport au Garde des sceaux du directeur des affaires civiles dans le *Journal officiel* du 5 mars 1898.

ment conférées à des étrangers. Le contraire est possible.

Nous nous trouvons alors en présence d'individus sans patrie. L'existence de ces individus est un danger social. Sans attaches avec aucun pays, ils sont une proie facile pour le vagabondage ; sans droits civiques, ils n'ont généralement que de la haine pour les sociétés qui les repoussent. Fatalement, ils fournissent de nombreuses recrues à l'armée des malfaiteurs. Il est rare qu'ils ressentent quelque amertume à ne pas avoir de patrie. Le sentiment patriotique est chez eux très émoussé, ils n'ont pas hésité à sacrifier leur patrie d'origine, sans se préoccuper d'en acquérir une nouvelle.

L'exercice de leurs droits politiques les laisse indifférents, ils ne souffrent pas d'en être privés, il leur suffit de jouir des droits civils *stricto sensu*. Et sur ce point, nous avons déjà montré que la tendance des législations est d'accorder à toute personne, quelle que soit sa nationalité, l'exercice de ses droits civils. En France, nous avons dit que l'article 11 du Code civil était interprété en ce sens que l'étranger jouit de tous les droits civils, sauf les rares droits spécialement conférés aux seuls Français. Pour ceux-là, les étrangers n'en jouissent que s'il y a un traité entre la France et l'Etat auquel ils appartiennent. Les heimathlosen en sont donc forcément privés, mais ils n'ont guère à en souffrir, étant donnée la nature exceptionnelle de ces droits. La condition de l'heimathlos est particulièrement peu enviable, en ce

qui concernè la faculté d'expulsion. N'ayant droit de cité dans aucun Etat, il peut être chassé de tous et renvoyé sans cesse d'une frontière à l'autre, sans pouvoir jamais être rapatrié.

Ce que les heimathlosen apprécient surtout, c'est d'être soustraits aux charges qui pèsent sur les nationaux du pays qu'ils habitent. Ils en prennent prétexte pour les tourner en dérision. Le service militaire est dépeint par eux comme une corvée sans dignité. Ces sentiments gagnant de proche en proche, multiplient les insoumissions.

Ce qui d'ailleurs rend tout particulièrement tolérable leur situation, c'est que l'humanité fait un devoir de les assister quand ils sont dans le besoin. Ils profitent comme les nationaux des soins de l'Assistance publique et ne rendent en échange aucun service.

Une tendance très marquée à lutter contre l'heimathlosat s'est depuis longtemps manifestée en France par une double série de mesures que nous avons déjà indiquées.

On a d'abord diminué le nombre des causes de déchéance. Il faudrait les supprimer comme le proposait le Congrès tenu à Venise en 1896 par l'Institut de Droit international qui a formulé le vœu suivant : « nul ne peut perdre sa nationalité ou y renoncer que s'il justifie qu'il est dans les conditions requises pour obtenir son admission dans un autre Etat. La dénationalisation ne peut jamais être imposée à titre de peine. »

D'un autre côté, on s'est attaché à s'assimiler les enfants des familles étrangères établies en France. Les lois de 1851, de 1874, de 1889 marquent les étapes de cette marche dans la voie du *jus soli*. Là n'est peut-être pas la meilleure manière de procéder. Elle aboutit en effet dans la majorité des cas à attribuer à un enfant une double nationalité.

Une autre voie, celle-là indirecte, peut également permettre d'atteindre le but. C'est une bonne loi sur le séjour des étrangers en France qui permettrait d'exercer sur eux une surveillance suffisante sans devenir inquisitoire. Elle rendrait leur séjour sans dangers tout en ne nous privant pas des services que peut nous rendre l'élément étranger, qui est souvent plus apte que les ouvriers français à l'accomplissement de certaines besognes particulièrement dures ou répugnantes.

SECTION III. — Procédure tendant à faire constater l'extranéité.

L'état de national de tel pays n'est pas constaté. C'est un élément important de l'état des personnes dont la preuve se trouve ainsi rendue souvent très difficile. On se l'explique, si on considère que cest un élément susceptible de changer fréquemment pendant l'existence d'un individu. Le changement de nationalité est sans doute dans plusieurs cas constaté par l'autorité administrative du pays d'adoption : cela n'est d'ailleurs pas

toujours vrai, mais jamais en France du moins, on ne constate la perte de la nationalité, sauf dans le cas d'une déclaration d'option pour la nationalité étrangère dans les conditions prévues par l'article 8-4°. Il est cependant souvent du plus grand intérêt de fournir la preuve de l'extranéité, soit au point de vue de l'exercice de certains droits privés (articles 11, 15, 16, Code civil, etc.), soit surtout au point de vue de l'exercice des droits politiques.

Si la qualité d'étranger n'est pas reconnue à celui qui s'en prévaut ou à qui on l'oppose, comment en fournira-t-on la preuve ? La question demande à être examinée à un double point de vue. D'abord quelle est l'autorité compétente pour statuer sur la perte de la qualité de Français ? Qui peut agir pour obtenir la constatation de l'extranéité ?

§ 1. — Autorité compétente.

La question de savoir quelle est l'autorité compétente pour statuer sur la dénationalisation d'un Français n'a jamais soulevé de difficultés. Tout le monde est d'accord pour décider que c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de trancher cette question.

Il n'est pas besoin d'insister longuement pour justifier cette solution. Le pouvoir judiciaire est en effet le gardien de l'état des personnes. Or, la nationalité est l'élément primordial de cet état. D'autre part, la détermination des conditions auxquelles un individu cesse

d'être Français, suppose une interprétation de la loi qui entre normalement dans les attributions des tribunaux judiciaires (1).

Les actes par lesquels l'administration semblerait reconnaître l'extranéité d'un individu ne lient pas l'autorité judiciaire. Ainsi l'autorisation donnée à un mineur de se faire naturaliser à l'étranger, n'empêcherait pas les Tribunaux de décider que le mineur n'a pu perdre sa qualité de Français. A l'inverse, la renonciation anticipée à la faculté d'option pour la nationalité étrangère qui est possible d'après le décret du 13 août 1889 n'empêcherait pas l'autorité judiciaire de reconnaître que la faculté d'option a pu être valablement exercée par l'individu renonçant, dans l'année qui suit sa majorité.

Ce que nous disons de l'administration, nous le dirions aussi du vote de l'une de nos Chambres législatives qui aurait validé un étranger élu député ou sénateur. L'extranéité de cet individu pourrait sans aucun doute être invoquée devant les tribunaux judiciaires (2).

Le tribunal compétent est le tribunal civil du domicile du défendeur, conformément au droit commun. En appel, la Cour statue en audience solennelle.

Tous autres tribunaux sont incompétents ; si donc la question de nationalité est soulevée devant eux, ils doivent surseoir à statuer jusqu'après la décision du tribu-

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 693.

(2) Cf. *Revue prat. de dr. intern. pr.*, 1892, II, p. 33 et suiv.

nal civil. Il a été fait souvent application de cette idée, notamment pour le cas où un individu dont la nationalité est contestée, demande à se faire inscrire sur les listes électorales. Le juge de paix compétent pour statuer sur l'inscription ou la radiation d'un électeur doit attendre la décision du tribunal civil.

Ainsi en est-il par exemple du cas où un individu ayant servi dans une armée étrangère, se voit contester sa nationalité et allègue qu'il n'a pas cessé d'être Français parce qu'il prétend avoir obtenu l'autorisation du gouvernement (1).

C'est ce que disait récemment le tribunal de commerce de la Seine : « S'il est possible aux tribunaux de commerce de déclarer qu'une partie qui se présente devant eux est française, il n'en est ainsi que s'il résulte des documents versés aux débats que cette partie a déjà exercé d'une façon incontestable des droits qui sont inhérents à la qualité de Français. Dans le cas contraire, ils doivent surseoir à statuer jusqu'à la décision des juges compétents » (2).

Le Conseil d'Etat devrait également surseoir à sa décision, si elle suppose non résolue la question d'extranéité d'un individu (3).

(1) Cass., 15 avril 1878, S. 80. I. 375. V. d'autres hypothèses dans les arrêts de la Cour de cassation du 19 avril 1880 (D. P. 80. I. 154); 28 mars 1889, *Pand. fr.*, I. 414.

(2) Trib. de comm. de la Seine, 15 janvier 1897, *J. du Dr. int. pr.*, 1897, p. 354.

(3) Cf. les conclusions de M. Le Vavas seur de Précourt sous Cons.

Il en est de même du Conseil de revision ou du Conseil de guerre (1).

Encore faut-il dans toutes ces hypothèses que la contestation soit sérieuse pour que le sursis doive être ordonné (2). S'il ne subsiste aucun doute en présence des documents produits, il doit être statué immédiatement (3).

Devant la juridiction répressive au contraire, a question de nationalité n'est pas une question préjudicielle. Elle peut être soulevée notamment dans l'hypothèse où un individu prétendrait échapper à la loi pénale française, parce qu'il ne tomberait pas sous l'application des articles 5 et suivants du Code d'instruction criminelle, tels qu'ils ont été modifiés par la loi de 1866 et dans le cas où il prétendrait ne pas avoir contrevenu à un arrêté d'expulsion, parce qu'il ne serait pas étranger. C'est le tribunal répressif qui la tranchera.

On ne saurait étendre à la nationalité la disposition de l'article 326 du Code civil qui proclame la compétence exclusive des tribunaux judiciaires pour les questions de filiation. On connaît le motif erroné qui a fait édicter cette disposition. Le législateur de 1804 crai-

d'Etat, 14 mars 1884, S. 86. III. 2; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 124.

(1) Cass., 25 juin 1885, *Journ. du dr. intern. pr.*, 1885, p. 674; Conseil de revision de Paris, 26 mai 1887 (*Le Droit*, n° du 24 juin 1887).

(2) Cass., 17 avril 1883, D. P. 84. V. 188.

(3) Cass., 24 avril 1882, D. P. 83. V. 196; Cass., 30 avril 1890, *Rev. prat. de dr. intern. pr.*, 1890-91. I, p. 19.

gnait que les règles sur la preuve de la filiation ne fussent pas observées devant les tribunaux répressifs. Il oubliait que ce n'est pas la juridiction, mais la nature du fait à prouver qui détermine les preuves admissibles. Rien de pareil n'existe pour la question de nationalité pour laquelle il n'a été apporté aucune restriction au système des preuves (1).

En conséquence, il faut décider avec une jurisprudence constante que le juge de l'action étant juge de l'exception, le juge répressif doit trancher la question de nationalité quand elle constitue l'un des éléments du délit (2).

Les règles sur la charge de la preuve se trouvent réunies dans les deux adages latins : *Actori incumbit probatio*. — *Reus excipiendo fit actor*. — Ils doivent ici recevoir leur application. Nous avons déjà signalé la difficulté qui s'élève sur le point de savoir qui doit fournir la preuve de la dénationalisation de la femme par son mariage avec un étranger (3).

La décision rendue n'aura, comme les décisions judiciaires, qu'une autorité toute relative. Et la question d'extranéité pourra se poser toutes les fois qu'il y aura intérêt à la faire résoudre.

(1) Cass., 7 déc. 1883, S. 83. I. 89.

(2) Cass., 5 janvier 1870, D. P. 70. V. 397 ; 7 décembre 1883, S. 83. I. 89 ; Trib. correct. de Nice, 6 janvier 1893, *Pand. fr.*, II. 38.

(3) Cf. *suprà*, p. 92.

§ 2. — Qui peut agir ?

La constatation d'extranéité présente, avons-nous dit, un intérêt privé ou un intérêt public. Il arrive souvent qu'il importe à un particulier de faire déclarer l'extranéité d'une autre personne (compétence, caution *judicatum solvi*, prélèvements successoraux, etc.). Dans ce cas, elle prendra l'initiative de la poursuite.

Que si un individu réclame l'exercice de ses droits politiques et qu'ils lui soient contestés, contre qui devra-t-il diriger son action ?

La loi militaire du 15 juillet 1889 donne au préfet le pouvoir de représenter l'Etat dans les difficultés que soulève la formation des listes du contingent.

Faut-il généraliser cette disposition et faire dans tous les cas des préfets le représentant de l'Etat dans les contestations relatives à la nationalité ? Ce n'est pas l'opinion généralement suivie (1). Elle soulève des contradictions (2).

Le ministère public peut-il prendre l'initiative d'une action en contestation de nationalité ? On peut le lui permettre par argument de l'article 6 de la loi du 20 avril 1810, aux termes duquel « en matière civile, le ministère public poursuit d'office l'exécution des lois dans les *dispositions qui intéressent l'ordre public* ». Ce texte dont

(1) Weiss, *op. cit.*, I, p. 700.

(2) *J. du dr. intern. pr.*, 1876, p. 486 ; 1888, p. 391 ; Dreyfus et Le Sueur, *op. cit.*, p. 126.

la portée a été controversée, est aujourd'hui interprété par la jurisprudence en ce sens que le ministère public est investi du droit d'action dans tous les cas où l'ordre public est intéressé (1). S'il en est ainsi, on peut dire « que la disposition ayant pour but de faire déclarer un citoyen déchu de la qualité de Français, intéresse au plus haut point l'ordre public dans une société démocratique, où le vote universel est comme la base de l'organisation politique ». C'est ce que décidait le tribunal civil de Mascara dans un jugement du 6 février 1895 (2).

Dans un arrêt récent du 9 janvier 1895, la Cour de Besançon a cru devoir affirmer une doctrine contraire, en déclarant irrecevable l'action en reconnaissance de la qualité de Français formée directement contre le ministère public (3). Dans l'espèce, il n'était pas nécessaire de formuler une doctrine absolue en contradiction avec la jurisprudence de la Cour de cassation. Il s'agissait en effet d'une question de recrutement. Or, nous savons qu'en cette matière, la compétence du préfet est exclusive (Loi du 15 juillet 1889, art. 34). Si l'arrêt de la Cour de Besançon amène un revirement de jurisprudence, le contentieux de la nationalité en subira un contre-coup. Il faudra donner aux préfets compétence générale pour représenter l'Etat dans les questions de nationalité.

(1) Cass., 22 janv. 1862, S. 62. I. 257 et les conclusions du procureur général Dupin.

(2) D. P. 95. II. 481. — V. dans le même sens Colmar, 19 mai 1867, D. P. 68. II. 225, cité *suprà*.

(3) *J. du dr. int. pr.*, 1897, p. 805 ; *Pand. fr.*, 95. II. 88.

CHAPITRE IV

LÉGISLATION COMPARÉE.

L'examen des législations étrangères nous amène à constater que la doctrine de l'allégeance perpétuelle ne peut plus s'accommoder avec les idées modernes. Le respect de la liberté individuelle est la condition de toute organisation sociale en même temps qu'elle en est le but. Aussi voyons-nous consacrer à peu près partout la faculté d'expatriation. Nous voyons aussi et il faut le regretter, que presque toutes admettent la déchéance de la nationalité. On s'explique cette sorte d'unanimité par une idée bien naturelle, qui est une survivance des idées antiques. La qualité de citoyen d'un Etat est considérée par chaque législateur comme un privilège dont la privation peut au même titre que la privation de la vie ou de la liberté, constituer une peine. Il y a là une erreur qu'il serait bon de déraciner. Elle est la principale source de l'heimathlosat dont nous avons déjà montré les dangers.

Le groupement des législations étrangères est assez difficile. Beaucoup ne diffèrent entre elles que par des nuances et celles qui ont des points de comparaison présentent des divergences fondamentales quant aux

effets. Nous allons essayer de les grouper en tenant compte de la force du lien d'allégeance qui retient chaque individu à sa patrie d'origine. Nous aurons ainsi un 1^{er} groupe composé des législations qui consacrent encore l'allégeance perpétuelle, — un 2^e groupe, comprenant les pays où le lien peut être rompu par la naturalisation à l'étranger, mais sous certaines réserves, — un 3^e groupe, composé des nations qui reconnaissent la liberté d'expatriation.

La diversité des législations amène fatalement des conflits de lois. Nous aurons à poser les principes qui peuvent servir à les résoudre.

SECTION I. — Examen des législations étrangères sur la dénationalisation.

1^{er} GROUPE. — *Pays d'allégeance perpétuelle.*

La doctrine de l'allégeance perpétuelle est encore consacrée en Russie, aux Etats-Unis et dans quelques Etats de l'Amérique du Sud, notamment la République Argentine.

Russie.

En Russie, l'indissolubilité du lien de sujétion a longtemps été admise très rigoureusement (1). Avant l'ukase du 6 mars 1864, une seule cause de dénationa-

(1) Estoppey dans *J. du dr. int. pr.*, 1889, p. 565 et suiv.; Reymond, *ibid.*, 1887, p. 436.

lisation était consacrée par la législation russe : la femme russe qui se mariait avec un étranger perdait sa nationalité. A ce cas que l'ukase (art. 15) a maintenu, il en a ajouté un autre tout transitoire qui s'applique seulement à ceux qui ont acquis la nationalité russe antérieurement à l'ukase. Ils peuvent perdre la nationalité russe, soit en émigrant hors du territoire impérial, soit s'ils continuent d'y résider en obtenant du Gouvernement dont ils se réclament un acte de légitimation (1). Ils doivent en outre s'acquitter de leurs dettes envers le Trésor, les corporations ou les particuliers. Depuis la loi militaire du 1^{er} janvier 1874, ils doivent avoir satisfait aux obligations militaires, s'ils n'en ont été exemptés (art. 3).

Les Russes d'origine ne peuvent perdre leur nationalité, à moins cependant qu'ils n'obtiennent la naturalisation dans un pays qui reconnaisse la domination du tzar comme le Grand-Duché de Finlande. La naturalisation à l'étranger constitue l'infraction que prévoit et punit l'article 325 du Code pénal russe dans les termes suivants : « Quiconque devient sujet d'une puissance étrangère est passible pour cette violation de son devoir de sujet loyal, de la perte de tous ses droits civils et politiques et d'un exil permanent hors des frontières de l'Empire ; dans le cas où il reviendrait en Russie, il serait déporté en Sibérie. »

(1) Beauchet dans *J. du dr. int. pr.*, 1884, p. 247.

(2) Communication de M. Castren dans Cogordan, *op. cit.*, p. 215.

La doctrine de l'allégeance perpétuelle commence à être battue en brèche en Russie comme ailleurs. Un projet de loi soumis en 1887 au Conseil de l'empire soustrayait à toute déchéance le sujet russe naturalisé à l'étranger. Rentré en Russie, il devait toujours être considéré comme étranger, mais le séjour d'un an devait suffire à lui faire recouvrer la nationalité russe (1). Le projet n'est pas devenu loi.

Etats-Unis.

« Tous les membres de la communauté civile sont unis par un contrat, disait en 1799 le Chief Justice de la Cour suprême ; l'une des parties figurant à ce contrat ne peut le rompre par son propre fait. » Ce principe procède de l'idée féodale qui unit le vassal au souverain de la terre, c'est-à-dire à l'Etat qui a succédé aux droits des seigneurs. Il reste à la base de la législation américaine, qui ne consacre en termes exprès qu'un seul cas de dénationalisation. Aux termes de la section 1996 des Statuts révisés, les personnes qui désertent le service militaire ou naval des Etats-Unis et ne se représentent pas dans les délais fixés sont déchus de leurs droits de citoyen.

Pratiquement cependant, il paraît qu'on permet à un citoyen d'abdiquer sa qualité par une renonciation expresse ou tacite. On voit une renonciation tacite dans

(1) *J. du dr. int. pr.*, 1888, p. 297.

l'émigration sans esprit de retour. Le mariage d'une Américaine avec un étranger, si elle s'établit dans le pays de son mari avec l'intention de s'y fixer définitivement lui fait perdre sa nationalité. Il en serait différemment si elle conservait son domicile aux Etats-Unis (1).

Cette rupture avec la doctrine de l'allégeance perpétuelle est inspirée par un bill du 27 juillet 1868 dont les motifs proclament éloquemment la liberté de s'expatrier. « Le droit d'expatriation est un droit naturel qui appartient à tous les hommes ; sans lui pas d'existence, pas de liberté possible et pas de bonheur. Il importe à la paix publique que la prétention d'une allégeance perpétuelle soit promptement et définitivement repoussée (2). » Il est regrettable qu'une loi ne soit pas venue consacrer ce principe et donner une direction à la pratique hésitante. Le message présidentiel du 7 décembre 1875 signalait cette lacune sur une question sur laquelle, disait-il, aucune incertitude ne doit exister. Cet appel n'a pas été entendu, il ne peut manquer de l'être dans un avenir plus ou moins proche.

Vénézuéla.

Quelques Etats de l'Amérique du Sud sont encore restés fidèles au principe de l'allégeance perpétuelle.

(1) Voir la lettre de M. Henry Vignaud, chargé d'affaires des Etats-Unis à Paris, à M. Clunet dans le *J. du dr. int. pr.*, 1890, p. 533. — Adde, Kelly, *ibid.*, 1884, p. 162 et suiv.

(2) Cf. Lawrence, *Comment. sur Wheaton*, t. III, p. 239 et suiv.

Ainsi la nationalité vénézuélienne est indélébile. Mais il est juste de constater que la constitution du Vénézuéla ne punit pas l'expatriation. Il est loisible aux nationaux de ce pays de se fixer à l'étranger, d'y acquérir une nationalité étrangère et s'ils reviennent se fixer sur le territoire du Vénézuéla, ils conservent leur nationalité d'origine (1).

République Argentine.

Il en est de même dans l'Argentine. La loi du 1^{er} octobre 1869 prive seulement de leurs droits politiques : « les individus naturalisés en pays étranger, — ceux qui acceptent des emplois sous un gouvernement étranger sans l'autorisation du Congrès, — les banqueroutiers frauduleux, — les condamnés à mort ou à une peine infamante (Article 8). » Le mariage reste sans influence sur la nationalité de la femme argentine qui épouse un étranger (2).

2^e GROUPE. — *Pays où la dénationalisation exige certaines conditions.*

La doctrine de l'allégeance perpétuelle ne sera bientôt plus qu'un souvenir. La très grande majorité des

(1) Constitution du 27 avril 1881 (art. 7). Loi du 25 mai 1882 dans *Ann. de lég. étrang.*, 1860, p. 960. La constitution du 21 juin 1893, *ibid.*, 1893, p. 823, est également muette sur la dénationalisation.

(2) Daireaux dans *J. du dr. int. pr.*, 1886, p. 298.

législations consacrent la pleine liberté d'expatriation. Cependant nous devons signaler un groupe de législations qui sous l'influence de raisons diverses ont subordonné généralement à la condition d'une autorisation du Gouvernement, la rupture de l'allégeance de leurs nationaux. Dans ce groupe figurent les législations du droit germanique ou inspirées par lui, sauf l'Autriche. Nous signalerons notamment : l'Allemagne, la Suisse, la Hongrie, le Danemark. A ces législations, il faut ajouter celle de l'empire ottoman.

Allemagne.

Aux termes de la loi du 1^{er} juin 1870, « la nationalité fédérale est acquise à toute personne qui a la nationalité d'Etat et se perd avec elle » (1). Nous devons donc rechercher comment se perd la nationalité d'Etat. Les cas de dénationalisation sont les suivants :

1^o *Congé sur demande*. — C'est un permis d'émigration délivré par les autorités administratives du pays. L'impétrant doit justifier de sa naturalisation dans un autre Etat allemand, à moins qu'il n'ait accompli ses devoirs militaires en Allemagne ou n'en soit exempté.

(1) Voy. sur cette loi les observations de M. Lyon-Caen à la Société de législation comparée dans la séance du 16 juin 1870 (*Bull. de la Soc. de législ. comp.*, 1870, p. 238 et suiv.) et la traduction annotée qu'il en a donnée dans l'*Ann. de lég. étr.*, 1872, p. 183. Adde Kløppel, La nationalité et la naturalisation dans l'Empire allemand, *J. du dr. int. pr.*, 1891, p. 80 et suiv., p. 426 et suiv.

L'article 15 de la loi de 1870 est sur ce point très explicite (1).

Du jour de la délivrance du congé, l'impétrant perd sa nationalité. Le congé est cependant considéré comme non avenu, si celui qui l'a obtenu n'a pas été naturalisé dans un autre Etat allemand ou n'a pas transporté son domicile hors de l'Empire.

2° La nationalité allemande se perd aussi par l'établissement à l'étranger pendant dix ans consécutifs. C'est notre ancienne déchéance de la nationalité par l'établissement à l'étranger sans esprit de retour. Mais à la différence de l'ancienne législation française, la loi allemande présume l'absence d'esprit de retour après dix ans de séjour à l'étranger (2).

L'inscription sur les registres d'un consulat allemand au lieu de sa résidence empêche le délai de 10 ans de courir.

Le délai part du jour de la sortie du territoire fédéral (3). Cependant si le national allemand est en possession d'un passeport, le délai ne commence à courir

(1) Keidel, Renseignements pratiques sur la nationalité allemande, *J. du dr. inter. pr.*, 1893, p. 800.

(2) *Ibid.*, p. 800 ; et une décision du tribunal de l'Empire du 6 février 1893, *ibid.*, p. 906.

(3) Il commence à courir contre un mineur qui s'est fixé à l'étranger en minorité et a continué à y résider après sa majorité. Trib. de l'Empire, 15 juin 1894, *Journ du dr. inter. pr.*, 1895, p. 640 ; 28 nov. 1895, *ibid.*, 1896, p. 228 ; Adde, Klöppel, La nationalité dans l'empire allemand, *ibid.*, p. 90.

que du jour de sa péremption (Loi de 1870, art. 21) (1).

Ce délai peut être réduit à cinq ans par des traités pour les sujets allemands, s'ils résident sans interruption sur un territoire étranger pendant ce laps de temps et s'ils y obtiennent leur naturalisation (2).

3° La femme allemande qui se marie avec un sujet étranger perd sa nationalité (3).

4° Enfin dans une série de cas, la nationalité se perd par une déchéance infligée par l'autorité centrale.

Cette déchéance frappe :

a) L'Allemand qui, résidant à l'étranger, n'a pas obéi à la sommation de rentrer dans un certain délai en cas de guerre déclarée ou imminente (art. 20).

b) L'Allemand qui, sans obtenir l'autorisation du Gouvernement, entre au service d'un Etat étranger et ne défère pas à l'ordre qui lui est donné de se démettre de ses fonctions (art. 22).

c) Enfin l'Allemand qui exerce illégalement des fonctions ecclésiastiques sur le territoire de l'Empire (Loi du 4 mai 1874, art. 1) (4).

La loi d'introduction du nouveau Code civil allemand maintient les dispositions de la loi du 1^{er} juin 1870 en

(1) Cf. Roguin, *Conflit des lois suisses en matière internationale et intercantonale*, p. 42.

(2) Cf. Trib. de l'Empire de Leipzig, arrêt du 2 juin 1872, *Journ. du dr. intern. pr.*, 1882, p. 352.

(3) Cf. Fromageot, *op. cit.*, p. 157, note 2.

(4) *Annuaire de lég. étr.*, 1873, p. 135 (trad. et note de M. Demarets).

ce qui touche la perte de la nationalité allemande (art. 41) (1). Elle précise seulement certains points relatifs à la dénationalisation des mineurs. La dénationalisation y reste collective.

Hongrie (2).

La perte de la nationalité hongroise résulte à peu près des mêmes causes que la perte de la nationalité allemande, savoir :

1° La naturalisation à l'étranger après un congé accordé par le Ministre de l'intérieur en temps de paix, par le roi en temps de guerre, à la condition que l'impétrant soit dégagé de ses obligations militaires, soit libéré de ses impôts envers l'Etat ou la commune, ne soit pas sous le coup d'une poursuite pénale ou d'une condamnation non encore exécutée et qu'enfin il soit capable (art. 21 à 25).

2° Le séjour de dix ans à l'étranger sans autorisation du gouvernement (art. 31) (3).

3° Le mariage d'une Hongroise avec un sujet étranger (art. 34).

4° La déchéance prononcée contre les nationaux qui, ayant accepté une fonction publique à l'étranger, ne l'abandonnent pas dans le délai qui leur est imparti par le gouvernement hongrois (art. 30).

(1) De Meulenaere, *Code civil allemand et loi d'introduction*, p. 660.

(2) Loi du 20-24 décembre 1879, *Ann. lég. étr.*, 1880, p. 351.

(3) Affaire Kossuth, *J. du dr. int. pr.*, 1894, p. 1143.

Suisse (1).

La loi fédérale du 3 juillet 1876 a consacré le droit d'expatriation (2). Certains cantons avaient jusqu'à cette loi consacré la doctrine de l'allégeance perpétuelle. Il en était ainsi par exemple dans le canton de Genève. « Il était de principe en droit public genevois, dit un jugement du Tribunal civil de Genève (3), que la qualité de Genevois fixée sur la tête d'un enfant au moment de sa naissance était indélébile et qu'elle ne pouvait se perdre, ni par l'acquisition d'une nationalité étrangère, ni même par la renonciation qu'aurait déclaré vouloir y faire le citoyen qui en était nanti. Il était même absolument interdit au gouvernement et aux autorités de Genève de recevoir une telle renonciation. » Un principe analogue était consacré par les constitutions des cantons de Neuchâtel, de Fribourg, de Saint-Gall, du Tessin.

Le droit de cité n'est plus indélébile dans la Confédération helvétique depuis la loi fédérale du 3 juillet 1876. Cette loi a posé les règles générales sur la naturalisation et la renonciation à la nationalité suisse. Les lois can-

(1) Estoppey, *La loi fédérale du 31 juillet 1876 sur la naturalisation*; E. Roguin, *Conflits des lois suisses en matière internationale et intercantonale*.

(2) Estoppey, *La naturalisation et la renonciation à la nationalité d'après la législation suisse*, dans le *J. du dr. int. pr.*, 1887, p. 565 et suiv.

(3) Jug. du Trib. civil de Genève du 16 décembre 1879 dans la *Revue de dr. int.*, 1880, p. 112 et les observations de M. Lehr.

tonales ne peuvent s'en écarter. Mais à condition de les respecter, les législations cantonales peuvent déterminer les conditions auxquelles elles subordonnent la renonciation à la nationalité (1). Nous nous bornerons à indiquer comment se perd la nationalité suisse d'après la loi de 1876.

C'est par la voie d'une renonciation qu'un Suisse devient étranger à sa patrie d'origine.

Cette renonciation est soumise à certaines formalités qui doivent être observées pour qu'elles produisent la dénationalisation. Elle consiste dans une déclaration adressée au Gouvernement cantonal, accompagnée de la justification des conditions requises, savoir :

A. — La capacité civile dans son pays d'adoption ; un mineur ne peut donc pas renoncer par l'intermédiaire de son tuteur ainsi que l'a jugé le Tribunal fédéral (2). La preuve de la capacité peut se faire par tous les moyens.

B. — La perte de toute résidence en Suisse : cette émigration est un indice des plus certains de l'intention de renoncer à la nationalité suisse (3).

C. — L'acquisition actuelle ou la certitude de l'ac-

(1) V. par exemple sur la naturalisation genevoise et la renonciation à la nationalité genevoise, l'article de M. Reymond dans le *Journ. de dr. int. pr.*, 1887, p. 436.

(2) Trib. fédéral, 4 avril 1884, *J. du dr. int. pr.*, 1886, p. 249. — Cf. Roguin, *op. cit.*, p. 12 ; Estoppey, *La loi fédérale du 31 juillet 1876*, p. 86.

(3) Trib. féd., 26 mars 1881, *Recueil officiel*, 481 ; 19 octobre 1888, *ibid.*, 548.

quisition de la nationalité dans le pays dont il se réclame. Le but poursuivi apparaît clairement : tarir les sources de l'heimathlosat. Cependant on se contente de la naturalisation dans une colonie anglaise, destinée à ne produire effet que dans la colonie (1). En dehors de la colonie, l'ex-Suisse sera sans nationalité.

Ces conditions sont nécessaires et suffisantes. Le non-accomplissement du service militaire, le non-paiement de l'impôt ne sont pas des motifs suffisants de refus de la manumission (2).

Quand la déclaration est parvenue au Conseil cantonal avec les déclarations requises, il la porte à la connaissance du public. Les autorités de la commune d'origine du déclarant sont informées. Tout intéressé, y compris la commune, peut former opposition dans un délai de quatre semaines (3). L'opposition est jugée par le Tribunal fédéral. Faute d'opposition ou s'il en est donné mainlevée, le renonçant est déclaré étranger à la commune et au canton par le Conseil cantonal.

Ce n'est qu'après la renonciation faite dans les formes que nous venons d'indiquer que le national suisse est dénationalisé. La simple naturalisation à l'étranger ne suffit pas. En conséquence, le citoyen suisse naturalisé à l'étranger, qui n'a pas encore fait sa renonciation, ne peut être expulsé (4).

(1) Trib. féd., 27 janv. 1888, *Recueil off.*, 48.

(2) Trib. féd., 4 juillet 1890, *ibid.*, 499.

(3) Trib. féd., 19 oct. 1888.

(4) Trib. féd., 17 déc. 1887, *Rev. prat. de dr. intern. pr.*, 1890-91, p. 244.

Turquie.

Les questions de nationalité présentent en Turquie un intérêt particulier à raison du régime des capitulations qui laisse les étrangers sous l'empire de leurs lois et de leurs juridictions nationales.

Longtemps la Turquie reconnut le droit pour un sujet ottoman d'adopter une nouvelle patrie. Ce régime favorisait le calcul suivant : les sujets turcs s'apercevant de la position privilégiée dont jouissaient les étrangers résidant dans l'Empire, se mettaient sous la protection d'un Etat étranger, sans quitter le territoire ottoman. Lorsqu'un règlement de 1863 eut limité le nombre de ces protégés étrangers, les sujets ottomans se firent naturaliser sujets d'une puissance étrangère, toujours en restant sur le territoire de l'Empire. C'est alors qu'est intervenue la loi du 19 janvier 1869 dont l'article 5 dispose que : « Aucun sujet ottoman ne pourra, dans tous les cas, se faire naturaliser étranger, qu'après avoir obtenu un acte d'autorisation délivré en vertu d'un iradé impérial (1). »

A cette cause de perte de la nationalité ottomane, il faut ajouter :

(1) Voir le texte de cette loi dans Cogordan, *op. cit.*, p. 532, et le mémoire adressé par le Gouvernement ottoman aux puissances étrangères pour expliquer le but de la loi, *Ibid.*, p. 547. — Adde l'étude de M. Salem, *Die rechtliche Stellung der im Auslande naturalisirten Ottomanen*, publiée par la *Zeitschrift für internationales Privat-und Strafrecht*, 1891, p. 551 et suiv.

1° Le mariage d'une femme ottomane avec un sujet étranger. — La loi ne s'est pas expliquée expressément sur ce point, mais cette solution résulte d'un argument certain tiré de l'article 7 de la loi du 19 janvier 1869 qui permet à la femme ottomane, mariée à un étranger et devenue veuve « *de recourir* sa qualité de sujette du sultan, en faisant une déclaration dans les trois années qui suivront le décès de son mari ».

La femme ottomane perd sa nationalité par son mariage, sans avoir à obtenir l'autorisation de son Gouvernement. C'est ce qu'a décidé un avis du Conseil d'Etat de Turquie ratifié par le Conseil des Ministres (1).

2° La déchéance prononcée par le gouvernement contre le sujet ottoman qui s'est fait naturaliser à l'étranger ou qui a accepté des fonctions militaires près d'un Gouvernement sans l'autorisation de son souverain. — Dans ce cas, la perte de la qualité de sujet turc entraînera de plein droit l'interdiction, pour celui qui l'aura encourue, de rentrer dans l'empire ottoman (Loi du 19 janvier 1869, art. 6).

Un règlement du 17 juillet 1869 (2) a institué au Ministère des Affaires étrangères une commission chargée des affaires de nationalité. « Les personnes qui, à la suite de l'enquête de cette commission auraient été reconnues comme appartenant effectivement à une nationalité étrangère, seront munies d'un certificat imprimé,

(1) Cf. Salem dans le *J. du dr. int. pr.*, 1888, p. 477 et suiv.

(2) V. le texte dans Cogordan, *op. cit.*, p. 533.

destiné à faire foi du résultat de cette enquête en indiquant leur nationalité reconnue. Ces certificats seront valables pour tous les tribunaux et conseils de l'Empire (Art. 8). »

3^e GROUPE. — *Pays où la dénationalisation a lieu de plein droit par la naturalisation à l'étranger.*

C'est ce groupe qui comprend le plus grand nombre de législations. Toutes les législations du type latin ont définitivement rompu avec le système de l'allégeance perpétuelle. Elles ont été suivies par les législations anglo-saxonnes et scandinaves. Dans ce groupe figurent à côté de la France, l'Italie, la Grèce, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne, le Portugal, le Brésil, le Mexique, la Colombie, l'Angleterre, la Suède et la Norvège. Il faut ajouter l'Autriche parmi les législations germaniques. Nous nous exposerions à des redites en examinant séparément chacune des législations de ces Etats. Nous allons parcourir les causes de dénationalisation et voir la mesure dans laquelle chaque législation les consacre.

I. — Dans tous les pays que nous venons d'énumérer, la nationalité se perd par une naturalisation à l'étranger sans qu'il soit besoin pour le national d'obtenir l'autorisation de rompre son allégeance (1). Ce n'est qu'assez

(1) Code civil italien (art. 11-2^o) ; C. civ. grec (art. 23-1^o) ; C. civ. belge (art. 17-1^o) ; Loi néerlandaise de 1850 (art. 10) ; Const. espagnole

récemment que quelques-uns de ces pays ont repoussé l'allégeance perpétuelle, l'Angleterre notamment. « C'est un principe de la loi universelle, disait Blackstone (1), que le sujet d'origine ne peut ni par son fait personnel, ni même en jurant allégeance à un autre souverain, se décharger de l'allégeance naturelle qu'il devait à son souverain. » L'Act du 12 mai 1870 a abandonné ce vieux principe.

II. — A côté de la naturalisation à l'étranger, la plupart des législations que nous venons d'énumérer attachent la perte de la nationalité au mariage d'une nationale avec un étranger (2).

Il en est cependant autrement de la femme hollandaise (3).

La question est discutée pour la femme brésilienne. La nationalité brésilienne est conférée à la femme étrangère qui épouse un sujet brésilien par la loi du 10 septembre 1860 (art. 1). La même loi décide que la femme

du 30 juin 1876 (art. 1) ; C. civ. portugais (art. 22-1^o) ; Loi mexicaine du 22 mai 1886 (art. 2, V) ; Const. colombienne du 4 août 1886 (art. 9) ; Loi anglaise du 12 mai 1870 (art. 6) ; Loi norvégienne du 21 avril 1888 (art. 6, a) ; Loi suédoise du 1^{er} oct. 1894 (art. 5) ; Lettres patentes de l'Empereur d'Autriche du 24 mars 1832.

(1) Blackstone et Stephen, *Commentaries on the law of England*, t. II, p. 402.

(2) C. civil italien (art. 14) ; C. civ. hellène (art. 25) ; C. civ. belge (art. 19) ; C. civ. espagnol (art. 22) ; C. civil portugais (art. 22-4^o) ; Loi mexicaine du 28 mai 1886 (art. 2, IV) ; Loi anglaise du 12 mai 1870 (art. 10-1^o) ; Code civil autrichien (art. 32) et décret du 10 juin 1835 ; Loi suédoise du 1^{er} octobre 1894 (art. 6).

(3) Cf. Roguin, *op. cit.*, p. 16.

brésilienne suivra *la condition* de son mari. Le Conseil d'Etat a interprété ce mot dans le sens de condition civile et déclaré en conséquence que la femme brésilienne ne perdait pas sa nationalité en se mariant à un étranger (1).

Parmi les législations qui font résulter la dénationalisation de la femme de son mariage avec un étranger, il en est peu qui contiennent la sage restriction ajoutée en 1889 à l'article 19 de notre Code civil, à savoir que la perte de la nationalité n'est encourue que si la loi nationale du mari confère sa nationalité à la femme qu'il épouse. C'est une réforme qui devrait s'introduire dans toutes les législations.

Nous devons signaler parmi les pays appartenant au groupe que nous étudions et qui sur ce point consacrent une solution analogue à celle de notre article 19 : le Code civil portugais (art. 22-4°) ; la loi mexicaine du 28 mai 1886 sur les étrangers et la naturalisation (2) (art. 2, IV).

III. — Une autre cause de dénationalisation qu'on rencontre encore dans la plupart des législations est celle qui résulte de l'acceptation de fonctions publiques, civiles ou militaires, conférées par un gouvernement étranger (3).

(1) de Folleville, *op. cit.*, p. 646.

(2) *Ann. de lég. étr.*, 1887, p. 922.

(3) C. civ. italien (art. 41-3°) ; C. civil grec (article 23-2°) ; Loi néerlandaise du 29 juillet 1850 (art. 10) ; Const. espagnole du 30 juin 1876 (art. 1) ; Constitution portugaise du 29 avril 1826 (art. 8-2°) et

La Belgique ne connaît plus cette cause de perte de la nationalité. La loi du 21 juin 1865 a abrogé l'article 21 de notre Code civil de 1804. Cette abrogation s'explique par la neutralité de la Belgique. Pour le même motif, la disposition de notre article 17-2° n'y est plus en vigueur. La loi suédoise du 1^{er} octobre 1894 est également muette sur cette cause de dénationalisation.

En Autriche, les lettres patentes du 24 mars 1832, mettent sur le même pied que l'acceptation de fonctions publiques à l'étranger :

1° L'entrée dans une corporation religieuse étrangère ou dans une corporation exigeant la présence effective de ses membres sur un territoire étranger ;

2° Dans certains cas, le refus opposé par un citoyen autrichien qui s'est fixé à l'étranger de rentrer en Autriche, lorsqu'il en est sommé par les autorités autrichiennes.

IV. — La déchéance par l'établissement à l'étranger sans esprit de retour se retrouve encore dans plusieurs des législations dont nous nous occupons. Il en est ainsi notamment en Belgique, en Norvège, en Suède, en Autriche (1).

Un délai est parfois fixé, à l'expiration duquel l'ab-

Code civil portugais (art. 22-2°); Loi mexicaine du 28 mai 1886 (art. 2, VI).

(1) C. civ. belge (art. 17-3°); Loi norvégienne du 21 avril 1888 (art. 6, b); Lettres patentes de l'Empereur d'Autriche du 24 mars 1832.

sence d'esprit de retour est présumé. Ce délai est souvent de cinq ans ou dix ans (1).

On fait généralement exception à cette règle en faveur de ceux qui ont fondé un établissement commercial, sauf à puiser dans d'autres circonstances la preuve de l'absence de l'esprit de retour (2).

Le législateur italien a fait disparaître cette cause de déchéance dans le Code civil de 1865. Elle n'existe pas non plus en Grèce, en Espagne, en Portugal, en Angleterre. Il est à souhaiter qu'elle disparaisse de toutes les législations. Elle est une source injustifiable de l'heimathlosat. C'est ce qu'a pensé le législateur français après les législateurs des pays que nous venons de citer.

V. — Quelques-unes des législations que nous étudions, admettent la renonciation pure et simple de la nationalité d'origine.

En Italie, le sujet italien peut perdre sa nationalité

(1) Loi néerlandaise du 29 juillet 1830 (art. 10) ; les lettres patentes du 24 mars 1832 décident que l'Autrichien qui séjourne continuellement à l'étranger pendant 5 ans perd sa nationalité, s'il s'y est transporté avec sa famille et y a établi le centre de ses intérêts. Faute de ces conditions, la dénationalisation ne s'opère qu'après dix ans.

C'est également par un délai de dix ans que la nationalité suédoise est perdue pour celui qui après sa majorité quitte son pays natal. L'article 7 de la loi du 1^{er} octobre 1894 détermine les conditions auxquelles on peut garder sa nationalité tout en séjournant à l'étranger.

(2) Cf. *Pandectes belges*, 1888, p. 1235 ; loi néerlandaise de 1830 (art. 19) ; loi mexicaine du 28 mai 1886 (art. 2, III).

en faisant une renonciation devant l'officier de l'état civil de son domicile et en transférant sa résidence sur un territoire étranger (C. civ., art. 14-1°).

En Angleterre, l'abdication de la nationalité anglaise est permise à celui qui s'est fait naturaliser Anglais, à la condition que sa patrie d'origine tiennne cette abdication pour efficace. Elle se fait sous forme de déclaration devant un juge de paix sur le territoire de la métropole, devant un fonctionnaire ayant qualité pour recevoir un serment dans les colonies anglaises, devant un agent diplomatique ou consulaire anglais sur le territoire étranger (Loi de 1870, art. 3).

VI. — Nous devons constater que la dénationalisation ne résulte plus dans les pays qui font partie de ce groupe, des condamnations pénales. Elles sont sur ce point conformes aux données rationnelles que nous avons exposées.

En Portugal cependant, la perte de la nationalité est attachée au bannissement pendant toute la durée de la peine (Constit., art. 8-3° et C. civ., art. 22-3°).

Effets de la dénationalisation.

La dénationalisation a dans toutes les législations pour effet direct de faire considérer comme étranger l'ancien national. Sa situation dans son pays d'origine est plus ou moins favorable selon la condition que fait aux étrangers la loi de son ex-patrie et selon les traités

qui unissent celle-ci à son pays d'adoption. Nous ne pouvons insister sur ce point.

Faisons remarquer qu'il existe encore un trop grand nombre de causes de déchéance ne correspondant pas à l'acquisition d'une nationalité. La déchéance résultant d'une abdication pure et simple de la nationalité d'origine, de l'acceptation de fonctions publiques à l'étranger, de l'établissement au dehors sans esprit de retour, la dénationalisation de la femme qui épouse un étranger, alors que la loi nationale du mari ne lui confère pas sa nationalité, ce sont là les sources abondantes de l'heimathlosat dont nous avons souvent déjà montré les inconvénients.

La majorité des législations admettent la dénationalisation collective, contrairement à la doctrine généralement suivie en France. Cet effet collectif s'explique par le désir de maintenir l'unité dans la famille. C'est le système qu'on trouve consacré par les législations suivantes : l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Suisse, la Suède et la Norvège, l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique (1). Dans tous ces pays, la femme, les enfants mineurs acquièrent la nationalité avec leur chef de famille qui s'y fait naturaliser, comme à l'inverse, ils perdent cette nationalité en même temps que lui. — Toutefois la dénationalisation à titre de peine est généralement individuelle.

(1) Pour ce qui concerne les références législatives, se reporter aux lois que nous avons précédemment citées. V. Weiss, *op. cit.*, p. 645 et suiv.

D'autres législations ne s'expliquent pas sur la dénationalisation. Parmi elles, quelques-unes sans attribuer un effet collectif à la naturalisation, facilitent à la femme et aux enfants l'acquisition de la nouvelle nationalité du chef de famille (1), les autres admettent le principe de l'effet individuel de la nationalité (2). Ces dernières consacrent par réciprocité l'effet individuel de la dénationalisation. Il en est généralement ainsi des premières. En facilitant à la femme et aux enfants l'acquisition de la nationalité nouvelle du chef de famille, elles ne se croient pas obligées de les soustraire à leur allégeance, lorsque le chef de famille s'y soustrait. L'explication est assez naturelle : chaque législateur est disposé à considérer comme une faveur l'octroi de sa nationalité ; d'autre part, il a intérêt à maintenir sous son allégeance le plus grand nombre possible de sujets.

La loi d'introduction du Code civil allemand décide cependant que, sauf disposition contraire contenue dans l'affranchissement (*Entlassung*), celui-ci s'étend en même temps à la femme et à ceux des enfants dont la représentation légale appartient à l'affranchi en vertu de sa puissance paternelle.

SECTION II. — Conflits des lois

Ainsi que nous avons pu le constater par le rapide ex-

(1) Ex. la Belgique, la Grèce, le Brésil, la République Argentine.

(2) Ex. le Portugal, la Russie, la Roumanie, la Turquie.

posé que nous venons de faire des législations étrangères, les causes de dénationalisation diffèrent à la fois quant à leurs conditions et quant à leurs effets.

Chaque législation règle unilatéralement les conditions et la portée individuelle ou familiale de l'acquisition et de la perte du droit de cité. Il y a là une double source de conflits qui apparaîtra facilement, nous en rechercherons ensuite la solution.

§ 1. — Cas où des conflits peuvent s'élever.

Nous avons vu que les diverses législations pouvaient se diviser en trois groupes quant aux causes de dénationalisation, les unes admettant l'allégeance perpétuelle ; les autres subordonnant la rupture du lien national à des autorisations émanées du gouvernement dont ressortit celui qui veut changer de nationalité ; les autres enfin, faisant résulter de plein droit la perte de la nationalité d'origine de l'acquisition d'une nationalité étrangère.

Dans ce dernier cas, la situation est simple et ne donnera guère matière à conflits. Mais dans les deux autres hypothèses, le conflit est permanent. Un individu appartenant à une nation de l'une ou l'autre de ces deux catégories se fait naturaliser à l'étranger alors qu'il ne peut rompre son allégeance ou qu'il doit demander une autorisation qu'il n'a pas obtenue. Il a deux nationalités. C'est par exemple un Russe qui se fait naturaliser

en France, en Allemagne ou aux Etats-Unis (1), ou un Allemand qui sans obtenir le congé requis se fait naturaliser à l'étranger.

Le conflit peut exister encore à raison de la différence dans les conditions de capacité requises par les pays d'origine et celui d'adoption. Ainsi un Hollandais n'est majeur qu'à 23 ans, alors que beaucoup de législations fixent la majorité à 21 ans. Une personne pourra donc avoir deux nationalités en vertu du principe généralement admis que « si l'acquisition d'une nationalité nouvelle est régie par la loi du pays où elle est obtenue, la perte de la nationalité l'est par celle du pays auquel appartient l'individu naturalisé » (2).

Un conflit de même nature s'élève lorsqu'une femme épousant un étranger, garde sa nationalité, suivant la loi de son pays d'origine et acquiert la nationalité du mari d'après la loi nationale de celui-ci. Ce conflit est possible entre la législation hollandaise et celles qui contiennent une disposition analogue à celle de notre article 12 du Code civil.

Enfin si on se place au point de vue collectif ou individuel reconnu à la naturalisation ou à la dénationali-

(1) Voir l'étude de M. Beauchet sur *les sujets russes naturalisés américains dans leurs rapports avec la mère-patrie* dans le *Journal de droit international privé*, 1884, p. 247, et l'étude de M. Lehr dans la *Revue du dr. int.*, 1880, p. 313.

(2) Ce principe est très bien posé par l'arrêt de la Cour de Lyon du 19 mars 1875, S. 76. II. 21, et reproduit par un arrêt de la Cour de cassation de Florence du 23 avril 1881, S. 84. IV. 21.

sation, on voit apparaître une nouvelle source de conflits. Un Français père de famille se fait naturaliser dans un pays admettant la naturalisation collective en Allemagne par exemple. Les enfants mineurs seront Allemands suivant la loi allemande et resteront Français suivant la loi française, si on l'interprète conformément à la doctrine généralement reçue (Cf. *suprà*, p. 135).

Voilà bien des sources de conflits (1). Comment les résoudre ?

§ 2. — Solution des conflits de lois.

Ce qui rend tout particulièrement difficile la solution des conflits de lois en notre matière, c'est que nous manquons du critérium principal qui sert à déterminer en général la loi qui doit régir la condition d'un individu. La doctrine la plus moderne tend à donner la préférence à la loi nationale. L'Etat existe par ses sujets, il abdiquerait sa souveraineté, s'il renonçait à gouverner la condition juridique de ses nationaux à l'étranger. Les lois d'un pays sont faites pour l'utilité des nationaux. Elles doivent en principe les régir en tous lieux et dans tous leurs rapports juridiques, sous réserve des atténuations résultant de l'ordre public international, de l'autonomie de la volonté et de la règle *locus regit actum*. Telle est la doctrine qui tend à prévaloir (2).

(1) Voir quelques autres hypothèses dans Glard, *op. cit.*, p. 470 et suiv.

(2) Weiss, *op. cit.*, t. III.

Mais comment l'appliquer à la solution des conflits soulevés par le changement de nationalité ? Ce qui est en effet en discussion ici, c'est précisément la détermination de la loi nationale de l'individu que revendiquent à la fois deux Etats. A quelles lois sera-t-il soumis ? Lorsque la question de sa nationalité se pose devant les tribunaux de l'un des Etats auxquels il appartient, il semble que la solution donnée par le Code civil japonais soit la plus rationnelle : « Celui qui a en même temps la nationalité japonaise et une nationalité étrangère est soumis à la loi de l'empire », dit l'article 8. Il semble en effet que les juges de l'un des Etats, qui considèrent l'individu dont la nationalité est litigieuse comme leur national, doivent appliquer la *lex fori*. Ils doivent tenir compte exclusivement de la loi du pays au nom duquel ils rendent la justice. Rien ne semble plus rationnel. Toutes les règles qui touchent à l'acquisition et à la perte de la nationalité touchent aux intérêts primordiaux de l'Etat, à son existence même. Elles s'imposent à tous sur le territoire de cet Etat. Elles sont dans l'ordre public international (1).

Mais la question de la nationalité d'un individu revendiqué par plusieurs Etats peut se poser devant le juge d'un pays désintéressé. Comment tranchera-t-il la difficulté ? Il n'a aucune raison de donner la préférence à une nationalité plutôt qu'à une autre. L'ordre public international n'est pas en jeu. En pareille hypothèse,

(1) Cf. Weiss, *op. cit.*, I, p. 254.

on paraît généralement s'en tenir à la loi du domicile de l'individu qui a deux nationalités, au moins lorsque ce domicile se trouve sur le territoire de l'un des deux Etats qui le revendiquent comme leur national. C'est cette loi qui suivant l'opinion générale doit être considérée comme la loi personnelle d'un individu sans nationalité (1). Il semble logique de l'appliquer à celui qui ayant deux nationalités réside dans l'un des pays dont il est le national. En pareil cas, dit M. Renault (2), « nous pensons qu'il est naturel de le considérer comme étant le ressortissant de l'Etat auquel l'unissent le droit et le fait, dont il est le national et sur le territoire duquel il réside ou au service duquel il se trouve. C'est pour ainsi dire la nationalité active qui doit être envisagée et non la nationalité un peu théorique qui peut subsister à côté de celle-là (3) ».

(1) C'est en ce sens que s'est prononcé l'Institut de Droit international dans sa session d'Oxford en 1880. « Lorsqu'une personne n'a pas de nationalité connue, son état et sa capacité sont régis par les lois de son domicile. »

(2) *Annuaire de l'Institut de Droit international*, t. X, p. 25.

(3) La situation d'un Turc naturalisé à l'étranger sans autorisation contrairement à la loi de 1869, soulève des difficultés spéciales, à raison du régime des capitulations. Si ce Turc habite sur le territoire ottoman, va-t-il, en conformité du principe que nous venons de poser, ressortir des lois ottomanes ? Ou bien lui appliquera-t-on le régime des capitulations en tenant compte de sa condition d'étranger ? Les tribunaux ottomans lui appliqueront évidemment les lois de l'Empire, s'il se présente devant eux. Mais pourra-t-il traduire un de ses nouveaux compatriotes devant le tribunal consulaire de sa nouvelle patrie, compétent pour connaître des différends qui surgissent entre deux étrangers de même nationalité ? Le tribunal consulaire anglais de Salonique l'a admis le 13 mai 1866, en argu-

La difficulté est plus grave, si l'individu a son domicile dans un Etat autre que ceux dont il est le national. On propose alors d'appliquer la loi de celui de ces derniers Etats qui se rapproche le plus de la loi du pays où les juges saisis rendent la justice. C'est assurément une solution empirique, mais qui est pratiquement satisfaisante (1) et qui vaut mieux qu'un déni de justice que certains auteurs proposent (2).

Ces indications doctrinales sont loin de suffire à la solution des conflits qui peuvent s'élever. Les lois et les traités doivent y pourvoir.

Ce sont les différences de législations qui font naître les conflits. Rien ne serait plus naturel que de les voir disparaître par l'unification des législations. Des pro-

mentant de ce qu'un tribunal anglais, doit considérer comme Anglais celui à qui la loi de son pays a conféré la naturalisation anglaise. Cf. Féraud-Giraud, *De la juridiction française dans les Echelles du Levant et de Barbarie*, t. II, p. 65.

On peut cependant élever une objection contre cette solution. La compétence des consuls européens est exceptionnelle, puisqu'elle fait échec à la souveraineté d'un Etat. Sur le sol ottoman, la loi turque doit être appliquée conformément aux principes développés dans le texte ci-dessus, à tous ceux qu'elle considère comme revêtus de la nationalité turque. La juridiction consulaire n'est compétente que pour ceux qui sont étrangers d'après la loi ottomane. Pratiquement le conflit se règlera généralement en faveur de l'Empire turc, puisque les autorités ottomanes refuseront leur concours à l'exécution d'un jugement rendu par le tribunal consulaire, lorsqu'un intéressé se trouvera ottoman d'après la loi ottomane. Cf. Salem, *l. cit.*, p. 554 et suiv.; Weiss, *op. cit.*, p. 686.

(1) Weiss, *op. cit.*, I, p. 275 et 678.

(2) Pillet, *De l'ordre public en droit international privé*, p. 90. « Le juge, dit-il, doit se dessaisir comme il le ferait si on lui posait une question contradictoire. »

grès ont été faits dans cette voie dans notre matière. Les principales législations ont rompu avec l'allégeance perpétuelle et plusieurs consacrent la liberté d'expatriation. Quand cette liberté aura été proclamée, une source abondante de conflits aura disparu.

Il n'est pas besoin d'ailleurs d'en arriver là pour diminuer le nombre des conflits. Chaque Etat peut introduire dans sa législation une disposition obligeant le Gouvernement à ne conférer la naturalisation qu'à celui qui prouve qu'il a perdu sa nationalité d'origine, que par conséquent il est en règle avec sa loi nationale en ce qui concerne l'autorisation nécessaire ou la capacité requise. Cela amènerait à ne jamais accorder la naturalisation aux sujets soumis à l'allégeance perpétuelle d'une nation. — Nous avons vu précédemment qu'une proposition tendant à introduire une disposition de ce genre avait été faite, lors de la discussion de la loi de 1889. Elle fut rejetée, mais le Gouvernement prit l'engagement de s'y conformer en fait. Elle figure dans la loi anglaise du 12 mai 1870 (art. 7, *in fine*), dans la loi suisse du 3 juillet 1876 (art. 2). Le Gouvernement des Pays-Bas a également pris l'engagement devant les Etats-Généraux de ne conférer la qualité de sujet néerlandais qu'à celui qui aurait perdu sa nationalité d'origine (1).

Il est à remarquer qu'une disposition de ce genre

(1) Cf. Cogordan, *Ann. de lég. étr.*, 1876, p. 140.

n'empêcherait pas les étrangers liés à un pays d'allégeance perpétuelle de devenir Français, notamment par le bienfait de la loi.

On pourrait encore atténuer le conflit en décidant, comme les lois de divers pays, que ces individus qui ont acquis une nouvelle nationalité, ne seraient pas protégés par le Gouvernement en leur nouvelle patrie contre les autorités de leur pays d'origine (1).

Les conflits qui s'élèvent à propos de la nationalité d'une femme qui se marie avec un étranger seraient résolus, si toutes les législations contenaient une disposition conforme à l'article 19 de notre Code civil, dénationalisant la femme mariée, lorsque la loi nationale de son mari lui attribuerait sa nationalité, mais seulement dans ce cas.

Quant au conflit susceptible de s'élever à raison de la différence dans les effets de la naturalisation et de la dénationalisation, purement individuelles suivant quelques législations, collectives au contraire suivant les autres, on pourrait concevoir l'uniformité des législations adoptant la naturalisation et la dénationalisation collectives sous réserve d'une option pour les enfants parvenus à un certain âge.

On ne peut pas de longtemps encore espérer l'unification législative en notre matière. On voit cependant

(1) Allemagne, *Fremdengesetz*, du 22 décembre 1886 (III, 13) ; *Naturalization Act* du 12 mai 1870 (section VII, § 3) ; loi suisse du 3 juillet 1876 (article 5).

les différences s'atténuer sur d'autres points sous l'influence des congrès réunis avec des missions officielles. Pourquoi ne tenterait-on pas pour la nationalité ce qu'on a fait pour la protection des œuvres littéraires, pour les transports, etc. ?

En attendant l'unification, bien peu probable, des législations, les conflits s'élèvent. La doctrine essaie de les résoudre sans y parvenir toujours. C'est à la diplomatie à l'aider dans cette tâche. Les traités en réglant les questions de nationalité font cesser les conflits.

Ils ne sont malheureusement pas toujours possibles. C'est ce qui arrive lorsque les questions de nationalité sont réglées par la constitution, une dérogation par voie de traité est impossible, même s'il est approuvé par le pouvoir législatif. Il faudrait une révision constitutionnelle, or il est bien rare qu'on mette en branle l'appareil du pouvoir constituant pour trancher une difficulté internationale, si on ne veut pas abroger la disposition même qui la fait naître (1).

Les pays où les questions de nationalité sont régies par la constitution sont relativement rares. On a même proposé de ne pas faire figurer dans le Code civil les textes les concernant, en raison des incessantes modifications dont elles sont l'objet. Les traités sont donc en général possibles, en fait cependant ils sont assez rares.

(1) Cf. Neubauer, Regelung des internationalen Privatrechts durch Verträge zwischen den einzelnen Staaten, dans *Zeitschrift für das gesammte Handelsrecht* de Goldschmidt, 1889, p. 408.

Le type en est dans le traité Bankroft, intervenu entre les Etats-Unis et l'Allemagne du Nord le 22 février 1868, et qui a servi de modèle à des conventions analogues conclues avec la Bavière, le Mexique, la Suède et la Norvège, la Grande-Bretagne, l'Autriche et le Danemark (1). Ils ont pour objet d'abord de faire résulter la dénationalisation d'une naturalisation dans l'un des pays contractants, suivie d'une résidence de durée variable. Ils consacrent en outre la faculté de renoncer à la patrie d'adoption en rentrant dans le pays d'origine (2).

Deux intéressants traités ont été conclus par la France avec la Suisse et la Belgique pour faire cesser le conflit entre nos lois sur la nationalité et celles de ces deux pays.

On se souvient que sous l'empire du Code civil, le Français ne perdait pas sa nationalité par l'acquisition d'une nationalité étrangère par le bienfait de la loi, mais seulement par une naturalisation proprement dite (3). Les fils d'un Français, nés en Belgique, qui se faisaient conférer la nationalité belge en vertu de l'article 9 du Code civil belge ou la nationalité suisse dans certains cantons régis par une disposition analogue, restaient Français (4). Ils étaient donc assujettis au service mili-

(1) Voir le texte dans Cogordan, *op. cit.*, p. 560.

(2) Voir l'analyse de ces traités dans Weiss, *op. cit.*, p. 681 ; Cf. Pradier-Fodéré, *Dr. intern. public*, III, n° 1663 ; Beach-Lawrence, t. III, p. 245.

(3) Cf. *suprà*, p. 58 et suiv.

(4) Cass., 19 août 1874, S. 75. I. 52, D. 75. I. 151.

taire à la fois en France et en Belgique ou en Suisse. L'une des victimes de cet état de choses, le jeune Carlier adressa en 1882 aux parlements français et belge une pétition retentissante, accompagnée des consultations d'un avocat belge, M. Le Poutre et de MM. Lehmann et de Folleville, l'un avocat à la Cour de cassation française, l'autre doyen de la Faculté de Droit de Lille. C'est à cette plainte que nous devons les négociations qui ont amené la convention franco-belge du 30 juillet 1891 (1).

Déjà une convention avait été conclue entre la France et la Belgique le 5 juillet 1879, mais elle n'obtint pas la ratification des Chambres pour des raisons diverses, que nous n'avons pas à faire connaître. L'une des dispositions qui avaient amené le plus de résistance était celle qui autorisait l'engagement des jeunes gens se trouvant dans la situation visée avant leur majorité. Ce fut la pierre d'achoppement contre laquelle se brisèrent toutes les tentatives de conciliation.

Les mêmes difficultés ne furent pas soulevées dans les négociations qui s'ouvrirent en même temps entre la France et la Suisse pour faire cesser un conflit du même genre. La naturalisation d'un Français en Suisse, qui était collective d'après la loi du 3 juillet 1876, n'empêchait pas les enfants mineurs de l'ex-Français de garder leur nationalité d'origine. Ils avaient donc une dou-

(1) V. sur ce traité la communication de M. Lainé à la Société de législation comparée dans le *Bulletin* de cette société, 1891-1892, p. 229 et suiv.

ble nationalité. Une convention du 23 juillet 1879 aplanit toutes les difficultés ; elle était établie à peu près sur les mêmes bases que le projet de traité franco-belge. En voici les dispositions principales :

ART. 1^{er}. — Les individus dont les parents français d'origine, se font naturaliser suisses et qui sont mineurs au moment de cette naturalisation, auront le droit de choisir dans le cours de leur 22^e année, entre les deux nationalités française et suisse. Ils seront considérés comme Français jusqu'au moment où ils auront opté pour la nationalité suisse.

ART. 2. — Ceux qui n'auront pas effectué cette déclaration d'option dans le cours de leur 22^e année, seront considérés comme ayant définitivement conservé leur nationalité française.

ART. 3. — Les jeunes gens à qui est conféré le droit d'option ne seront pas astreints au service militaire en France avant d'avoir accompli leur 22^e année. Toutefois, ils pourront, sur leur demande, remplir avant leur majorité leurs obligations militaires ou s'engager dans l'armée française à la condition de renoncer à leur droit d'option pour la nationalité suisse. Cette renonciation devra être faite par les intéressés avec le consentement de leurs représentants légaux (1).

On paraît admettre généralement que la solution donnée par le traité, bien qu'ayant surtout pour objet

(1) V. l'ouvrage déjà cité de M. Roguin, *Conflits des lois suisses en matière internationale et intercantonale*, p. 26.

de résoudre les difficultés nées à l'occasion du service militaire, doit avoir une portée générale et s'appliquer par conséquent aux deux sexes (1).

Les négociations avec la Belgique recommencèrent après la pétition de Carlier.

Elles furent favorisées par le vote des deux lois françaises des 14 février 1882 et 28 juin 1883 autorisant l'option en minorité et par un projet de loi belge de la même époque reproduisant la même faculté. Ce projet devint la loi du 6 mai 1888 (2). L'option définitive en minorité ne pouvait donc plus être un obstacle à la convention. Les Chambres belges la ratifièrent au commencement de mai 1888.

Le Parlement français fut aussitôt saisi, mais la discussion des lois sur la nationalité et sur le recrutement fit ajourner la ratification.

Après le vote de la loi française du 26 juin 1889, les pourparlers furent repris et aboutirent à la convention du 30 juillet 1891, ratifiée par les Parlements belge et français et insérée à l'*Officiel* du 1^{er} janvier 1892. Elle peut se résumer dans les propositions suivantes :

On n'inscrit pas sur les listes du recrutement militaire de chacune des hautes parties contractantes les

(1) Roguin, *ibid.*, p. 34.

(2) Une loi du 16 juillet 1889 (*Ann. de législ. étr.*, et la notice de M. Renault) généralisa la disposition de la loi du 6 mai 1888 en autorisant la déclaration d'option pour la nationalité étrangère dans les cas où elle était permise, dès l'âge de 18 ans accomplis avec l'assistance de la famille.

mineurs de 22 ans qui peuvent opter pour la nationalité de l'autre (art. 1 et 2).

L'option en minorité est permise et produit des effets irrévocables et absolus (art. 3).

La Belgique a reconnu la modification apportée à notre législation par la loi du 26 juin 1889 en ce qui concerne les fils d'étrangers nés en France de parents qui eux-mêmes y sont nés. En conséquence, l'article 4 de la convention porte : « les jeunes gens nés en France de parents belges qui eux-mêmes y sont nés ne seront pas appelés au service militaire en Belgique. »

La convention est, suivant son intitulé, « relative à l'application des lois qui règlent le service militaire dans les deux pays ». A-t-elle donc une portée exclusivement militaire et l'antinomie subsiste-t-elle sur les autres conflits possibles ?

C'est l'opinion de certains auteurs (1) qui invoquent surtout les travaux préparatoires et le texte de l'article 3 où il est dit que les individus qui font leur option dans les conditions prévues par cet article et les articles 1 et 2 « ont changé de nationalité ».

Ce qui fera cesser le conflit rapidement, c'est que le Français qui aura fait en Belgique son service militaire, sera déchu de la qualité de Français en vertu de l'article 17-4°. Il semble en effet impossible de voir dans la

(1) Cogordan, *Bull. de la Soc. de législ. comp.*, 1891-92, p. 271 ; V. cep. Lainé, *loc. cit.*, p. 262 et suiv.

convention une autorisation générale de prendre du service militaire à l'étranger.

La législation française reste en désaccord avec beaucoup d'autres législations. Des conventions analogues à la convention franco-belge seraient à souhaiter (1).

(1) Notamment avec l'Italie et l'Espagne ; toutefois en ce qui concerne cette dernière puissance, la convention consulaire du 7 janvier 1862, modifiée par celle du 2 mai 1892, a réglé avec la France la situation militaire de leurs sujets respectifs.

CONCLUSION

Comme on peut le voir par le rapide exposé qui précède, les lois et les traités laissent encore naître un grand nombre de conflits en matière de nationalité et les principes de droit international qu'on propose pour les résoudre, manquent de certitude.

Peut-on espérer que ces conflits cesseront de se produire et quels moyens faut-il employer ?

L'Institut de Droit international s'est préoccupé de cette question dès sa fondation. La question fut soulevée à la session de Genève en 1874 ; dans sa session d'Oxford en 1880, il posa les principes sur la nationalité d'origine. Le changement de nationalité est venu en discussion aux congrès de Genève en 1892 et de Paris en 1894 sur les rapports de MM. les professeurs Weiss et Catellani (1). — A Cambridge, on s'est préoccupé de la question préalable de savoir, si les conflits de lois en matière de nationalité doivent être évités par le moyen d'une loi uniforme ou résolus par la détermination de la loi applicable (2). Enfin, à Venise, on s'est borné à recommander aux divers Gouvernements l'ap-

(1) Cf. *Annuaire de l'Institut de dr. intern.*, t. 14, p. 66.

(2) *Ibid.*, p. 194.

plication de certains principes, soit dans la confection des lois internes, soit dans la conclusion des traités.

Une idée très intéressante a été dégagée, qui sera d'une grande influence sur la solution à proposer pour les conflits de lois. Jusqu'à présent, on l'a toujours rattachée au droit international privé; on se l'explique aisément, quand on se rappelle que la détermination de la nationalité a servi dans les législations anciennes à déterminer les droits civils dont une personne pouvait jouir. Mais aujourd'hui la nationalité a une influence de moins en moins considérable sur la jouissance des droits privés (1). Par définition, la nationalité est le lien juridique qui rattache l'individu à l'Etat. C'est d'elle que dépend la jouissance des droits politiques; c'est par elle que se déterminent les obligations de protection pour l'Etat, d'obéissance pour le national, elle est donc avant tout une question de droit public.

S'il en est ainsi, il faut renoncer à faire une loi uniforme: « Jamais, dit M. Berney (2), les Etats ne consentiront à renoncer à leur souveraineté législative pour la réglementation d'une question qui touche à leur essence même » (3).

(1) Weiss, *op. cit.*, t. III. — Cf. Thomas, La condition des étrangers et le droit international, dans la *Revue de dr. int. public*, 1897, p. 620.

(2) *Revue de droit public*, 1897, t. II, p. 47.

(3) Aussi le préambule du projet voté à Venise est-il ainsi conçu: « L'Institut recommande aux divers gouvernements, soit dans la confection des lois internes, soit dans la conclusion des conventions diplomatiques, les principes suivants... ».

On ne peut donc que proposer certains principes fondamentaux que les diverses législations devront tendre à s'appropriier ou qui serviront de base à des traités.

Il en est deux sur lesquels tout le monde est d'accord, c'est que :

1° Chacun doit avoir une nationalité ;

2° Nul ne peut en avoir deux.

L'application de ces principes doit être faite à la nationalité d'origine et au changement de nationalité.

Laissant de côté la première face du problème qui n'entre pas dans le cadre de notre étude, nous allons indiquer les solutions auxquelles on est arrivé dans la dernière session de l'Institut de Droit international tenue à Venise du 24 au 30 septembre 1896.

Trois facteurs sont en jeu dans le changement de nationalité : la liberté individuelle, la souveraineté de l'Etat, la solidarité internationale.

Le premier joue le rôle le plus important. La liberté d'expatriation a été proclamée et on a condamné le principe de l'allégeance perpétuelle. En même temps, il a été reconnu qu'aucun Etat n'a le droit d'imposer sa nationalité aux étrangers qui ne manifestent pas la volonté de l'acquérir. Enfin nul ne peut perdre sa nationalité malgré lui. C'est la condamnation des déchéances de nationalité, dont le nombre existe trop grand encore dans les divers pays, donnant naissance au fléau de l'heimathlosat.

D'un autre côté, il faut laisser à l'Etat la faculté de

régler les conditions de la naturalisation et de la refuser arbitrairement.

Enfin la solidarité internationale oblige les Etats à reconnaître la naturalisation acquise à l'étranger. On a paru disposé à laisser au pays d'adoption la détermination de la capacité requise pour changer de nationalité. La dénationalisation doit résulter de plein droit de la naturalisation dans un autre pays (1).

Restait à résoudre la question de l'effet collectif ou individuel à attribuer à la naturalisation ou à la dénationalisation.

Dans leur rapport, MM. Weiss et Catellani (2) avaient proposé un projet de résolution par lequel ils demandaient que tout changement de nationalité fût personnel à celui qui l'obtient et n'exerçât en principe aucune influence sur l'état de sa femme et de ses enfants même mineurs, sauf à leur donner des facilités plus grandes en vue de leur propre naturalisation.

A la suite d'une discussion en séance (3), on s'est prononcé pour l'effet collectif, fondé sur l'utilité de maintenir l'unité de nationalité dans la famille. Et cependant comme il importe que nul ne change de nationalité sans un acte de libre volonté, on a proposé de réserver à la femme la faculté d'une déclaration d'option pour sa

(1) V. la discussion dans l'*Annuaire de l'Institut de Droit international*, t. 15, p. 263 et suiv.

(2) *Ann. de l'Institut de Dr. intern.*, t. 15, p. 125 et suiv.

(3) *Ibid.*, p. 255 et suiv.

nationalité d'origine ; et la même faculté a été reconnue aux enfants mineurs dans l'année de leur majorité ou de leur émancipation.

Ces principes ayant été adoptés, on les a formulés ainsi :

« ART. 4. — A moins que le contraire n'ait été expressément réservé au moment de la naturalisation, le changement de nationalité du père de famille entraîne celui de sa femme non séparée de corps et de ses enfants mineurs, sauf le droit de la femme de recouvrer sa nationalité primitive par une simple déclaration et sauf aussi l'exercice du droit d'option des enfants pour leur nationalité antérieure, soit dans l'année qui suivra leur majorité, soit à partir de leur émancipation avec le consentement de leur assistant légal.

« ART. 5. — Nul ne peut être admis à obtenir une naturalisation en pays étranger qu'à la charge de prouver que son pays d'origine le tient quitte de son allégeance ou tout au moins qu'il a fait connaître sa volonté au gouvernement de son pays d'origine et qu'il a satisfait à la loi militaire pendant la période du service actif conformément aux lois de ce pays.

« ART. 6. — Nul ne peut perdre sa nationalité ou y renoncer que s'il justifie qu'il est dans les conditions requises pour obtenir son admission dans un autre Etat. La dénationalisation ne peut jamais être imposée à titre de peine. »

Nous acceptons pleinement ces solutions comme la

conclusion naturelle de notre travail. Si nous avons dû admettre des solutions contraires au droit positif, c'est que nous étions lié par le texte. On ne peut s'empêcher de reconnaître que celles que nous venons de transcrire, sont marquées au coin d'un large libéralisme et d'une sage prudence.

Vu :

Le Président de la thèse,
ANDRÉ WEISS.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahrens.** — Théorie du droit public et du droit des gens.
Annuaire de législation étrangère.
Annuaire de législation française.
Annuaire de l'Institut de Droit international.
Aubry et Rau. — Cours de droit civil français.
Bacquet. — Droit d'aubaine.
Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade. — Des personnes.
Beauchet. — Des sujets russes naturalisés américains dans leurs rapports avec la mère-patrie.
Beudant. — Cours de droit civil français.
Blackstone. — Commentaires sur les lois anglaises.
Bluntschli. — Droit international codifié.
Bulletin de la Société de législation comparée.
Campistron. — Commentaire pratique des lois des 26 juin 1889 et 22 juillet 1893 sur la nationalité.
Cogordan. — La nationalité au point de vue des rapports internationaux.
Dalloz. — Jurisprudence générale. V^o *Droits civils* (répertoire et supplément).
Demolombe. — Cours de code Napoléon.
Despagnet. — Précis de droit international privé.
Estoppey. — La loi fédérale du 31 juillet 1876 sur la naturalisation.
— La naturalisation et la renonciation à la nationalité d'après la législation suisse.
Fenet. — Travaux préparatoires du Code civil.
De Folleville. — Traité théorique et pratique de la naturalisation.
Fromageot. — De la double nationalité des individus et des sociétés (thèse).
Geouffre de Lapradelle. — De la nationalité d'origine.
Glard. — De l'acquisition et de la perte de la qualité de Français.
Gruffy. — De l'unité de nationalité dans la famille.
Journal du droit international privé.

Journal officiel.

Keidel. — Renseignements pratiques sur la nationalité allemande.

Lainé. — Note dans le *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1891-92, p. 229.

Le Sueur et Dreyfus. — La nationalité.

Loché. — Esprit du Code civil.

De Meulenaere. — Code civil allemand et loi d'introduction.

Newton. — De la naturalisation dans les colonies anglaises.

Pardessus. — Loi salique.

Pandectes françaises.

Pandectes belges.

Pillet. — Notes dans Sirey, 1892. I. 81.

Pradier-Fodéré. — Droit international public.

Renault. — Observations dans la *Revue critique*, 1883.

Revue du droit public.

Revue pratique du droit international privé.

Revue pratique du droit international public.

Roguin. — Conflits des lois suisses en matière internationale et intercantonale.

Surville et Arthuys. — Cours élémentaire de droit international privé.

Vincent et Pénaud. — Dictionnaire de droit international privé.
V^o *Nationalité*.

Weiss. — Traité théorique et pratique de droit international privé.
— Etude sur les conditions de l'extradition.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — <i>Considérations générales et historiques</i> . . .	5
SECTION I. — <i>De la nationalité et de la dénationalisation</i> . . .	5
SECTION II. — <i>Notions historiques</i>	16
§ 1. — L'Antiquité et la Grèce.	14
§ 2. — Rome.	16
§ 3. — Ancien droit.	21
§ 4. — Droit intermédiaire.	30
§ 5. — Code de 1804	33
§ 6. — Loi de 1889.	41
CHAPITRE II. — <i>Cas et conditions de la perte de la nationalité</i> . . .	43
SECTION I. — <i>Perte de la qualité de Français par l'acquisition d'une nationalité étrangère</i>	45
§ 1. — Naturalisation acquise en pays étranger.	45
§ 2. — Option pour une nationalité étrangère dans les cas des articles 8-4 ^e , 12 et 18 du Code civil.	68
Cas de déclaration d'extranéité	70
Conditions de la déclaration d'extranéité.	76
§ 3. — Mariage d'une Française avec un étranger.	86
SECTION II. — <i>Déchéance de la qualité de Français</i>	94
§ 1. — Acceptation et conservation de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger.	96
§ 2. — Prise de service militaire à l'étranger	103
§ 3. — Commerce et possession d'esclaves.	115
CHAPITRE III. — <i>Effets de la dénationalisation</i>	123
SECTION I. — <i>Effets généraux de la dénationalisation</i>	124
a. — Au point de vue du dénationalisé	124
b. — Au point de vue de la famille	139

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot. — J. Thevenot, successeur, Saint-Dizier
